

3/97

mai/juin

Bulletin d'information et de documentation

Gouvernement du Grand-Duché
de Luxembourg



Service
Information
et **Presse**

Luxembourg

BULLET

N D'INFORMATION OCUMENTATION

Publication du Service Information et Presse
43, Boulevard Roosevelt L-2450 Luxembourg

Gouvernement du Grand-Duché de
Luxembourg

BULLETIN D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

Photos: Photothèque S.I.P.; Marcel Ernst, Jean Picard, Serge Waldbillig

Layout: Tania Neyens

Imprimerie Centrale s.a., Luxembourg

Visites à l'étranger...

... de M. Jean-Claude JUNCKER chez M. Tony BLAIR

Premierminister Jean-Claude JUNCKER traf am 20. Mai 1997 in London mit seinem britischen Amtskollegen Tony BLAIR in Downing Street Nr. 10 zu einem ersten Meinungsaustausch zusammen.

3 Tage vor dem außerordentlichen Treffen der EU Staats- und Regierungschefs in Nordwijk und einen knappen Monat vor dem EU Gipfel in Amsterdam standen europäische Fragen naturgemäß im Mittelpunkt der Gespräche.

Premierminister JUNCKER brachte eingangs seine Zufriedenheit über die Absicht der neuen britischen Regierung dem europäischen Sozialprotokoll beizutreten zum Ausdruck und äußerte den Wunsch in diesem wie auch in anderen Bereichen mit der britischen Regierung, die nach Luxemburg im ersten Halbjahr 1998 die EU Ratspräsidentschaft übernimmt, eng zusammenzuarbeiten.

Premierminister BLAIR bestätigte die feste Absicht seiner Regierung, das Maastrichter Sozialprotokoll zu unterschreiben, allerdings hoffe London, daß es nicht unmittelbar zu weiteren Vorstößen im sozialen Bereich komme, da in Großbritannien noch sehr viel Nachholbedarf bestehe. Die Labour Regierung wolle jetzt erst einmal gesetzliche Grundlagen für Gewerkschaftstätigkeiten und einen Mindestlohn einführen.

Im Hinblick auf die EU Erweiterung meinte der britische Premierminister, daß seine Regierung eine solche als Notwendigkeit betrachte. Es müsse allerdings überlegt werden, wie diese Erweiterung zu geschehen habe und was die Konsequenzen für die aktuelle EU sein könnten. Auch hier habe die britische Regierung

vor der Luxemburger Ratspräsidentschaft konstruktiv zur Seite zu stehen.

Zum Thema Wirtschafts- und Währungsunion hob Premierminister JUNCKER die Notwendigkeit einer engen Koordinierung der Luxemburger und britischen Ratspräsidentschaften hervor, die beide große Aufgaben zu bewältigen hätten, die Vorbereitungen zur dritten Stufe unter Luxemburger Vorsitz und die Entscheidungen über die Teilnehmer dann unter britischem Vorsitz.

Premierminister BLAIR meinte, daß das Gelingen der WWU außerordentlich wichtig sei, unabhängig davon ob Großbritannien mitmache oder nicht. Seine Regierung sei auf jeden Fall bereit, das Ihre zu tun, um zum Gelingen der Wirtschafts- und Währungsunion beizutragen.

Beide Regierungschefs äußerten sich optimistisch, daß der Amsterdamer Gipfel am 16. und 17. Juni einen erfolgreichen Abschluß der Regierungskonferenz erzielen wird, auch wenn noch einige heikle Fragen bis dahin beantwortet werden müßten, wie, zum Beispiel, verstärkte Zusammenarbeit in der gemeinsamen Außen- und Sicherheitspolitik, Justiz und innere Angelegenheiten, sowie natürlich in den institutionellen Fragen der Europäischen Union.

Am Nachmittag traf Premierminister JUNCKER den neuen britischen Erziehungs- und Arbeitsminister David BLUNKETT, ehe er im „Royal Institute of International Affairs“ in Chatham House eine Konferenz zum Thema „Ausblick auf die Luxemburger EU Ratspräsidentschaft“ gab.

... de M. Jacques F. POOS à Bonn et à Vienne

Les 23 et 24 juin 1997, le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, s'est rendu à Bonn et à Vienne dans le cadre de sa tournée des capitales en vue de la préparation de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.

Il fut reçu à Bonn par le Ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, M. Klaus KINKEL. Il est parti ensuite pour Vienne où il a eu une entrevue avec M. Wolfgang SCHÜSSEL, le chef de la diplomatie autrichienne.

... de M. Poos au Danemark, en Finlande et en Suède

Le 6 juin 1997, le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, a entamé sa tournée des capitales au cours de laquelle il a informé les gouvernements des États membres de l'UE sur les projets de la Présidence luxembourgeoise du Conseil.

La Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au cours du second semestre de 1997 aura notamment à faire face aux problèmes suivants: l'élargissement, la préparation de l'EURO, la préparation du nouveau paquet financier de l'Union qui tiendra compte de l'élargissement, la préparation

de la réforme des politiques structurelles et de la politique agricole commune et la relance du modèle social européen.

M. POOS a rencontré au cours de la matinée du 6 juin à Malmö en Suède son homologue finlandaise, Mme Tarja HALONEN, et le Ministre des Affaires étrangères de Suède, Mme Lena HJELM-WALLÉN. Au cours de l'après-midi du 6 juin, il fut reçu à Copenhague par le Premier Ministre danois, M. Poul Nyrup RASMUSSEN, et par le chef de la diplomatie danoise, M. Nils Helveg PETERSEN.

... de M. Jacques F. POOS à Bonn et à Vienne

Le 23 et 24 juin 1997, le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, a entamé sa tournée des capitales au cours de laquelle il a informé les gouvernements des États membres de l'UE sur les projets de la Présidence luxembourgeoise du Conseil.

Visites au Luxembourg...

... de Leurs Majestés l'Empereur AKIHITO et l'Impératrice MICHIKO du Japon les 30 et 31 mai 1997

Une fois par an seulement, Sa Majesté l'Empereur AKIHITO quitte le Japon. Les 30 et 31 mai 1997, en route vers le Brésil et l'Argentine, pays de l'Amérique latine avec forte immigration japonaise, l'Empereur, accompagné par l'Impératrice MICHIKO fait une escale de 24 heures au Luxembourg. Visite officielle sans doute, l'Empereur, l'Impératrice et leur suite ayant été accueillis par le Premier Ministre Jean-Claude JUNKER, le président du parlement Jean SPAUTZ et ce avec tous les honneurs dus à un chef d'État. Une visite marquant le 70^e anniversaire des relations entre le Grand-Duché et le Pays du soleil levant, date à laquelle le premier ambassadeur du Japon avait présenté ses lettres de créances à la Grande-Duchesse Charlotte.

C'est à 16h20 précises que le Boeing 747 s'est posé à l'aéroport de Luxembourg. LL.AA.RR. le Grand-Duc Jean et la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte attendaient, de concert avec la délégation officielle, au pied

du rituel tapis rouge. Après la revue des troupes, l'impressionnant cortège des voitures officielles a pris la direction du Château de Berg. Dîner privé pour les souverains, réception officielle pour la communauté japonaise et leurs amis luxembourgeois. Le 31 mai, l'Empereur AKIHITO et l'Impératrice MICHIKO ont visité le château de Vianden avant de revenir à Luxembourg au Palais Grand-Ducal, où a été servi le déjeuner au cours duquel le Grand-Duc Jean et l'Empereur AKIHITO ont prononcé des toasts.

L'Empereur a remercié le couple grand-ducal de son chaleureux accueil. Il a rappelé les nombreuses occasions qui leur ont permis de se rencontrer, mais plus particulièrement la première rencontre, il y a de cela quarante ans, où il était encore un jeune homme de dix-neuf ans qui effectuait son premier voyage à l'étranger.

Sa Majesté, faisant mention de sa rencontre avec les autorités luxembourgeoises et avec les résidents japo-



Cordiale rencontre entre le Premier Ministre Jean-Claude JUNKER et Leurs Majestés l'Empereur AKIHITO et l'Impératrice MICHIKO



La traditionnelle photo de famille avec de g. à dr.: Son Altesse Royale la GRANDE-DUCHESSA, Sa Majesté l'Empereur AKIHITO, la Princesse SIBILLA, le Prince GUILLAUME, Son Altesse Royale le GRAND-DUC, Son Altesse Royale le GRAND-DUC HÉRITIER, l'Impératrice MICHIKO, Son Altesse Royale la GRANDE-DUCHESSA HÉRITIÈRE



Son Altesse Royale le GRAND-DUC prononce Son toast

nais, s'est félicité de ce que les relations entre les deux pays se soient considérablement approfondies au cours de ces quarante années. Il a exprimé l'espoir qu'elles continueront à être intensifiées sur la base des objectifs et intérêts communs des deux pays.

Le couple impérial a quitté le Grand-Duché de Luxembourg peu avant 16 heures après avoir pris

congé à l'aéroport du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse, du président de la Chambre des députés Jean SPAUTZ, du Premier ministre Jean-Claude JUNKER, du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères Jacques POOS et du doyen du Corps diplomatique.

... de M. Kostas SIMITIS, Premier Ministre de la République hellénique

Le 13 mai 1997, M. Kostas SIMITIS, Premier Ministre de la République hellénique, a eu une entrevue avec M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, Ministre d'État, lors de laquelle il a réaffirmé sa volonté inébranlable de maintenir son pays sur la voie du Traité de Maastricht. Au cours d'une conférence de presse Jean-Claude JUNCKER l'a résolument encouragé dans cette entreprise en «applaudissant des deux mains aux efforts énormes fournis par la popu-

lation grecque» afin d'être, sinon du premier groupe des pays de l'Euro, alors sans faute du groupe suivant.

Au cours de cette journée de travail il était évidemment aussi question de Chypre. La Grèce estime être un partenaire privilégié des pays limitrophes de l'Union européenne dans la région du sud-est et se propose d'y favoriser des zones de stabilité.



M. J. C. JUNCKER et le
Premier Ministre de la
République hellénique,
M. Kostas SIMITIS

... de M. Victor CIORBEA, Premier Ministre de Roumanie



MM. JUNCKER et CIORBEA
lors de la conférence de
presse commune

Le 10 mai 1997, le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER a rencontré en tête-à-tête M. Victor CIORBEA, Premier Ministre de Roumanie.

Les discussions ont notamment porté sur l'adhésion rapide de la Roumanie à l'OTAN et sur les relations bilatérales entre le Luxembourg et la Roumanie.

... de M. Sidya TOURE, Premier Ministre de la République de Guinée

Le 4 juin 1997, M. Sidya TOURE, Premier Ministre de la République de Guinée, a effectué une visite à Luxembourg pour y rencontrer MM. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Jacques F. POOS, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et M. Georges WOHLFART, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

Les différents entretiens ont porté sur une possible aide d'urgence pour son pays, souffrant des vagues de réfugiés des pays voisins.

... de M. Yevguéni PRIMAKOV, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

Le 7 mai 1997, M. Yevguéni PRIMAKOV, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, a effectué une visite officielle à Luxembourg à l'invitation de son homologue luxembourgeois, M. Jacques F. POOS.

Cette visite fut marquée par une audience chez le GRAND-DUC, une entrevue avec le Président de la Chambre des Députés, M. Jean SPAUTZ, une visite chez le Premier Ministre, M. Jean-Claude JUNCKER, et des entretiens avec le Ministre des Affaires étrangères.

Au cours de la réunion de travail qui s'est tenue au Ministère des Affaires étrangères, il a été question des

relations bilatérales entre la Russie et le Luxembourg, des relations entre la Russie et l'UE, notamment dans la perspective de la prochaine présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, des derniers développements au sein de l'UE. Il fut également question de la sécurité en Europe, des négociations sur un accord entre l'OTAN et la Russie, de l'élargissement de l'OTAN et du modèle de sécurité discuté au sein de l'OSCE.

Le Luxembourg et la Russie ont signé un accord relatif au transport aérien.

Le Premier Ministre
Jean-Claude JUNCKER
et le Ministre des
Affaires étrangères de la
Fédération de Russie,
Yevguéni PRIMAKOV





MM. POOS et PRIMAKOV
signent un accord relatif au
transport aérien

... de M. DOWNER, Ministre des Affaires étrangères d'Australie

Le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER a reçu le 26 juin 1997 la visite du Ministre des Affaires étrangères d'Australie Alexander DOWNER.

MM. JUNCKER et DOWNER ont surtout évoqué la déclaration commune signée entre l'Union européen-

ne et l'Australie concernant les droits humains, la sécurité et la stabilité.



Le Premier Ministre
Jean-Claude JUNCKER
et le Ministre des Affaires
étrangères australien

... des ambassadeurs d'Amérique latine

Le 22 mai 1997, le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, a reçu le groupe des chefs de mission d'Amérique latine au Château de Senningen pour une réunion de travail. À l'ordre du jour de cette réunion ont figuré l'évaluation des réunions entre l'Union euro-

péenne et le groupe de San José, le Groupe de Rio, le Mercosur, le Chili et le Mexique, les grandes orientations de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne ainsi que le programme de travail de cette présidence avec l'Amérique latine.



M. Jacques F. POOS
entouré des chefs de
mission d'Amérique latine

... de l'ambassadeur MORATINOS, envoyé spécial de l'UE au Proche-Orient

Le 11 juin 1997, l'Ambassadeur Miguel Angel MORATINOS, envoyé spécial de l'UE au Proche-Orient, a été reçu par le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS.

Au cours d'une réunion de travail élargie aux responsables du dossier Proche-Orient, l'envoyé spécial a fait le point sur les difficultés que rencontre le processus de paix. Il a exploré avec ses interlocuteurs les possibilités pour l'UE de contribuer à créer

un climat de confiance entre les différentes parties impliquées dans le conflit pour faire avancer la paix au Proche-Orient au cours de la Présidence luxembourgeoise.

Cette réunion a également été l'occasion pour l'ambassadeur MORATINOS d'avoir un premier contact de travail avec M. Mario HIRSCH à qui vient d'être confié la mission d'agent de liaison entre la présidence luxembourgeoise et l'envoyé spécial.

... de M. AJELLO, envoyé spécial de l'UE en Afrique

Le 11 juin 1997, le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, a reçu l'Ambassadeur Aldo AJELLO, envoyé spécial de l'Union européenne dans la région des Grands-Lacs en Afrique.

Au cours d'une réunion de travail, il a été question des derniers développements politiques dans la région des Grands-Lacs, notamment en République démocratique du Congo, ainsi que de l'évolution politique générale en Afrique de l'Ouest.

Le ministre et les responsables du dossier «Afrique» au Ministère des Affaires étrangères ont exploré avec l'envoyé spécial AJELLO les possibilités d'aboutir à une action politique et humanitaire plus cohérente de l'Union dans cette région d'Afrique au cours de la Présidence luxembourgeoise.

... du Ministre des Travaux publics du Chili

Du 31 mai au 3 juin 1997, M. le Dr Ricardo LAGOS, Ministre des Travaux publics de la République du Chili, a effectué une visite au Luxembourg, lors de

laquelle il a successivement rencontré M. Robert GOEBBELS, Ministre des Travaux publics, Mme Lydie WURTH-POLFER, Bourgmestre de la Ville de

Luxembourg, M. Jean SPAUTZ, Président de la Chambre des Députés, Son Altesse Royale le GRAND-DUC, M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Lucien LUX, Bourgmestre de la Ville de Bettembourg, M. Mars Di BARTOLOMEO, Bourg-

mestre de la Ville de Dudelange et finalement Mme DELVAUX-STEHRRES, Ministre de la Sécurité sociale, avec qui M. LAGOS a signé une Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Chili sur la Sécurité sociale.

... de Mme MATTHÄUS-MAIER

Monsieur Marc FISCHBACH, Ministre du Budget a reçu le 16 juin 1997, Madame Ingrid MATTHÄUS-MAIER, Vice-Président du Groupe parlementaire de la

SPD. L'entrevue a porté sur les sujets d'actualités en matière d'union économique et monétaire et d'harmonisation fiscale.

Mme MATTHÄUS-MAIER, entourée de M. FISCHBACH et de l'Ambassadeur allemand, M. Rolf-Eberhard JUNG



... de M. Paul VASTAGH, Ministre de la Justice hongrois



Le Ministre de la Justice Marc FISCHBACH et son homologue hongrois M. Paul VASTAGH

Dans la perspective de la présidence luxembourgeoise à l'Union Européenne, le Ministre de la Justice M. Marc FISCHBACH a eu en date du 28 mai 1997 un échange de vues avec son homologue hongrois, M. Dr. Paul VASTAGH, accompagné de M. Gyorgy GATON,

Directeur adjoint au Ministère de la Justice, ceci dans le cadre du dialogue structuré avec les Pays de l'Europe centrale et orientale et en vue d'une adhésion de la Hongrie à l'Union Européenne.

... de Mme MARTINI, Ministre de l'Environnement de Rhénanie-Palatinat

Le 12 juin 1997, Monsieur Johnny LAHURE, Ministre de l'Environnement, et Madame Klaudia MARTINI, Ministre de l'Environnement de Rhénanie-Palatinat, se sont concertés pour discuter dans le cadre de la Présidence UE luxembourgeoise de:

- Nachhaltige Entwicklungsstrategie im bilateralen Kontext
- Wasserwirtschaft
- Forstwirtschaft



M. Johnny LAHURE et Mme
Klaudia MARTINI

... du Gouvernement de Rhénanie-Palatinat

Le Gouvernement luxembourgeois a reçu le Gouvernement de Rhénanie-Palatinat, présidé par le Ministre-Président Kurt BECK, le 9 mai 1997, au Château de Senningen pour une conférence portant sur différents sujets bilatéraux et régionaux.

Sur les questions de l'Europe, on ne note aucune dissonance entre Luxembourg et Mayence, et le Grand-Duché a promis d'appuyer au niveau européen le plaidoyer en faveur de la télévision d'État financée par les redevances. Mayence il est vrai abrite le ZDF.

Au niveau bilatéral, il convient d'améliorer les transports publics entre les deux pays. Les deux gouvernements «exigent» que la ligne ferroviaire de la Moselle,

entre Luxembourg et Coblence via Trèves soit desservie toutes les deux heures en l'an 2002 par un train rapide utilisant la technologie pendulaire. Les CFL et la DB bénéficieront d'un soutien dans ce but. En complément, le trafic régional entre Trèves et le Luxembourg, par omnibus et autobus, doit être améliorée dans le cadre de l'horaire cadencé introduit en Rhénanie-Palatinat. La coopération devrait également être recherchée au niveau des infrastructures aéroportuaires, le Land ayant «hérité» de six bases ayant appartenu à l'US Air Force.

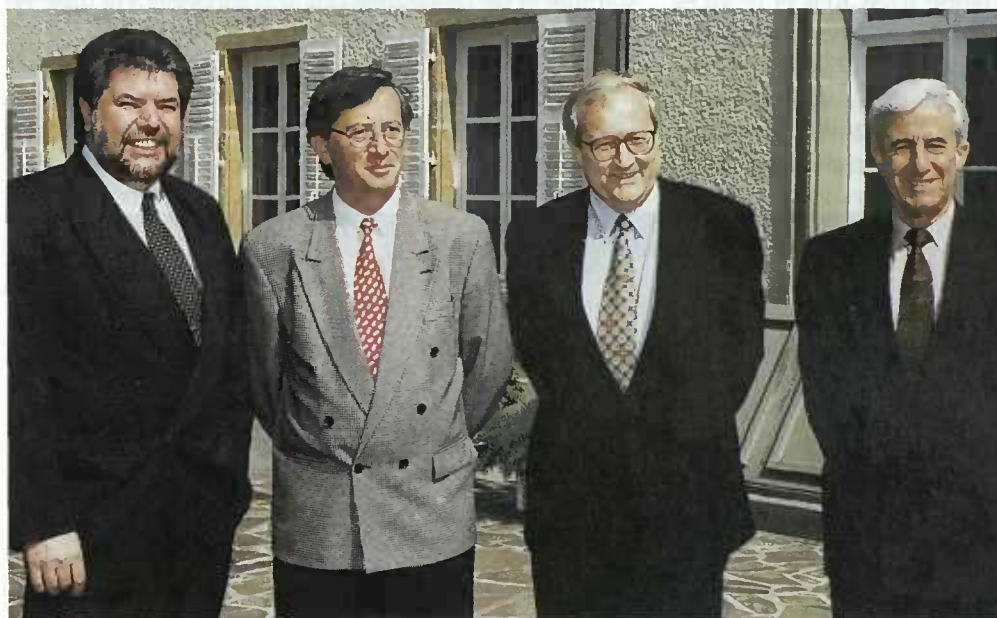
Les deux gouvernements souhaitent que les projets destinés à combattre les effets des crues de la Moselle

soient intégrés dans le programme de soutien Interreg II C de l'UE, permettant de bénéficier de subventions pouvant atteindre 50%. Le long de la Sûre, un effort commun sera entrepris pour renaturer la boucle de Rosport-Ralingen.

Par une meilleure collaboration entre l'Université de Trèves et le Centre Universitaire, mais encore par l'enseignement par correspondance et par la télévision (Telekolleg II), les étudiants luxembourgeois béné-

ficieront des mesures mises en place en Rhénanie-Palatinat.

Et pendant trois à quatre jours par an, avec un contrat signé jusqu'en 2001, la Rhénanie-Palatinat nous prêterait une partie de son territoire, plus précisément le Nurburgring et ses alentours, pour le Grand Prix de Luxembourg de Formule 1. Avec application de loi luxembourgeoise, moins sévère que la loi allemande, en ce qui concerne la publicité sur les tabacs.



MM. JUNKER et POOS
et leurs hôtes du
Gouvernement
de Rhénanie-Palatinat

Conseils et Rencontres UE

Sommet européen à Amsterdam les 16 et 17 juin 1997

Le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER et le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères Jacques F. POOS ont assisté les 16 et 17 juin au Sommet européen des Chefs d'État ou de Gouvernement à Amsterdam, au cours duquel les Quinze ont trouvé un accord sur le volet économique et social du pacte de

stabilité et de croissance qui accompagnera la mise en place de la monnaie unique.

Il a également été décidé qu'un Sommet européen sur l'emploi aura lieu avant la fin de l'année au Luxembourg.



MM. JUNCKER et POOS et
leurs homologues
néerlandais Wim KOK et
Hans van den BROEK

(Photo: Léon Crabbé)



Une partie des Chefs d'État ou de Gouvernement de l'Union européenne réunis à Noordwijk (Photo: Léon Crabbé)

Conseil européen informel à Noordwijk

Le 23 mai 1997, les Chefs d'État ou de Gouvernement de l'Union européenne se sont réunis avec leurs Ministres des Affaires étrangères dans la ville néerlandaise de Noordwijk pour un Conseil européen informel.

Conseil «Affaires générales» à Luxembourg les 2 et 3 juin 1997

Un Conseil «Affaires générales» s'est tenu les 2 et 3 juin 1997 à Luxembourg. Il fut placé sous Présidence néerlandaise. Le Luxembourg fut représenté par son Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS.

Le 2 juin, les ministres ont entamé la préparation du Conseil européen d'Amsterdam qui aura lieu les 16 et 17 juin prochains.

En matière de politique communautaire, le Conseil a été informé sur les nouveaux résultats dans la négociation concernant les normes de piégeage sans cruauté avec la Russie, le Canada et les États-Unis. Il a entendu le rapport de la Présidence sur le dernier Sommet UE-USA et fut informé sur les préparatifs du Sommet UE-Japon. La Commission a fait une communication sur les relations entre l'Union et Hongkong après son retour sous souveraineté chinoise.

En matière de politique étrangère et de sécurité commune, les points suivants sont à retenir:

- la situation politique en Albanie dans la perspective des élections du 29 juin 1997
- la situation en ex-Yougoslavie ainsi que la désignation du successeur de M. Carl Bildt

Le but de cette rencontre a été de nouer connaissance avec le Britannique Tony BLAIR et de préparer le terrain avant le Sommet d'Amsterdam.

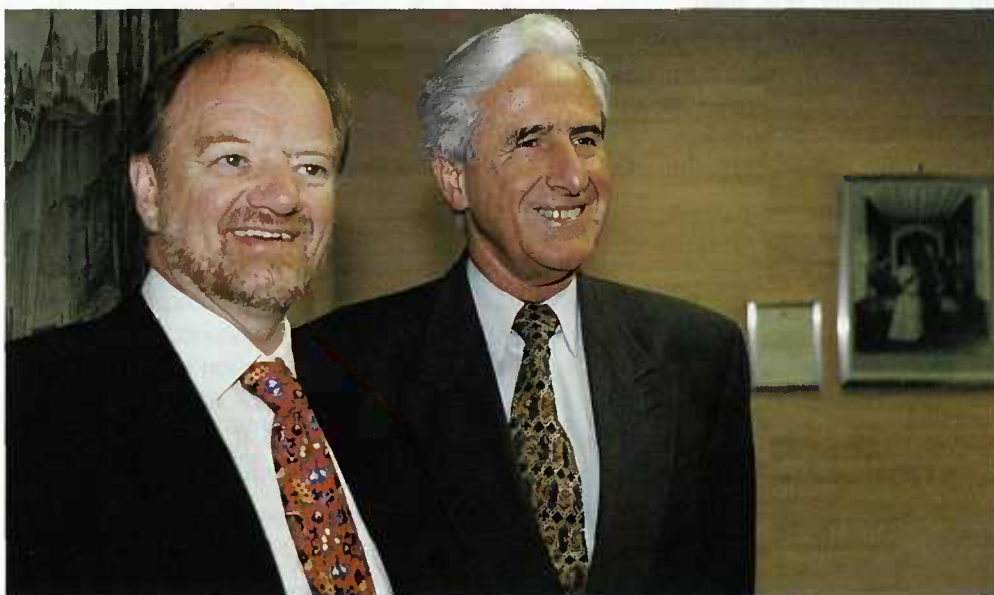
- la poursuite des efforts de l'UE pour faciliter la reprise du processus de paix au Moyen-Orient, notamment la future coopération dans ce domaine avec les États-Unis

- les derniers développements dans la région des Grands-Lacs, notamment en République démocratique du Congo

- la situation politique en Iran après les récentes élections présidentielles et la question du renvoi des ambassadeurs des pays de l'UE à Téhéran.

La journée du 2 et la matinée du 3 juin furent également marquées par la 13^e réunion de la Conférence intergouvernementale au niveau ministériel. Elle fut consacrée au mécanisme de décision et de financement de la politique étrangère et de sécurité commune, à la flexibilité et aux questions institutionnelles ainsi que de l'emploi et de l'environnement.

En marge de la réunion du Conseil, M. POOS a eu une entrevue avec son nouveau collègue britannique, le Secrétaire au Foreign Office, M. Robin COOK.



Le Ministre des Affaires
étrangères
M. Jacques F. POOS
et le Secrétaire au Foreign
Office M. Robin COOK

Conseil «Affaires générales» à Luxembourg le 26 juin 1997

Un Conseil «Affaires générales» s'est tenu le 26 juin 1997 à Luxembourg. Il fut placé sous Présidence néerlandaise. Le Luxembourg fut représenté par son Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS.

Les travaux des ministres ont porté notamment sur les questions suivantes:

- suites du Conseil européen d'Amsterdam
- les rapports de la Commission sur le G7, le sommet UE-Canada et le sommet UE-Japon
- les négociations sur les accords euro-méditerranéens avec l'Égypte, la Jordanie et le Liban
- la révision à mi-parcours de la décision de 1991 concernant l'association des pays et territoires d'outre-mer avec la Communauté

En matière de politique étrangère et de sécurité commune, les ministres ont abordé entre autres la situation politique en Albanie, en Bosnie-Herzégovine et au Moyen-Orient.

L'Union et l'Australie ont signé une déclaration conjointe qui portera sur le renforcement du dialogue dans de nombreux domaines: droits de l'homme, sécurité, stabilité dans la région de l'Asie et du Pacifique, etc.

Le 7^e Conseil de l'EEE, qui réunit des États membres de l'Union et les États membres de l'AELE – l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège – a siégé également le 26 juin.

Jacques F. POOS rencontre le Parlement européen et la Commission à Strasbourg

Au cours d'une visite de travail à Strasbourg les 13 et 14 mai 1997, M. Jacques F. POOS a rencontré le président du Parlement européen, M. Gil-Robles GIL-DELGADO, le secrétaire général du Parlement européen, M. Julian PRIESTLEY, le président de la Commission des Affaires étrangères, M. Tom SPENCER, la présidente de la Commission REX, Luciana CASTELLINA, M. Biagio de GIOVANNI, président de la Commission institutionnelle, Mme Pauline GREEN, présidente du groupe PSE, M. Wilfried MARTENS, président du groupe PPE, et M. Klaus HÄNSCH, ancien président du Parlement européen.

M. POOS a rencontré également M. Jacques SANTER, président de la Commission européenne, ainsi que les commissaires Sir Leon BRITTAN, vice-président et responsable des relations de l'UE avec l'Amérique du

Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Chine, la Corée, Hong-Kong, Macao et Taiwan, de la politique commerciale commune et les relations avec l'OCDE et l'OMC, Manuel MARIN, vice-président et responsable des relations de l'UE avec les pays de la rive Sud de la Méditerranée, le Moyen Orient, l'Amérique latine, et Hans van den BROEK, responsable des relations de l'UE avec les pays d'Europe centrale et orientale, les États de l'ex-URSS, la Mongolie, la Turquie, Chypre, Malte, de la politique étrangère et de sécurité commune et de la politique en matière de droits de l'homme.

Ces rencontres ont eu pour objet la discussion du programme, des priorités et des perspectives de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne qui débutera le 1^{er} juillet 1997.

Entrevue du Ministre des Affaires étrangères avec M. Hubert VÉDRINE à Paris

Le jeudi 19 juin 1997, le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, s'est rendu à Paris dans le cadre de sa tournée des capitales en vue de la préparation de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.

Il fut reçu au Quai d'Orsay où il a eu une entrevue avec M. Hubert VÉDRINE, le nouveau chef de la diplomatie française.

Entretiens entre Jacques F. POOS et Lamberto DINI

Le 27 juin 1997, le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, s'est rendu dans le cadre de sa tournée des capitales en vue de la préparation de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne à Rome pour des entretiens avec son homologue italien, M. Lamberto DINI.

Les deux ministres se sont longuement entretenus sur les grands sujets de la Présidence luxembourgeoise. Ils ont ainsi discuté de la préparation et des enjeux du Conseil extraordinaire sur l'emploi qui se tiendra en automne à Luxembourg.

Concernant l'élargissement, M. POOS a exposé à ses interlocuteurs italiens la façon dont il envisageait le calendrier et l'organisation des travaux qui seront coordonnés par le Conseil des Affaires Générales.

Les ministres ont eu un échange de vues et d'informations approfondi sur la situation politique en Albanie à la veille des élections du 29 juin et 6 juillet prochains et sur la future politique européenne en faveur de la réconciliation nationale et de la reconstruction dans ce pays.

Négociations UE-Suisse

Le 9 juin, le Ministre des Affaires Étrangères, M. Jacques F. POOS, s'est entretenu avec M. Franz BLANKART, Secrétaire d'État, Directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures. Les discussions ont porté sur les négociations sectorielles entre la Suisse et l'Union Européenne en vue de la conclusion d'accords bilatéraux.

Passant en revue les secteurs de négociation où des divergences de vues subsistent (ceci est notamment le cas pour les transports terrestres), les deux interlocuteurs se sont mis d'accord pour poursuivre les efforts en vue de réaliser un compromis équilibré.

M. POOS à la 100^e session du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

M. le Ministre Jacques F. POOS a participé les 5 et 6 mai à la 100^e session du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Le thème principal de la réunion a été la préparation du deuxième Sommet du Conseil de l'Europe qui réunira les 10 et 11 octobre 1997 à Strasbourg, les Chefs d'État ou de Gouvernement des quarante pays membres de l'Organisation.

Le Sommet de Strasbourg devra mettre en relief l'apport spécifique du Conseil de l'Europe élargi dans la reconstitution de l'unité du continent ainsi que son rôle dans le contexte institutionnel européen. Un plan d'action comprenant des mesures concrètes devrait permettre de consolider l'action de l'Organisation et de lui confier de nouvelles missions.

Les travaux préparatoires du Sommet s'orientent autour de trois domaines principaux:

- la confirmation des acquis et des valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe (démocratie pluraliste, prééminence du droit, droits de l'homme)

- la recherche de réponses communes aux grands défis qui se posent aux sociétés européennes tels que la corruption, le crime organisé, la drogue ou le terrorisme
- la promotion de valeurs partagées par le continent dans son ensemble dans les domaines politique, social et culturel.

Dans son intervention M. POOS a demandé que le deuxième Sommet du Conseil de l'Europe prenne des initiatives concrètes dans le domaine des grandes questions de société: la bioéthique (interdiction du clonage humain), la protection de l'enfance et la promotion de l'égalité hommes/femmes.

Le 5 mai, les Ministres ont participé à une réunion informelle consacrée à l'Albanie, avec une présentation de M. Frantz VRANITZKY, ancien Chancelier autrichien et actuel représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE pour l'Albanie. Les Ministres ont confirmé la disponibilité du Conseil de l'Europe à contribuer activement, en coopération avec l'Union européenne et au sein de la structure de coordination que constitue l'OSCE, à la restauration de la démocratie, notamment la préparation et l'observation d'élections.

M. BODRY à Noordwijk

Monsieur Alex BODRY, ministre luxembourgeois de l'Aménagement du Territoire, a assisté les 9 et 10 juin derniers à une réunion informelle des ministres européens responsables pour l'aménagement du territoire organisée par la présidence néerlandaise à Noordwijk.

La réunion avait principalement pour objet de présenter et discuter le premier projet officiel du SDEC (Schéma de Développement de l'Espace Communautaire). La précision et la mise en œuvre future de ce schéma feront l'objet d'un large débat à lancer sous présidence luxembourgeoise. M. le ministre a par conséquent représenté à l'occasion de cette réunion le programme de travail à poursuivre sous notre présidence.

La réunion était également consacrée à aborder en relation avec l'aménagement du territoire européen la question du développement urbain durable et équilibré. Cette partie des discussions a abouti à la conclusion qu'il faudra à l'avenir approfondir le thème urbain

dans le contexte du schéma de développement de l'espace communautaire (SDEC) sans pour autant prévoir des structures spécifiques à cet effet.

Les ministres du Benelux, de la France et de l'Allemagne se sont réunis pour discuter de la prévention des inondations dans les bassins versants du Rhin et de la Meuse dans le cadre de l'aménagement du territoire au niveau national, régional et local. Ils ont fait le point sur les travaux réalisés dans ce contexte depuis le mois de mars 1995, époque à laquelle ils avaient mis en place un groupe de travail 'ad hoc'. Ils ont constaté entre autres que le rapport intermédiaire présenté par ce groupe, les mesures incluses dans le programme opérationnel de l'initiative communautaire Interreg II C, dotée de 135 millions d'ECU, et l'expérience acquise en matière de coopération transnationale pourront servir d'exemple aux travaux analogues à fournir dans d'autres bassins versants européens.

Conseil «Agriculture» à Bruxelles

Le Conseil de l'Union Européenne des Ministres de l'Agriculture s'est réuni à Bruxelles, les 21 et 22 mai 1997.

Le Gouvernement y fut représenté par Monsieur Fernand BODEN, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

À l'ordre du jour ont figuré notamment les points suivants:

- rapport de la Commission au Conseil concernant l'application des régimes de primes prévues dans le secteur de la viande bovine relatif à la mise précoce sur le marché et à la transformation de veaux;
- proposition de décision du Conseil concernant la protection des animaux en cours du transport;
- état d'avancement des négociations avec les pays tiers pour la conclusion d'accords d'équivalence vétérinaire et phytosanitaire.

M. Marc FISCHBACH: Pour une approche internationale contre la corruption!

Dans son intervention au cours de la 21^e Conférence des ministres européens de la Justice, organisée dans le cadre du Conseil de l'Europe et ayant eu lieu à Prague les 10 et 11 juin, le ministre de la Justice, Monsieur Marc FISCHBACH, a insisté sur l'actualité politique du sujet choisi. En effet la corruption et le crime organisé sont des phénomènes préoccupants dans bon nombre de pays européens, qu'il faut combattre aussi bien au niveau national qu'au niveau international.

Sur le plan interne en particulier il faut prévoir des sanctions efficaces et dissuasives, non seulement sur le

plan civil et administratif. Et Monsieur FISCHBACH d'exposer les projets luxembourgeois récents en cette matière, à savoir celui sur le blanchiment d'argent, celui sur la domiciliation des sociétés commerciales et celui sur la corruption, qui sera examiné prochainement par le Conseil de Gouvernement.

Le Ministre de la Justice a souligné aussi la nécessité de ratifier les conventions internationales en matière d'entraide judiciaire, une coopération étroite entre les différents États européens constituant la meilleure garantie pour combattre efficacement les fléaux que

constituent le crime organisé et la corruption, ceci à cause de leurs implications internationales.

Monsieur FISCHBACH a aussi exposé brièvement le plan d'action de la future présidence luxembourgeoise à l'Union européenne en matière de crime organisé et de corruption. Un des points importants du programme luxembourgeois sera ainsi la tentative d'une harmonisation des législations nationales pour ce qui est de la définition du crime organisé. Le ministre a de même relevé la nécessité de coordonner les travaux dans les différentes enceintes internationales, de façon à éviter des doubles emplois.

Le ministre Marc FISCHBACH a également eu un échange de vues fructueux avec son homologue tchèque en vue de la future présidence luxembourgeoise à l'Union européenne. Cet échange de vues a porté en particulier sur le programme luxembourgeois pour associer les pays de l'Europe Centrale et Orientale aux travaux de l'Union, ceci notamment dans le cadre du 3^e pilier concernant la politique de l'asile et de l'immigration, la coopération policière et douanière ainsi que l'entraide judiciaire civile et pénale.

Entretiens FISCHBACH-GRADIN

En date du 26 juin 1997 M. Marc FISCHBACH, Ministre de la Justice, a eu une entrevue à Bruxelles avec Mme le Commissaire Anita GRADIN, chargée des questions touchant à la Justice et aux Affaires Intérieures au sein de la commission européenne. Cet entretien a eu lieu dans l'optique de la future présiden-

ce luxembourgeoise à l'Union Européenne et a surtout porté sur des questions intéressant le III^e pilier, à savoir l'asile et l'immigration, la coopération policière et douanière ainsi que la coopération judiciaire, civile et pénale.

Le ministre HENNICOT-SCHOEPGES au Conseil «Recherche» à Bruxelles

Madame Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, a assisté à la réunion du Conseil des Ministres de l'U.E. chargés de la recherche qui s'est tenu à Bruxelles les 14 et 15 mai.

Dans le cadre du dialogue structuré entre l'Union Européenne et les pays de l'Europe Centrale et Orientale et les pays baltes associés, les ministres ont eu un échange de vues avec leurs homologues de ces pays sur les possibilités et perspectives de leur participation aux activités communautaires de recherche et de développement technologique.

Les ministres ont discuté également de la proposition de la Commission Européenne portant sur le 5^e programme-cadre de recherche et de développement technologique de l'Union Européenne (1998-2003) en

vue d'en arrêter les orientations politiques majeures. Cette proposition vise une concentration accrue des activités sur un nombre limité de domaines et thèmes censés contribuer à la compétitivité de l'industrie communautaire au plan international.

Les ministres ont eu en outre un échange de vues sur le Plan d'Action pour l'Innovation présenté récemment par la Commission. Ce plan d'action établit un bilan de la situation en la matière en Europe et formule des propositions d'actions à mener en matière d'innovation aux niveaux national et communautaire.

En vue du Sommet Transatlantique prévu pour fin mai, l'accord de coopération scientifique et technologique avec les États-Unis a fait l'objet d'un autre point à l'ordre du jour de ce Conseil des Ministres.

Mme HENNICOT au Conseil Culture et Audiovisuel

Madame Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de la Culture, a participé le 30 juin au Conseil des Ministres de la Culture et de l'Audiovisuel de l'Union européenne qui s'est tenu à Luxembourg.

En matière culturelle, les Ministres ont eu un débat d'orientation concernant la coopération culturelle en Europe, ont abordé la problématique du prix fixe du livre, ont eu un premier échange de vue concernant les

modalités de nomination des capitales européennes de la culture après l'an 2000 et ont fait l'état des travaux du comité de conciliation du programme Raphaël. La Présidence néerlandaise a fait le bilan des réunions et séminaires qui ont eu lieu pendant le premier semestre 1997. La délégation suédoise a présenté le programme de Stockholm, capitale culturelle de l'Europe en 1998.

En matière audiovisuelle, les Ministres ont fait l'état des travaux concernant un fonds européen de garantie

pour encourager la production cinématographique et télévisuelle. Ils ont eu un échange de vue sur le livre vert sur la protection des mineurs et de la dignité humaine dans les services audiovisuels et d'information.

Le soir, le Gouvernement luxembourgeois a invité les Ministres de la Culture et de l'Audiovisuel au concert de gala marquant l'ouverture de la Présidence luxembourgeoise.

Réunion des Directeurs de Représentation de la Commission européenne à Luxembourg, les 19 et 20 juin 1997

En préparation de la Présidence luxembourgeoise, les Directeurs des Représentations des quinze États membres se sont réunis à Luxembourg les 19 et 20 juin 1997. À cette occasion, ils ont notamment été accueillis par le Président de la Cour des Comptes européenne, le Président de la Banque européenne d'Investissement, ainsi que le Bureau d'Information du Parlement européen.

Ils ont également assisté à divers exposés de conférenciers luxembourgeois sur l'actualité européenne au

Luxembourg. Ainsi le Secrétaire d'État, M. Georges WOHLFART, a exposé les priorités de la Présidence luxembourgeoise.

Les Directeurs des différentes Représentations ont été encadrés par les responsables de la DG X (Information, Communication, Culture, Audiovisuel) de Bruxelles. À leur tête, le nouveau Directeur général, M. Spyros PAPPAS.

La fraction du PSE au Parlement européen à Luxembourg

Une délégation de la fraction du Parti des socialistes européens (PSE) au Parlement européen dirigée par sa présidente, Mme Pauline Green, fut le 30 juin 1997 à Luxembourg pour des entretiens avec des membres du Gouvernement en vue de la future Présidence du Conseil de l'Union européenne.

Ils ont rencontré le Premier Ministre, M. Jean-Claude JUNCKER, le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, le Ministre de l'Économie, M. Robert GOEBBELS, le Ministre de la Sécurité sociale, Mme Mady DELVAUX-STEHRÉS.

Conférences internationales

Réunion de l'Assemblée de l'Atlantique Nord à Luxembourg

En signant «l'Acte fondateur» (accord de coopération) le 27 mai à Paris, les chefs d'État des 16 pays membres de l'OTAN et Boris ELTSINE pour la Russie ont définitivement enterré la «guerre froide». M. ELTSINE l'a souligné par un geste hautement symbolique, annonçant que les missiles aux ogives atomiques ne seront plus programmés pour atteindre des cibles dans les pays de l'OTAN. Les 29 et 30 mai, les ministres des Affaires étrangères, l'Alliance et les «Pays partenaires» décidaient à Sintra au Portugal de la création du Conseil du Partenariat euro-atlantique. Et en juillet prochain, les membres décideront des premiers pays admis à l'élargissement de l'OTAN.

Jean-Claude JUNCKER a eu, une fois de plus, raison d'affirmer dans son discours devant les parlementaires de 39 pays que: «La semaine que vous avez choisie pour siéger à Luxembourg n'aurait pu mieux tomber. Bien que nous ayons tendance à utiliser le terme «his-

torique» trop souvent, il me semble tout à fait approprié pour la semaine que nous venons de vivre».

L'assemblée de l'Atlantique Nord, organisation interparlementaire à vocation consultative, fut créée en 1955, l'appellation actuelle ayant été adoptée en 1968. Son siège est à Bruxelles. Elle offre une enceinte dans laquelle les parlementaires des 16 pays membres de l'OTAN (États-Unis, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, Canada, Espagne, Turquie, Belgique, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Danemark, Norvège, Islande et Luxembourg) se rencontrent régulièrement (deux sessions plénières sont organisées annuellement) pour faire connaître l'opinion des législateurs et du grand public au sujet des politiques de l'Alliance. Actuellement, le Luxembourg y est représenté par Mars di BARTOLOMEO, Niki BETTENDORF et Willy BOURG.

À la suite de la chute du mur de Berlin en 1989, l'assemblée a dépassé son rôle traditionnel en faisant par-



Lors de la rencontre à Luxembourg, les représentants de l'Assemblée de l'Atlantique Nord furent reçus au Palais grand-ducal par son Altesse Royale le GRAND-DUC

tipicer les pays d'Europe centrale et orientale à ses travaux. Quinze de ces pays se sont vu octroyer le statut de «délégation associée»: l'Albanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Fédération de Russie, la Hongrie, la Lettonie, l'ex-République Yougoslave de Macédoine, la Lituanie, la Moldavie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et l'Ukraine. Dans le cadre de l'initiative Rose-Roth, l'AAN apporte également un soutien actif au développement de la démocratie parlementaire dans ces pays. Ce parlement comporte plusieurs commissions (politique, défense et sécurité, économique, affaires civiles, sciences et technologies ainsi qu'un groupe présidentiel sur la stabilité dans les Balkans et un groupe spécial Méditerranée.

Si l'OTAN des 16 a réussi pendant un demi-siècle à éviter que la guerre froide ne passe au stade de la guerre déclarée, bien réelle et disputée avec un arsenal nucléaire, le Général George A. JOULWAN, commandant en chef de force de l'OTAN rappelait que sa mission serait désormais celle de «prévenir des conflits». À l'exemple de la coopération en Bosnie où les forces de l'OTAN et des anciens pays du Pacte de Varsovie collaborent de façon exemplaire. Un travail sur le terrain qui ne bénéficie pas uniquement aux trois peuples de la Bosnie mais qui a également permis de construire les bases pour une confiance réciproque.

MM. Juncker et Bodry à la tribune

Le 1^{er} juin, le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER et le Ministre de la Force publique Alex BODRY se sont adressés aux parlementaires et observateurs de l'AAN. Suite aux documents signés entre l'OTAN et la Fédération de Russie, le Premier Ministre confirme le franchissement «d'une étape importante de la construction de la nouvelle Europe Unie, réconciliée avec elle-même». La présence dans l'hémicycle au Kirchberg de parlementaires de pays qui furent adversaires est la preuve éclatante d'un départ sur une nouvelle voie: «Grâce à la vision et au courage de quelques-uns, tant à l'est qu'à l'ouest, nous pouvons désormais donner corps à cette grande ambition de refaire la famille européenne, de bâtir un continent uni et indivisible». Les décisions qui seront prises au sommet de l'OTAN, outre l'élargissement, concerneront les adaptations internes: «Une Alliance rénovée sera mieux à même de répondre de manière crédible aux nouveaux risques et défis que nous devons affronter à l'avenir.» Reste à expliquer à l'opinion publique que les «dividendes de la paix» ne signifient pas la fin des engagements en matière de sécurité. Des engagements qui, comme le rappelait Alex Bodry, concernent aussi le Luxembourg. Qui continuera, comme en Bosnie, à participer avec troupes et matériel plutôt que de façon uniquement financière et symbolique.

(Source: Républicain Lorrain)

Élargissement de l'OTAN: feu vert à Sintra

Le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, a assisté à la réunion ministérielle de l'Alliance atlantique qui s'est déroulée à Sintra au Portugal les 29 et 30 mai 1997.

Cette réunion a été une étape importante dans le processus entamé le 27 mai dernier à Paris par la signature de l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelle entre l'OTAN et la Fédération de Russie et dont le point culminant sera le Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement à Madrid les 8 et 9 juillet 1997.

Ainsi, la Charte entre l'OTAN et l'Ukraine a-t-elle été paraphée à Sintra. Elle sera signée à l'occasion du Sommet de Madrid.

Les Ministres de l'Alliance ont décidé par ailleurs la dissolution du Conseil de Coopération de l'Atlantique Nord (COCONA) et l'institution du Conseil de partenariat euro-atlantique (EAPC) dont la première réunion s'est tenue à Sintra.

Dans son intervention, Monsieur POOS a souligné que la décision sur l'élargissement devait «s'inscrire dans le cadre d'un processus ouvert et non-ambigu qui doit permettre à tous les pays de continuer à faire valoir leur vocation à adhérer à l'Alliance. Nous devons éviter la création de régions ou de zones de sécurité différenciées en Europe».

Le Ministre a également confirmé la préférence luxembourgeoise pour un élargissement à 5 pays, un élargissement pour lequel la décision finale relève du Sommet de Madrid.

Face aux retards et aux lenteurs dans la mise en œuvre des accords de paix, le Ministre a insisté pour que la SFOR continue de jouer un rôle de stabilisation indispensable et irremplaçable. Il est trop tôt pour pouvoir prédire la fin de sa mission. Monsieur POOS a confirmé l'invitation lancée par le Gouvernement pour organiser la session de printemps du Conseil atlantique fin mai 1998 à Luxembourg.

L'UEO développe ses relations avec l'Union européenne et avec l'OTAN

MM. Jacques F. POOS, Vice-Président du Gouvernement et Ministre des Affaires étrangères, et Alex BODRY, Ministre de la Force publique, ont participé à la réunion ministérielle de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) qui s'est tenue sous Présidence française à Paris le 13 mai 1997.

Cette réunion a eu lieu à un moment particulièrement important. En effet, la négociation en cours dans le cadre de la Conférence Intergouvernementale de l'Union européenne (UE) devra se conclure en juin lors du Conseil européen d'Amsterdam. De même, le processus d'adaptation et l'élargissement de l'OTAN fera l'objet du Sommet de Madrid au mois de juillet. Elles auront toutes les deux des conséquences pour le développement futur de l'UEO.

Comme composant de défense de l'UE et pilier européen de l'Alliance atlantique, l'UEO a un rôle important à jouer, plus particulièrement en matière de gestion des crises. Elle peut mettre en œuvre des opérations militaires, en utilisant le cas échéant, des moyens et des capacités mis à disposition par l'OTAN.

Dans ce contexte, l'UEO a renforcé sa coopération avec l'Alliance atlantique pour rendre possible la création de forces militaires cohérentes et efficaces capables d'opérer sous son contrôle politique et sa direction stratégique.

Dans son intervention, M. POOS a mis l'accent sur la nécessité de mettre en place une véritable culture de coopération entre l'UEO et l'UE afin que l'UEO puisse mieux élaborer et mettre en œuvre les décisions et les actions de l'UE qui ont des implications dans le domaine de la sécurité et de la défense européenne.

En tant que future Présidence de l'UE, et en étroite coopération avec la future Présidence allemande de l'UEO, le Luxembourg est disposé à déployer tous les efforts nécessaires pour progresser vers cet objectif.

M. Bodry, pour sa part, a souligné que l'UEO doit continuer ses efforts pour renforcer ses capacités opérationnelles pour être en mesure de mener des opérations dans le cadre des missions de Petersberg (gestion de crises et maintien de la paix). Dans cet esprit, il a soutenu l'idée de mettre en place un comité militaire à l'UEO.

À noter que les Ministres de l'UEO ont examiné les évolutions de la situation en Albanie. Ils ont entériné la décision du Conseil permanent de l'UEO visant au déploiement rapide d'un élément multinational de conseil en matière de police (EMCP), élément qui apportera aux autorités de police albanaises les conseils nécessaires sur les aspects appropriés des fonctions de police et de rétablissement de l'ordre.

M. Alex Bodry à la première réunion sur l'interdiction des armes chimiques

Le ministre de la Force publique, M. Alex BODRY, a représenté le Luxembourg et pris la parole à la première réunion de la Conférence des États parties de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui s'est tenue le 6 mai 1997 à La Haye où l'organisation a son siège.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a pour tâche l'exécution de toutes les activités de

vérification dans le cadre de l'application de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Le Luxembourg a ratifié cette convention le 15 avril 1997 et est devenu de ce fait membre de cette organisation. La Convention sur l'interdiction des armes chimiques est entrée en vigueur le 29 avril 1997. Elle a été ratifiée entre autres par tous les États de l'Union européenne et les États-Unis.

M. Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie à la XV^e Conférence Ministérielle de l'Initiative Intergouvernementale EUREKA, à Londres, le 19 juin 1997

Les Ministres de 24 pays européens et un Commissaire européen se sont rencontrés à Londres, le 19 juin pour la XV^e session de la Conférence Ministérielle EUREKA.

Le Ministre de l'Économie, Robert GOEBBELS, a conduit la délégation luxembourgeoise.

L'Initiative Intergouvernementale EUREKA a pour objet d'accroître la productivité des entreprises et la compétitivité des économies européennes sur le marché mondial en encourageant des projets transnationaux de recherche-développement industrielle.

Parmi les nouveaux projets EUREKA qui furent annoncés à Londres se trouve un projet de l'entreprise luxembourgeoise Chaux de Contern S.A. (faisant partie du Groupe Eurobéton).

3^e Conférence paneuropéenne des transports à Helsinki

À l'invitation du gouvernement finlandais, Madame la Ministre des Transports et des Communications Mady DELVAUX-STEHRÉS a participé du 23 au 25 juin 1997 à la troisième conférence paneuropéenne des transports à Helsinki.

Cette conférence, qui est organisée par le Parlement européen et la Commission européenne, en étroite collaboration avec la présidence du Conseil de l'Union européenne et le Comité économique et social, ainsi que la Commission économique pour l'Europe des Nations unies et la Conférence européenne des ministres des transports, a permis principalement de dresser le

bilan des événements qui se sont déroulés depuis la deuxième conférence, qui s'est tenue à Crète en mars 1994. La Conférence s'est penchée notamment aussi sur l'évolution future des réseaux transeuropéens, la tarification des transports et le financement des infrastructures.

Elle a constitué enfin un lieu d'échange de vues important entre les pays d'Europe reconnus et les organisations supra- et internationales, les institutions financières et principales organisations non gouvernementales, ainsi que les représentants respectivement des pays du bassin méditerranéen, de la Mer Noire et des principales nations industrialisées.

Le développement de la coopération scientifique européenne en point de mire: le ministre HENNICOT préside la réunion ministérielle COST à Prague

En sa qualité de future présidente du Conseil des Ministres européens de la Recherche, Madame Erna HENNICOT-SCHOEPGES, Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, a assumé la coprésidence de la réunion ministérielle COST qui s'est tenue à Prague les 26 et 27 mai 1997.

La COST (Coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique) coordonne les activités d'institutions de recherche de 25 États membres (les États membres de l'U.E. plus l'Islande, la Norvège, la Suisse, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Turquie, la Slovénie ainsi que la Croatie) par le biais d'actions communes. Plus de 140 actions sont actuellement en cours dans différents domaines, dont l'informatique, les télécommunications, les matériaux, les technologies de l'alimentation et la recherche médicale.

La réunion ministérielle a discuté de l'élargissement, de l'évaluation et des perspectives d'évolution de COST qui joue un rôle important en matière de coopération scientifique et technique avec les pays européens, candidats à l'adhésion à l'Union Européenne.

Au cours de cette réunion, l'Estonie, Malte et la Roumanie ont été accueillis comme nouveaux membres de COST. Les demandes d'adhésion de quatre autres États européens, à savoir la Bulgarie, la Lituanie, la Lettonie et Chypre sont en cours d'examen.

À l'occasion de cette réunion, les conclusions d'un Groupe de Réflexion, présidé par l'ancien ministre français pour la recherche et l'espace, le professeur Hubert Curien, portant sur les perspectives d'avenir de COST ont été soumis aux ministres pour discussion.

Divers

La célébration de la Fête Nationale à Luxembourg

À l'occasion de la Fête Nationale luxembourgeoise, qui fut célébrée cette année les 22 et 23 juin 1997, de nombreuses manifestations eurent lieu à travers le pays.

Relevons notamment que le 23 juin a eu lieu la traditionnelle prise d'armes et la revue de la troupe à la Place des Martyrs et dans l'avenue de la Liberté et ce en pré-

sence de Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et le Grand-Duc Héritier, du Ministre de la Force publique, du Commandant de l'Armée, du Commandant de la Gendarmerie et du Directeur de la Police.

Comme les années précédentes, la Famille grand-ducale fut reçue la veille par les municipalités de



Leurs Altesses Royales le GRAND-DUC et la GRANDE-DUCHESSE et le COUPLE HÉRITIER lors du Te Deum en la Cathédrale Notre-Dame de Luxembourg



La veille de la Fête Nationale, LL.AA.RR. le GRAND-DUC et la GRANDE-DUCHESSE, furent reçus par Monsieur Marcel SAUBER, Bourgmestre de la Commune de Walferdange

diverses localités du Grand-Duché de Luxembourg. Cette année, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse se sont rendus à Walferdange, tandis que Leurs Altesses Royales le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière furent reçus par les municipalités de Bech et d'Esch-sur-Alzette.

Mentionnons dans ce contexte qu'à l'occasion de la Fête Nationale, de nombreuses distinctions honorifiques dans les ordres nationaux furent remises au personnel des différentes administrations étatique et communale ainsi qu'aux méritants d'associations publiques.

Nommée pour un an: Maria Teresa, Ambassadeur de l'UNESCO

Après Pierre Cardin, Catherine Deneuve, Yehudi Menuhin ou encore Susana Rinaldi, c'est cette année au tour de la Princesse Maria Teresa, Grande-Duchesse héritière de Luxembourg de se voir décerner le titre d'Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO.

Nommée pour un an par Federico Mayor, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, la Princesse Maria Teresa a reçu le 10 juin le diplôme d'Ambassadeur au siège de l'UNESCO à Paris.



Maria Teresa, Ambassadeur de l'UNESCO

Cette nomination n'a rien de très surprenant dans le sens où la Princesse a toujours fait preuve d'un grand intérêt pour les problèmes sociaux et humains. Parmi ses nombreuses activités humanitaires au Grand-Duché, on notera, pour ne citer que quelques exemples, son soutien actif à l'Association des aveugles de Luxembourg, à l'Association nationale des infirmières et à l'Association Alzheimer Luxembourg.

En tant que Présidente à la fois de la Fondation Prince Henri – Princesse Maria Teresa pour les handicapés et de la Fondation luxembourgeoise pour la recherche sur le SIDA, elle répondait à tous les critères pour être nommée Ambassadeur de bonne volonté. Il y a cependant deux domaines que la nouvelle représentante de l'UNESCO a l'intention de défendre tout particulièrement: l'éducation et la communication.

Émouvant Memorial Day à Hamm

Émouvante cérémonie le 31 mai au cimetière militaire américain de Hamm où l'ambassade des États-Unis avait mis sur pied une manifestation du souvenir pour le Memorial Day 1997. De nombreuses personnalités

avaient tenu à participer à cette cérémonie, parmi lesquelles S.E. MM. H. AHLBORN, représentant le Grand-Duc, le Premier ministre Jean-Claude JUNKER, tous deux aux côtés de l'ambassadeur des États-

Unis Clay CONSTANTINOU ainsi que de nombreux représentants d'associations patriotiques. Tous ont relevé le rôle majeur joué par les soldats américains,

dont beaucoup ont fait le sacrifice de leur vie, pour la libération du sol luxembourgeois du joug nazi.



Le Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER, le Maréchal de la Cour Henri AULBORN et l'Ambassadeur des États-Unis Clay CONSTANTINOU

Die Vorbereitung der öffentlichen Verwaltungen auf die Einführung des Euro

Für die Mitgliedstaaten, die den Stabilitätstest anhand der Konvergenzkriterien bestanden haben, erfolgt der Eintritt in die Endstufe der Währungsunion zum 1. Januar 1999. Zu diesem Zeitpunkt werden die Wechselkurse der Teilnehmerwährungen untereinander und zum Euro unwiderruflich festgelegt. Der Euro wird dann zu einer eigenständigen Währung.

Die Währungsumstellung ist mehr als ein rein rechnerischer Vorgang und erfordert eine gute Vorbereitung. Im Ministerrat vom 10. Januar 1997 hat die luxemburgische Regierung die allgemeine Umstellungsstrategie der öffentlichen Verwaltungen auf den Euro entschieden.

Es wurde beschlossen, daß ab dem 1.1.1999 alle öffentlichen Verwaltungen auf Wunsch Finanz- und Informationsflüsse in Euro akzeptieren beziehungsweise tätigen können. Ab diesem Stichtag können alle Transaktionen mit öffentlichen Stellen – wie Zahlungen von Steuern – in Euro durchgeführt werden. Jeder Bürger, jede Gesellschaft wird seine Steuererklärung, seine Statistiken in Euro abgeben können. Intern aber führen die Verwaltungen die Buchhaltung und den Haushaltsplan in LUF. Konversionsprogramme werden die Umrechnung von LUF in Euro und von Euro in LUF ermöglichen.

Selbstverständlich müssen alle nationalen Entscheidungen in diesem Rahmen mit Rücksichtnahme auf

eventuelle europäische Entscheidungen gefällt, beziehungsweise geändert werden.

Die Vorbereitungen auf nationaler Ebene

Im September 1995 fiel der Startschuß für die nationale Informations- und Sensibilisierungskampagne, denn eine breite Akzeptanz der neuen Einheitswährung bei Wirtschaft und Bevölkerung ist notwendig zur Sicherung des Erfolges der Währungsunion. Die Regierung hat in diesem Zusammenhang vier sektorielle Rundtischgespräche eingesetzt mit dem Finanzsektor, den großen Firmen, den Klein- und Mittelbetrieben und Verbraucher und mit den Öffentlichen Verwaltungen.

Die Rolle dieser Rundtischgespräche besteht darin, über die zentralen Aspekte der Umstellung auf den Euro sowie über die jüngsten europäischen und nationalen Entscheidungen zu informieren und zu diskutieren. An den jeweiligen Mitgliedern der Rundtische ist es, die Informationen an ihre Mitglieder und an den jeweiligen Sektor weiterzugeben.

Desweiteren hat die Regierung eine Koordinationsgruppe „Öffentliche Verwaltungen“ ins Leben gerufen, die sich im Finanzministerium zur Aufgabe gesetzt hat, die Basiselemente der Umstellungsstrategie der öffentlichen Verwaltungen auszuarbeiten, sowie deren praktische Ausführung zu überwachen.

Die Umstellungsstrategie der öffentlichen Verwaltung auf den Euro

Bis zum Eintritt in die Währungsunion ist es nicht mehr lange. Der Weg in die Währungsunion ist für alle Verwaltungen mit zum Teil komplexen Umstellungsprozessen verbunden. Die Umstellung des LUF auf den Euro hat vielfältige Auswirkungen auf den öffentlichen Sektor. Wichtig ist, daß frühzeitig mit den Vorbereitungen begonnen wird.

Jeder Minister ist verantwortlich für die zeitgerechte und kostengünstige Umstellung auf den Euro in seinen Ressorts. Jeder Minister hat dazu einen Euro-Verantwortlichen ernannt, der die Koordination aller internen Umstellungs- und Anpassungsmaßnahmen in seinen Ressorts übernimmt. Die Koordinationsgruppe „Öffentliche Verwaltungen“ überwacht die Durchführung des allgemeinen Umstellungsplans sowie der Umstellungspläne, die von den Euro-Verantwortlichen der Ministerien ausgearbeitet werden.

Fester Zeitplan: zuerst Übergangsphase

In dem Zeitraum bis zum 31. Dezember 1998 – der sogenannten Vorbereitungsphase – sind zahlreiche technische und rechtliche Aufgaben zu erledigen. Die öffentlichen Verwaltungen müssen sich technisch-organisatorisch auf den Euro vorbereiten. Dies erfordert Kapazitäten zur Umrechnung von nationaler in europäische Währung und umgekehrt, solange das interne Rechnungswesen in LUF operiert. Es müssen also Konversionsmöglichkeiten bereitgestellt werden. Vielfältige Gesetze und Rechtsverordnungen auf nationaler Ebene müssen im Lichte des anstehenden Umstellungsvorgangs überprüft werden.

In der Übergangsphase (1.1.1999 – spätestens 31.12.2001) wird der LUF in Luxemburg weiterhin alleiniges Zahlungsmittel bleiben. Der Euro kann jedoch auf freiwilliger Basis im bargeldlosen Zahlungsverkehr verwendet werden. Die öffentlichen Verwaltungen akzeptieren in dieser Phase Zahlungen, Steuererklärungen, Statistiken in Euro. Während dieser Phase kann die Verwendung des Euro niemandem untersagt

werden. Allerdings darf auch niemand zu seiner Nutzung gezwungen werden. Der öffentliche Sektor wird seine Rechnungseinheit erst am Ende der Übergangsphase auf den Euro umstellen.

Während dieser Übergangsphase muß die Anpassung der EDV Anwendungen und Kommunikationssysteme auf den Euro vorbereitet werden.

Spätestens drei Jahre nach dem Beginn der Währungsunion, zu Beginn des Jahres 2002 (Endphase), wird mit der Einführung der Euro-Banknoten und -Münzen begonnen. Der Umtausch zwischen den nationalen Währungen und dem Euro soll maximal sechs Monate dauern, also zum 1. Juli 2002 abgeschlossen sein. Spätestens dann verlieren die nationalen Währungen ihre Funktion als gesetzliches Zahlungsmittel. Ab diesem Zeitpunkt werden die öffentlichen Verwaltungen ausschließlich in Euro arbeiten.

Zielsetzung und Prinzipien der Umstellung

Die Umstellung der öffentlichen Verwaltungen ist auf den möglichen Gebrauch des Euro durch Dritte ab dem 1. Januar 1999 abgestimmt. Dieses Ziel soll mittels dem Prinzip der Neutralität der öffentlichen Verwaltungen und dem Prinzip der homogenen Bilanzführung erreicht werden.

Das Prinzip der Neutralität der öffentlichen Verwaltungen besagt, daß der Euro ab dem 1. Januar 1999 im bargeldlosen Zahlungsverkehr und Informationsverkehr (Steuererklärungen, Statistiken usw.) mit den öffentlichen Verwaltungen verwendet werden kann. Die Verwendung des Euro kann niemandem untersagt werden, es besteht aber auch kein Zwang zu seiner Nutzung.

Die privaten Unternehmen haben maximal drei Jahre Zeit (bis 31.12.2001) ihre Buchhaltungssysteme anzupassen. Sie können sofort auf den Euro umstellen, bzw. die Umstellung auf den Euro erst ab 2002 vornehmen. Jedoch nach dem Prinzip der homogenen Bilanzführung ist die Entscheidung, die Buchhaltung auf den Euro umzustellen, unwiderruflich, das heißt, sie kann nicht mehr rückgängig gemacht werden.

Réélection du Luxembourg au Conseil d'un programme de l'OMS

Membre depuis le 1. 1. 1995 du Conseil conjoint de coordination (JCB) du Programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales (TDR) de l'Organisation Mondiale de la Santé, le Luxembourg a été reconduit en sa qualité de membre pour une nouvelle période de trois ans à partir du 1. 1. 1998 lors des élections qui se sont tenues au siège de l'OMS le 23 juin dernier.

Avec une contribution annuelle de 15 millions de Flux., le Luxembourg est par tête d'habitant le plus important contributeur de ce programme qui vise l'élimination dans les dix ans à venir des principales maladies tropicales, responsables chaque année de la mort de plusieurs centaines de milliers d'êtres humains.

Entrevue du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux avec Jacques F. POOS

Le 9 juin 1997, le Ministre des Affaires étrangères, M. Jacques F. POOS, a reçu le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux pour une entrevue. Le Conseil Benelux fut représenté par son président, M. Chris MOORS, les vice-présidents, MM. John LILIPLAY et

John SCHUMMER, le secrétaire général, M. Jos Van WASSENHOVE et le Greffier de la Chambre des Députés et Secrétaire de la Délégation luxembourgeoise, M. Guillaume WAGENER.

Centre Européen de Formation Professionnelle pour personnes handicapées

Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre aux Handicapés et aux Accidentés de la Vie, a signé pour le Gouvernement luxembourgeois un accord de coopération entre le Land Rhénanie-Palatinat, la Communauté Germanophone de Belgique, la Région Wallonne et le Grand-Duché de Luxembourg pour la mise en place et l'utilisation ultérieure d'un Centre Européen de Formation Professionnelle à Bitbourg, destiné notamment aux personnes handicapées.

Cet accord fut signé pour le Land Rhénanie-Palatinat par Monsieur Florian GERSTER, Ministre du Travail,

des Affaires Sociales et de la Santé, pour la Communauté Germanophone de Belgique par Monsieur Karl-Heinz LAMBERTZ, Ministre de la Jeunesse, de l'Éducation, des Médias et des Affaires Sociales, pour la Région Wallonne par Monsieur Yves DRUART, Directeur adjoint de l'AWIPH.

La signature a eu lieu le 30 juin 1997 au «Dienstgebäude der Bezirksregierung Trier».

Un CD pour le Premier Ministre



Lors de la remise du CD au Premier Ministre

Le 26 juin 1997, Monsieur Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, s'est vu remettre un CD créé à l'occasion de la Présidence luxembourgeoise de l'Union

Européenne par une délégation de l'Harmonie Municipale d'Esch-sur-Alzette.

Signature d'un Protocole de coopération bilatérale entre le Luxembourg et l'El Salvador

Le 14 mai 1997 M. Georges WOHLFART, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, et M. Joaquín RODEZNO MUNGUÍA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'El Salvador, ont signé un protocole en matière de coopération bilatérale au développement entre le Luxembourg et l'El Salvador.

Il s'agit d'un Protocole entre le Luxembourg et l'El Salvador relatif au projet «EAU POTABLE USULUTAN». Ce projet, s'inscrivant dans le cadre de l'Accord

général de coopération entre le Luxembourg et l'El Salvador du 28 février 1997, porte sur la construction de deux systèmes d'approvisionnement en eau potable à San Francisco Javier et Tierra Blanca. Il comprend de même un volet de protection des ressources hydriques à San Francisco Javier.

Le budget du projet s'élève à 44.500.000,- LUF et la durée est estimée à 2 ans.

Construction de moules à haute technologie par LUXMOLD S.A. à Kockelscheuer

Monsieur le Ministre Robert GOEBBELS a annoncé en mai 1997 la création d'une nouvelle entreprise industrielle sous le nom de LUXMOLD S.A. à Kockelscheuer, dont l'actionnariat est composé des sociétés POUDRERIE DE LUXEMBOURG S.A. et LUXGEST S.A.

LUXMOLD construira des moules à injection, à partir d'une conception propre sur système CAD, pour des

produits techniques de haute précision en matières thermoplastiques. Ces moules, pouvant atteindre des poids jusqu'à 6 tonnes, seront destinés avant tout à la réalisation de pièces pour le secteur automobile, tels les bacs pour batteries.

Les investissements initiaux s'élèvent à quelque 35 millions de francs pour une quinzaine d'emplois à créer dans un premier temps.

Conférence sur la politique en faveur des jeunes

Le Ministre de la Jeunesse, Monsieur Alex BODRY, a reçu le 27 mai 1997 une délégation du Forum Européen de la Jeunesse.

Cette réunion s'est située dans le cadre de la préparation de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne:

Les représentants des organisations de jeunesse de l'Europe ont discuté du programme de travail de la Présidence en matière de la politique en faveur des jeunes. La Conférence Intergouvernementale ainsi que le service volontaire européen furent les autres points à l'ordre du jour de cette réunion avec le Ministre de la Jeunesse.

M. FISCHBACH et le passage à l'Euro

Une conférence de presse a été donnée par Monsieur le Ministre Marc FISCHBACH le 25 juin 1997, sur la barge Euro-Expo-Info à Remich.

Monsieur FISCHBACH a donné des informations sur le contexte et les objectifs de l'Union Monétaire Européenne dans le cadre du passage à l'Euro.

À cette occasion fut ouverte l'exposition «De l'Electrum à l'Euro, une monnaie pour l'Europe».

Rapport Mondial sur le Développement Humain 1997

Le 12 juin Monsieur Georges WOHLFART, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Commerce Extérieur et à la Coopération, a tenu une conférence de presse sur la présentation du nouveau Rapport Mondial sur le Développement Humain 1997 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Monsieur Bruce JENKS, Représentant du PNUD auprès de l'Union européenne du Bureau des Nations Unies, a exposé les grandes lignes du rapport et répondu aux questions.

Le 8^e Rapport Mondial sur le développement humain affirme que la pauvreté extrême pourrait être bannie de

ce monde au début du siècle prochain. Le rapport effectue un tour d'horizon très détaillé des tendances mondiales de ce phénomène avant d'évaluer l'ampleur des problèmes qui lui sont liés à l'échelle planétaire et présenter six priorités pour s'attaquer à la pauvreté à l'échelle nationale, ainsi qu'un programme de soutien à ces initiatives.

M. Georges WOHLFART a donné son point de vue sur le nouveau document et traité en outre de la coopération entre le Luxembourg et le PNUD.



M. Georges WOHLFART
et M. Bruce JENKS entourés
de leurs collaborateurs

Signature d'une convention avec le Cap Vert

Le 6 mai 1997, Monsieur Georges WOHLFART, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, au Commerce Extérieur et à la Coopération, et Monsieur José Louis ROCHA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Cap Vert, ont signé une convention et trois protocoles d'accord en matière de coopération au développement.

La convention concerne une aide alimentaire pluriannuelle. Les protocoles d'accord sont relatifs à trois projets en matière de coopération au développement: «Appui à la gestion internationale», «Développement du tourisme à Santo Antão – Phase préparatoire» et «Programme national de prévention et de lutte contre la tuberculose».

M. BODRY aux Jeux des Petits États d'Europe

Le Ministre de l'Éducation Physique et des Sports, Monsieur Alex BODRY, a représenté le Gouvernement luxembourgeois à la cérémonie d'ouverture des 7^e Jeux des Petits États d'Europe à Reykjavik en Islande.

Le 3 juin 1997 a eu lieu une réunion des Ministres du Sport des différents États participant aux Jeux. Les délégations ont fait un rapport national sur l'évolution du sport de compétition et l'adaptation du cadre législatif national.

Discours

Toast by His Royal Highness the Grand Duke at the luncheon given on the occasion of the visit to Luxembourg of Their Majesties The Emperor and Empress of Japan on 31 May 1997

Your Majesty,

It is with great pleasure that the Grand Duchess and myself welcome You and The Empress for this first imperial visit to the Grand Duchy of Luxembourg.

Since our first meeting at the coronation ceremony of Queen Elizabeth II in 1953, our paths have crossed many times. As Crown Prince and Crown Princess of Japan, Your Majesties honoured us with an official visit in 1983. The Grand Duchess and myself visited your lovely and prosperous country officially in 1979. Over this period of nearly forty-five years, I have lost count of the occasions members of our Families have travelled to our respective countries.

This year we are celebrating 70 years of official relations. Seventy years ago my mother received the letters of credence of the first Ambassador of Japan to Luxembourg. Our relations have developed harmoniously and steadily. A Luxembourg Embassy was inaugurated in Tokyo ten years ago and Japan appointed a resident Ambassador to Luxembourg last year.

Beyond and across cultural and geographic distances and, to a lesser extent, the economic distance that lies between Japan and Luxembourg, the recent past has shown that there are similar features and common interests. Japan and Luxembourg lack natural resources. Both rely on industrious and talented people to attain high levels of productivity. Believing in the partnership between employers, labour and the governmental authorities, our companies are successful in combining a competitive spirit with social concern. Both are obliged to export the national production of goods and services in order to foster economic growth.

Like Japan, Luxembourg has for many years sought to establish trade relations throughout the world. It has managed well in diversifying its economy. It is now in the process of developing new areas such as satellite technology. My eldest son Henri is devoting all his energies to attract foreign investment to Luxem-

bourg with the result that leading Japanese companies in the field of robotics and communication technology have set up manufacturing units in Luxembourg.

I also highly value the presence of nine Japanese banks in our financial center. My Prime Minister informed me after his recent official visit to Japan that the continuous globalisation of financial markets is likely to boost even further the good performances of these financial institutions.

Political contacts and business ties are today complemented by cultural exchanges. When in 1995, Luxembourg was chosen to become the European Capital of Culture, many prestigious events were organised in my country by Japan. I would like to take this opportunity to thank the European-Japan Fest committee for bringing us the cultural richness of their people. Regular cultural performances, together with Japanese social institutions set up in Luxembourg, such as the supplementary school, the golfcourse and, naturally, the refined gastronomy certainly further increase our mutual understanding.

Peace among nations is another goal Luxembourg is sharing with Japan. Having greatly suffered in the past from devastating wars, we decided in 1951 to become a founding member of the European Community whose primary goal is peacekeeping.

My country will preside the European Union during the second half of this year. We shall take this opportunity, not only to promote European integration, but also to tighten the links between Europe and Japan. We shall endeavour to lay down the groundwork for the preparation of the second Asia-Europe Meeting to be held in April 1998 in London and make sure it will be a success.

May I now ask all our distinguished guests to join me in a toast to the health and prosperity of Their Majesties, to the people of Japan as well as to an even stronger partnership between our nations.

**Allocution de Son Altesse Royale
la Princesse Maria Teresa,
Grande-Duchesse Héritière de Luxembourg,
à l'occasion de la nomination comme
«Ambassadeur de bonne volonté de
l'UNESCO» (mardi, le 10 juin 1997)**

Monsieur le Directeur Général, Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je vous remercie de vos aimables paroles et de la confiance que vous me témoignez aujourd'hui, en me nommant Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO.

J'accepte cet honneur pour mon Pays avec émotion.

Depuis le temps de mes études universitaires à Genève, j'ai été attirée par le rôle de promoteur de la paix que remplit votre organisation et par la vision de ses fondateurs. Ils ont voulu, et je cite l'Acte Constitutif: «atteindre graduellement, par la coopération des nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, les buts de paix internationale et de prospérité commune de l'humanité...»

C'est pourquoi, parmi les grands domaines de compétence de l'UNESCO, il en existe deux que j'aimerais inclure plus particulièrement dans mon programme d'action: l'éducation et la communication.

Mon expérience dans le domaine de l'éducation me vient de mon rôle de femme et de mère, mais aussi par les nombreuses visites que je suis amenée à faire dans mon Pays, auprès de ceux qui sont ou qui risquent d'être marginalisés. Cette double expérience m'a appris que l'éducation joue un rôle fondamental dans les sociétés actuelles.

Les meilleurs analystes de notre temps s'accordent à dire que la maîtrise de l'avenir passe par l'éducation.

Or, les femmes, me semble-t-il, ont une conscience aiguë des valeurs d'avenir, puisqu'elles sont portées à défendre la survie des générations futures à travers le respect des traditions et des coutumes, ainsi que de l'environnement.

Leur rôle est donc déterminant dans ce que j'appellerais «l'éducation du cœur» qui est à la base de toute éducation allant dans le sens de la paix.

En tant qu'Ambassadeur de bonne volonté, je serais heureuse de participer à ce que les femmes prennent une plus grande conscience de leur mission éducative dans la construction de la paix et de l'entente entre les peuples.

Je me trouve également confrontée, grâce à mes cinq enfants, au rôle déterminant que jouent les moyens de communication dans la perception du monde des jeunes et des adultes.

Si ces moyens peuvent être d'indispensables sources d'information et de formidables relais de l'éducation, ils peuvent aussi être des vecteurs de violence susceptibles de remettre en cause nos valeurs et le travail que fait une organisation comme l'UNESCO.

L'action que vous menez pour l'alphabétisation dans des pays moins développés (en faveur de l'éducation des filles et auprès des enfants de la rue, pour ne citer que deux exemples) et contre l'illettrisme qui malheureusement se répand jusque dans nos pays, apporte une contribution essentielle au développement et crée les conditions indispensables à la coopération.

Comme vous l'écrivez si bien, Monsieur le Directeur général, dans votre récente déclaration sur «Le droit de l'être humain à la paix»: «Investir dans l'éducation, ce n'est pas seulement respecter un droit fondamental, c'est bâtir la paix et le progrès des peuples. L'éducation pour tous, par tous, tout au long de la vie: voilà le grand défi, et ce défi ne souffre aucun retard. Chaque enfant est le patrimoine le plus important à sauvegarder.»

Mais nous avons aussi, pour les générations à venir, la responsabilité de préserver le patrimoine culturel de l'humanité.

Je serais également heureuse et fière de m'associer comme Ambassadeur de bonne volonté aux projets de l'UNESCO, qui a signé dans ce domaine, quelques-unes de ses plus belles réalisations. Je pense p.ex. aux efforts entrepris pour défendre le magnifique ensemble d'Angkor-Vat contre la destruction naturelle, le pillage et l'indifférence des hommes.

Monsieur le Directeur Général, Excellences, Mesdames, Messieurs,

Je tiens à vous assurer que vous pouvez compter sur mon engagement profond et sincère à promouvoir toute action qui pourra contribuer à développer cette culture de la paix dont vous avez fait un thème central et un point de convergence de vos programmes.

Dans ce contexte, vous m'avez généreusement invitée, M. Mayor, à présider le Comité de Soutien aux actions de l'UNESCO. Sachez que je mettrai mon énergie au service de cette cause en m'efforçant de réunir, avec l'aide de ce Comité et la vôtre, les fonds nécessaires pour des actions ponctuelles, notamment dans les domaines que je viens d'évoquer et plus spécialement

afin de préserver cette mémoire de l'humanité que constituent les grandes œuvres d'art du passé.

Je m'inscris ainsi dans le droit fil des projets de notre Commission Nationale qui est également le promoteur de quelques projets de coopération bien ciblés, comme la création d'un service photographique à Angkor-Vat et la restauration du plus ancien pont en pierre de Mostar.

D'une manière générale, notre Commission a constamment œuvré pour renforcer la présence et la connaissance de l'UNESCO au Luxembourg, notamment par une longue émission sur RTL consacrée aux

sites inscrits sur la «Liste du patrimoine mondial» où figure, depuis décembre dix-neuf cent quatre-vingt-quatorze «Luxembourg: vieux quartiers et fortifications».

Une de mes ambitions, Monsieur le Directeur Général, en tant qu'Ambassadeur de bonne volonté, sera de resserrer d'avantage les liens entre l'UNESCO et le Grand-Duché de Luxembourg, et de contribuer, au nom de mon Pays, à cet effort de paix auquel s'attachent inlassablement tous les États membres de l'UNESCO, toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté.

Discours de M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre du Grand-Duché de Luxembourg, à l'occasion de l'Assemblée de l'Atlantique Nord le 1^{er} juin 1997

Monsieur le Président de l'Assemblée de l'Atlantique Nord,

Chers membres,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais vous souhaiter tout d'abord au nom du Gouvernement luxembourgeois une très cordiale bienvenue à Luxembourg. La tenue de votre session dans notre pays est ressentie comme un grand honneur par mes compatriotes.

La semaine que vous avez choisi pour siéger à Luxembourg, n'aurait pu mieux tomber. Bien que nous ayons tendance à utiliser le terme «historique» trop souvent, il me semble être tout à fait approprié pour la semaine que nous venons de vivre.

Mardi dernier les Chefs d'État et de Gouvernement des pays de l'Alliance et de la Russie signaient l'Acte fondateur à Paris. Ce document établit une nouvelle relation de confiance et de coopération entre notre Alliance et ce grand et noble pays qu'est la Russie.

Le jour suivant, nous célébrions aux Pays-Bas le 50^e anniversaire du Plan Marshall, symbole de l'amitié et de prospérité pour l'Europe ravagée par la Seconde Guerre mondiale.

Jeudi et vendredi enfin, les Ministres des Affaires étrangères de l'Alliance avec leurs collègues des pays partenaires, décidaient au Portugal la création du Conseil de Partenariat euro-atlantique. En marge de cette réunion, les membres de l'OTAN ont procédé à un premier échange de vues sur les pays appelés à être invi-

tés à devenir membres de l'Alliance à l'occasion du Sommet de Madrid de juillet prochain.

Chacune de ces réunions constitue une étape importante de la construction de la nouvelle Europe unie, réconciliée avec elle-même. Elles illustrent chacune à sa manière les changements auxquels nous avons assisté depuis la chute du mur de Berlin. L'ampleur des changements intervenus depuis 1989 pour mettre en place cette Europe nouvelle, celle de la démocratie et du progrès, est, vous en conviendrez, simplement extraordinaire. Qui aurait pu prédire il y a dix ans, que l'Alliance et la Russie signeraient un jour un accord en vue d'œuvrer ensemble pour la paix sur le continent européen? Qui aurait pu imaginer la demande d'adhésion d'anciens membres du Pacte de Varsovie tant à l'OTAN qu'à l'Union européenne?

Avant 1989 la géopolitique européenne et la situation stratégique en Europe étaient évidentes, je dirais même terriblement simples.

La ferme volonté politique de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord de faire triompher leurs valeurs communes, exigeait une Alliance forte et solidaire. Cette volonté euro-atlantique commune sans failles nous a assuré une paix de cinquante ans.

La longue période que nous avons connue avant la paix se solde par un lourd tribut. La liberté, la démocratie et la prospérité à l'ouest avait pour corollaire le partage de l'Europe et l'absence de libertés à l'est. L'équilibre de la terreur, basé sur des moyens de destruction massive de part et d'autre, nous a certes préservé. Mais cet état de fait insultait l'intelligence humaine et violait nos sensibilités.

La fin de la guerre froide nous a permis de dépasser les antagonismes. Le conflit larvé a pu, contrairement aux expériences antérieures, être résolu de manière pacifique. Il n'y a pas eu de vainqueurs, il n'y a que les rancœurs des vaincus.

La présence aujourd'hui dans cette enceinte de parlementaires de pays qui furent adversaires est la preuve éclatante que la voie choisie a été la bonne.

Grâce à la vision et au courage de quelques-uns, tant à l'est qu'à l'ouest, nous pouvons désormais donner corps à cette grande ambition de refaire la famille européenne, de bâtir un continent uni et indivisible.

Pour réaliser cette ambition, plusieurs chemins et méthodes, parfois différents, mais toujours complémentaires doivent être poursuivis et mis en œuvre. Nos actions dans les différentes enceintes européennes convergent vers un même but.

Les adhésions au Conseil de l'Europe constituaient un premier pas. L'apprentissage et la mise en œuvre progressive de la démocratie, des droits de l'homme et d'état de droit constituent le fondement de notre approche, désormais commune. À travers les instances du Conseil de l'Europe assistance et coopération dans ces domaines ont pu être assurées.

En créant le statut d'associé-partenaire, l'UEO, sous Présidence luxembourgeoise, a donné une première réponse aux préoccupations de sécurité des pays d'Europe centrale et orientale. En établissant un dialogue permanent et structuré l'UEO a ainsi aidé à mieux faire comprendre et à étendre notre culture de sécurité.

La mise en place du Partenariat pour la Paix ainsi que la création du Conseil de coopération de l'OTAN ont établi une autre enceinte de dialogue. Celle-ci a notamment contribué à la réforme et à la modernisation des forces militaires dans les nouvelles démocraties. (Cela impliquait aussi le contrôle démocratique du militaire par le civil élu.)

Mesdames, Messieurs,

Pour unir la nouvelle Europe et répondre aux nouveaux défis, l'Alliance a compris qu'il fallait dépasser le stade du dialogue et procéder à une réforme en profondeur de son organisation. D'une Alliance de défense collective, l'OTAN a su s'adapter et devenir aussi une organisation de sécurité ouverte, capable d'étendre sécurité et stabilité.

Les décisions que les Chefs d'État et de Gouvernement prendront en juillet compléteront l'adaptation interne de l'OTAN. Une Alliance renouvée sera mieux en mesure de répondre de manière crédible aux nouveaux risques et défis que nous devons affronter à l'avenir. Je me réjouis dans ce contexte que nos décisions permettront aux Européens, à la suite des réunions ministérielles de Berlin et de Bruxelles, de prendre une plus

grande part de responsabilités dans la gestion des crises. Il s'agit là d'une expression concrète de la mise en œuvre progressive de l'identité européenne de sécurité et de défense au sein de l'OTAN.

Les différents aspects de cette réforme permettront également de faciliter la participation de nos partenaires aux activités de l'OTAN et particulièrement à celles concernant la gestion de crise.

Le Conseil de Partenariat euro-atlantique sera le lieu où nous pourrons désormais aborder l'ensemble des questions de sécurité qui nous concernent et nous intéressent. Ce Conseil, par les potentialités qu'il offre, constitue un saut qualitatif de première importance pour notre coopération.

L'Acte fondateur avec la Russie est un autre élément essentiel de la nouvelle ambition de l'Alliance. Dans cette approche globale les liens nouveaux établis avec l'Ukraine représentent un chaînon indispensable.

Reste enfin l'élargissement, signe d'ouverture s'il en est de l'OTAN. À Madrid nous déciderons quels pays seront invités à adhérer. Il serait vain de spéculer ici quels pays seront retenus le mois prochain. Je voudrais plutôt vous livrer quelques réflexions sur la manière selon laquelle mon Gouvernement entend approcher l'ensemble de cette question.

La décision prise au Sommet de Bruxelles en 1994 d'ouvrir l'OTAN à de nouveaux membres fut un pas d'une importance sans pareille. En offrant la perspective d'une ouverture de ses portes aux adversaires de hier, elle montrait qu'elle avait compris le changement de la situation stratégique sur le continent. Elle signalait également son désir de participer de manière décisive à cet acte de refondation de l'ordre européen.

Cette perspective d'adhésion a déclenché dans beaucoup de pays une dynamique de réformes démocratiques et d'adaptation progressive de l'outil militaire auxquelles il convient de rendre hommage. Les efforts entrepris par nos partenaires dans des conditions politiques et économiques souvent difficiles en sont d'autant plus remarquables. Dans certains pays les réformes avancent certes plus rapidement que dans d'autres, mais tous sont engagés avec courage et détermination sur la même voie.

Dans cet esprit il est évident que l'élargissement ne peut être qu'un processus dynamique et ouvert. Il est aussi important que les adhésions s'opèrent dans de bonnes conditions tant pour l'Alliance que pour les nouveaux membres. Les pays pour lesquels l'adhésion se concrétisera un peu plus tard devront bénéficier d'un appui renforcé de l'Alliance pour accélérer leurs préparations comme par exemple par le biais du Partenariat pour la Paix renforcé.

Mesdames et Messieurs,

La nouvelle architecture de la sécurité européenne que nous sommes en train de mettre en place sera, comme les risques auxquels nous serons confrontés, multiforme.

Le temps des choses simples est révolu. D'un monde bipolaire nous sommes passés à un monde multipolaire.

De même les crises et les questions de sécurité auxquelles nous aurons à faire face, seront complexes et différentes des conflits du passé. Contrairement aux crises que nous pensions devoir maîtriser auparavant, celles de demain seront beaucoup moins prévisibles. De la simplicité intellectuelle de la guerre froide, nous sommes passés sans transition à une complexité qu'il sera toujours difficile de conceptualiser a priori. Nous devons dès lors faire preuve en permanence d'imagination et de flexibilité.

Je me rends parfaitement compte que la tâche d'explication qui incombe à nous, responsables politiques, n'est pas chose aisée dans ce nouveau monde. En effet, comment expliquer de manière simple à nos opinions publiques que les dividendes de la paix ne signifient pas la fin de nos engagements en matière de sécurité? Votre assistance à cette haute Assemblée vous donne une responsabilité particulière dans la sensibilisation des citoyens de vos pays. Ce n'est que par cet effort d'explication que nous parviendrons demain à assurer ensemble la défense de nos valeurs communes.

Si le rôle de l'Alliance restera essentiel dans la gestion des crises de demain, nous voyons bien que nos crises d'aujourd'hui ne peuvent trouver de solution durable que par l'interaction d'une multitude d'organisations internationales. L'exemple de l'ex-Yougoslavie où la communauté internationale s'efforce avec beaucoup d'énergie de restaurer une paix, illustre parfaitement ce phénomène. Les Nations Unies, l'OSCE, l'Union européenne et d'autres encore apportent chacun selon ses capacités des réponses aux nombreux aspects de cette même crise. Ce partage des tâches peut comporter des lourdeurs et des lenteurs, mais ce n'est qu'ainsi que les

aspects militaires et surtout civils d'un foyer de crise peuvent être résolus.

Je me rends compte qu'à un moment où la médiatisation d'un événement devient une partie même de l'événement, il est extrêmement difficile d'expliquer à l'opinion publique que certains problèmes ne peuvent être résolus que dans le moyen et long terme. Nous devons résister à l'envie de simplifier à outrance les questions qui risquent d'avoir une influence sur notre propre sécurité. Il ne suffit pas d'éteindre un feu, il faut aussi disperser les braises et prévoir l'avenir.

Mesdames, Messieurs,

L'Alliance atlantique est véritablement une «success story».

D'une Alliance capable de prévenir la guerre, elle s'est transformée en une Alliance qui construit et garantit la paix.

Elle est aussi l'histoire de la solidarité entre l'Europe et l'Amérique, l'histoire de Nations, d'hommes et de femmes, animés par des mêmes valeurs de liberté et de démocratie.

D'une solidarité repliée sur elle-même, l'Alliance s'ouvre désormais à cette partie de l'Europe que les vicissitudes de l'histoire n'ont que trop longtemps empêchés de bénéficier de ces mêmes biens. Étendre notre sphère de solidarité, tel doit être notre objectif.

La réconciliation de l'Europe est véritablement la grande affaire de cette fin de siècle.

L'histoire ne s'arrête toutefois jamais et la protection de nos valeurs les plus précieuses demande une attention et un engagement constants.

Les succès éclatants de ces dernières années doivent nous encourager à continuer. Ce n'est qu'en poursuivant avec énergie et détermination cette voie que nous serons en mesure de concrétiser notre ambition qui est d'assurer au continent européen un 21^e siècle de paix et de prospérité.

Intervention de Monsieur le Ministre de la Force Publique, Alex BODRY, à l'occasion de l'Assemblée de l'Atlantique Nord, le 1^{er} juin 1997

Monsieur le Président,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

C'est un très grand privilège que d'intervenir lors de la séance plénière de la session de printemps de l'Assemblée de l'Atlantique Nord.

Je le fais d'autant plus volontiers

– que d'abord, cette session a lieu au Luxembourg: j'y vois une consécration de la contribution que mon pays n'a jamais cessé d'apporter loyalement aux efforts de défense entrepris par la communauté euro-atlantique pour garantir la stabilité, la sécurité et la paix en Europe;

– ensuite, parce que cette session se déroule alors que notre organisation vient de prendre voire s'apprête à prendre des décisions essentielles appelées à transformer l'architecture de sécurité euro-atlantique d'une façon à la fois fondamentale et irréversible.

Monsieur le Premier Ministre a évoqué les positions du Gouvernement luxembourgeois en ce qui concerne les grandes décisions politiques auxquelles je viens de faire allusion.

C'est sur ce fond que je voudrais aborder les efforts entrepris par le Luxembourg pour partager avec les Alliés les fardeaux et les risques liés au maintien de la paix et de la sécurité en Europe.

Mais je tiens à souligner d'abord, dans cette enceinte parlementaire, que notre opinion publique et l'ensemble des forces politiques représentées au Parlement ont été et sont unanimement solidaires avec le Gouvernement dans sa politique en matière de sécurité et de défense. Depuis la création de l'Alliance, dont notre pays a été un des membres fondateurs, les Gouvernements successifs ont toujours été appuyés par la très grande majorité de la classe politique dans notre dessein de n'être pas seulement un consommateur de sécurité, mais aussi – dans la mesure du possible – un producteur de sécurité.

Il est incontestable que nos moyens militaires ne peuvent qu'être à la taille de notre pays. Mais, quoique sans tradition militaire car neutre jusqu'à son adhésion à l'Alliance, le Luxembourg a toujours tenu – et continue à le faire – à ce que notre contribution à l'effort commun de défense ne soit pas seulement financière, et dépasse le niveau purement symbolique.

Fidèle à cet objectif, le Luxembourg a décidé de se vouer à la réalisation parallèle des trois objectifs suivants:

En premier lieu, continuer à apporter une contribution concrète aux forces intégrées de l'OTAN destinées à la défense collective. Cette contribution a varié dans le temps, pour des raisons de politique nationale comme aussi suite à l'évolution du concept stratégique de l'Alliance. Actuellement, elle est fournie par une compagnie d'éclairage renforcée à disposition des Forces de réaction immédiate de l'OTAN.

Le deuxième objectif consiste à vouloir rendre notre Armée mieux à même de contribuer aussi à des missions de paix qui sortent du cadre de l'article 5 du Traité de Washington. Ces missions de paix peuvent se situer dans un triple cadre: soit de l'Alliance, soit de l'UEO, soit encore de l'Eurocorps.

Pour que l'Armée luxembourgeoise puisse assumer ce rôle – de façon additionnelle à notre contribution à la défense collective exercée par l'OTAN –, nous avons décidé de réorganiser nos forces pour les rendre plus facilement déployables, notamment en créant la fonction du soldat de carrière et en renforçant le personnel

d'encadrement. Sans toucher au principe du volontariat, l'Armée luxembourgeoise de l'an 2000 sera marquée par une plus grande professionnalisation.

Notre nouvelle politique de recrutement, notamment au niveau des cadres, facilitera e.a. la participation du Luxembourg à de nouvelles unités multinationales ou à des états-majors multinationaux. Dans ce contexte, je ne pense pas seulement à la mise en œuvre des décisions de Berlin en ce qui concerne les groupes de forces interarmées multinationales (GFIM). Je pense aussi aux développements possibles dans ce domaine à la suite de l'Acte Fondateur entre l'Alliance et la Russie qui vient d'être signé à Paris mardi passé.

Dans le dernier contexte, j'aimerais souligner que l'Acte Fondateur prévoit expressément la possibilité pour la Russie d'être immédiatement et directement impliquée lors de la mise en œuvre d'une opération GFIM par l'Alliance au niveau européen.

Nous sommes pleinement convaincus de la chance historique que crée la volonté commune des Alliés et de la Russie de créer en commun un espace euro-atlantique de paix et de stabilité fondant sur une Europe qui n'est et ne sera plus divisée et dont la sécurité est de même indivisible. Comme je l'ai dit, le Luxembourg est prêt à contribuer pleinement à ce nouveau partenariat européen.

Nous avons de même tenu à adapter aux missions de maintien de la paix un certain nombre d'équipements, notamment au niveau du charroi et des moyens de communications. En même temps, nous poursuivons et développons notre effort général de modernisation de l'ensemble de nos moyens militaires. À cet effet, nous avons innové en proposant à la Chambre des Députés une loi de programmation financière militaire appelée à créer un fonds d'investissement d'équipement et de matériel militaire.

Il est vrai qu'en comparaison, avec la plupart de nos partenaires la part de l'Armée dans le budget de l'État se situe à un niveau relativement modeste. Signalons cependant que l'ensemble de ces efforts récents placent le Luxembourg parmi les rares pays européens dont l'effort financier en faveur de la défense et de la sécurité n'a pas diminué, au contraire.

J'ai dit tantôt que le Gouvernement voulait éviter que notre contribution à la sécurité euro-transatlantique soit seulement symbolique. C'est pourquoi – et c'est là le troisième objectif de la politique de défense poursuivi par le Luxembourg – nous avons tenu, dans la mesure de nos moyens, à rester physiquement engagés à côté de nos Alliés.

C'est dans cette optique que des membres de notre Armée ont participé

– à des missions humanitaires au Kurdistan

– à la FORPRONU

- à IFOR
 - et contribuent actuellement à SFOR.
- Pour compléter ce tableau, j'aimerais ajouter que
- mon pays a contribué au maintien de l'embargo contre l'ex-Yougoslavie,
 - des policiers luxembourgeois ont participé aux forces de police de l'UEO à Mostar,
 - et que, de nouveau, des officiers et sous-officiers de l'Armée participent à la mission d'observation de la Communauté Européenne en ex-Yougoslavie.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Même en tenant compte du vieux proverbe qui veut que ce soient les petits ruisseaux qui font les grandes rivières, je me rends pleinement compte de la modestie des contributions du Luxembourg tant à la défense collective assurée par l'Alliance qu'aux missions de paix et de sécurité dont je viens de parler.

Mais je tenais à souligner que le Luxembourg, pour qui l'Alliance reste l'enceinte définitive et décisive pour la défense et la sécurité en Europe, tient à être pleinement solidaire des Alliés comme de ses partenaires européens.

C'est aussi dans cet esprit que nous avons participé aux activités du partenariat pour la paix, plus particulièrement avec nos amis polonais et que nous avons accueilli récemment avec fierté à Luxembourg les ambassadeurs à l'Alliance des pays faisant partie de ce partenariat.

La rénovation interne de l'Alliance est pleinement engagée.

Le Luxembourg range parmi les pays qui soutiennent la mise en œuvre d'une Alliance plus efficace pour être militairement structurée d'une façon plus rationnelle, moins pesante et aussi moins complexe et donc moins coûteuse.

Il est souhaitable que l'indispensable recherche d'équilibres, tenant compte des intérêts de l'Alliance et des États membres ne se fasse pas au détriment des objectifs que je viens de citer.

L'adaptation interne de l'OTAN devrait en même temps faciliter l'émergence de l'identité européenne de sécurité et de défense au sein de l'OTAN. Celle-ci revêt une signification d'autant plus grande que la Conférence Intergouvernementale de l'Union Européenne doit, lors du Conseil Européen d'Amsterdam, donner à celle-ci de nouvelles impulsions sur le plan de la sécurité et de la défense.

Confronté aux grands problèmes non résolus, je pense aussi à la situation de la paix en Bosnie qui reste inquiétante et dont la permanence dans le temps n'est pas encore assurée. Et déjà des voix plus ou moins

autorisées s'élèvent pour évoquer publiquement l'après-SFOR.

Votre Commission de la Défense s'est penchée sur ce problème, et il faut l'en féliciter, notamment par rapport à la SFOR.

Le Luxembourg est doublement intéressé aux développements à venir en Bosnie.

D'une part, en tant que pays allié et contributeur à la SFOR. Et d'autre part, parce qu'à partir du 1^{er} juillet le Luxembourg assumera pendant six mois la Présidence du Conseil de l'Union Européenne.

Nous partageons pleinement les graves inquiétudes qui viennent d'être exprimées à plusieurs reprises et dans des enceintes différentes par la communauté internationale, et notamment jeudi passé une nouvelle fois par les États-Unis.

Face aux retards et aux lenteurs dans la mise en œuvre des accords de paix, la SFOR doit continuer à jouer un rôle de stabilisation indispensable et irremplaçable. Il est trop tôt pour pouvoir prédire la fin de sa mission. Il est impératif qu'une coopération étroite soit maintenue entre cette Force et le Haut-Représentant. Le Luxembourg estime que la coopération entre les différents acteurs de la Communauté Internationale en Bosnie devrait être intensifiée. Le rétablissement d'une véritable paix en Bosnie demande qu'une action internationale plus déterminée soit menée.

Comme Washington, l'Europe insiste sur la mise en œuvre intégrale et complète des accords de Dayton. La réconciliation entre les peuples et la reconstruction civile devront constituer la base même et le fondement politique indispensable pour une paix durable parce qu'ancrée et dans les esprits et dans les cœurs.

Nous pouvons donc pleinement nous rallier aux vues récemment exprimées par le Secrétaire d'État Madame Albright quand elle fait de la coopération des anciennes parties belligérantes à la réalisation de l'accord de Dayton une condition préalable nécessaire pour une réintégration dans la Communauté occidentale.

Inutile de souligner que nous nous félicitons de l'engagement pris par le Secrétaire d'État Cohen que les militaires de la SFOR devaient s'engager davantage encore dans la reconstruction des infrastructures en Bosnie.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Tout comme SFOR, dans sa composition multinationale incluant des forces russes, constitue le reflet prophétique de la future architecture de sécurité euro-atlantique, la participation de soldats à la reconstruction civile est le symbole même d'une Alliance vouée à projeter la stabilité et à garantir la paix au-delà des frontières désormais révolues de la guerre froide.

**Discours de Monsieur Johnny LAHURE,
Ministre de l'Environnement,
devant la 19^e session extraordinaire
de l'Assemblée Générale des
Nations Unies consacrée à un examen
et à une évaluation d'ensemble de la
mise en œuvre d'Action 21
(New York, le 24 juin 1997)**

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,

Tout d'abord, je voudrais préciser que je m'associe pleinement à la déclaration faite par le Premier Ministre des Pays-Bas, M. Wim Kok, au nom de l'Union Européenne.

Nous ne pouvons nous payer le luxe de perdre de vue les engagements de Rio. Il est crucial d'en assurer une mise en œuvre réelle et un suivi pragmatique en prenant des engagements politiques fermes assortis d'objectifs réalistes.

Le développement mondial actuel est caractérisé par des tendances globales qui s'opposent à un tel scénario d'avenir: croissance démographique, pauvreté croissante de certaines régions du globe, changement climatique, déforestation, extinction d'espèces faunistiques et floristiques, manque d'eau, etc.

Quel responsable politique, à considérer ces tendances, peut encore sérieusement douter que l'introduction du développement durable à l'échelle mondiale ne devienne, le temps d'une génération, une question de survie pour l'humanité?

Une politique visant à s'orienter vers un modèle de développement durable n'est concevable et réalisable qu'à travers une démarche politique internationale, démarche qui implique un esprit de coopération et de solidarité entre les pays industrialisés, les pays en voie de développement et les régions les plus démunies du monde. Que le Luxembourg, l'une des nations disposant d'un des plus hauts niveaux de qualité de vie du monde, doive participer à une telle politique de coopération et faire preuve d'un esprit de solidarité sans faille, est reconnu par nous comme une exigence et une obligation d'ordre éthique.

Des stratégies mondiales ont été élaborées et mises en œuvre sous forme de conventions ou de déclarations internationales, conventions et déclarations que notre pays a signées. Bien qu'une grande partie des objectifs visés par ces stratégies ne puissent être atteints que dans le cadre d'une stratégie soit européenne ou paneuropéenne, voire mondiale, le Luxembourg entend prendre sa part de responsabilité sur le plan

national. Les objectifs globaux suivants, qui ont fait, ou font, l'objet de négociations à l'échelle planétaire, sont, ou seront, intégrés dans la stratégie nationale pour un développement durable.

- Le Luxembourg soutient activement l'objectif qui vise à réduire de moitié la proportion de la population mondiale vivant en pauvreté absolue d'ici 2015. L'éradication de la pauvreté est le but principal de l'aide luxembourgeoise au développement. L'objectif déclaré du Luxembourg est d'atteindre en l'an 2000 une aide publique au développement représentant 0,7% de son produit national brut. Pour 1996, cette aide est estimée à 0,43% du produit national brut. Une large majorité de cette aide est utilisée pour satisfaire des besoins essentiels. Le Luxembourg fera un effort spécial pour les pays les plus pauvres en leur affectant au moins 0,15% du produit national brut et en favorisant leur désendettement.
- Des modes de consommation et de production durables sont en premier lieu un défi pour les pays industrialisés. En respect du principe des responsabilités communes mais différenciées de tous les pays, les pays industrialisés devront assumer le rôle de pionniers dans ce domaine. Une amélioration considérable de l'éco-efficience doit être recherchée. L'amplitude des changements nécessaires pour atteindre un développement durable peut être estimée en moyenne à une augmentation de la productivité des ressources par un facteur 10, comparée par rapport à la productivité actuelle. Ce résultat devrait être atteint pour le milieu du siècle prochain. Une augmentation de la productivité des ressources par un facteur 4 (c'est-à-dire un doublement de la croissance économique combiné avec une réduction de moitié de la consommation des ressources naturelles), dans les prochaines décennies, ne semble pas être en dehors de nos limites.
- Le changement climatique récent demande des actions immédiates. Avec ses partenaires européens, le Luxembourg s'engagera, lors de la conférence sur le changement climatique à Kyoto en décembre 1997, en faveur d'une réduction des émissions de 15%, respectivement 7,5%, des gaz à effet de serre

(dioxyde de carbone, méthane, oxyde d'azote) jusqu'en 2010, respectivement 2005, par rapport à l'année de référence 1990. Dans cette optique, le Luxembourg s'est engagé à réduire ses propres émissions de 30% pour la période 1990-2010.

Cinq ans après Rio, les engagements pris sur la déforestation et les programmes de coopération existants n'ont pas réussi à renverser la perte et la dégradation des forêts. À cet effet, la protection et la gestion durable des forêts à travers le monde doivent être assurées par une Convention globale sur les Forêts d'ici l'an 2000. Cette Convention devrait constituer un cadre général pour les actions relatives aux forêts en considération de la conservation et du développement durable de tous les types de forêts.

- Le Luxembourg, signataire de la Convention sur la Diversité Biologique, est favorable à la constitution, dans le cadre de cette convention, d'un réseau mondial d'espaces protégés, ayant un degré particulièrement élevé en biodiversité, sur base de mécanismes compensatoires et de rémunérations pour les pays et les populations respectueuses de cette exigence de survie du potentiel génétique de la planète.
- Mondialement la disponibilité et la qualité en eau potable diminuent à un rythme soutenu. Une initiative globale pour l'eau doit être mise en route sous les auspices de la Commission pour le Développement Durable des Nations Unies. Celle-ci doit traiter de la protection, de l'utilisation et de la gestion durable de l'eau au niveau international.
- Le Luxembourg va intensifier son rôle dans l'action internationale en vue de renforcer la composante environnementale dans la coopération internationale, en particulier en mettant l'accent sur l'assistance technique en matière d'environnement et de développement durable, sur la coopération technologique et le transfert de nouvelles technologies en vue de la formation d'une autocompétence des pays (capacity building).

Discours prononcé par Monsieur Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie à l'occasion de l'ouverture de la 70^e Foire Internationale de Luxembourg, Luxembourg-Kirchberg, le 24 mai 1997

Altesses Royales,

Dans sa configuration territoriale actuelle, le Luxembourg est passé en un siècle et demi de 195.000 à 420.000 habitants.

Monsieur le Président,

L'action politique et les expressions de la volonté politique au plus haut niveau de représentation des États membres des Nations Unies ont une importance capitale. Nous n'atteindrons nos objectifs qu'avec la participation active de tous les pays et de tous les secteurs socio-économiques de ces pays. Si, et personne ne peut plus en douter, ne serait-ce qu'en application du principe de précaution, le développement durable est un but essentiel de la politique internationale, il importe d'envisager une méthode d'élaboration et de mise en œuvre participative, ouverte et responsable entre les nations et au niveau de tous les pays. En vue d'assurer le succès de cette coopération nécessaire, il nous importe de souligner qu'une réforme fonctionnelle des organisations des Nations Unies en charge des programmes, des stratégies et de l'évaluation en matière de politiques de l'environnement et du développement durable est nécessaire. Nous souhaitons que la Commission du Développement Durable joue un rôle stratégique majeur dans le domaine qui nous préoccupe et qu'elle organise un monitoring efficace de la démarche internationale vers la réalisation du Scénario de Rio.

Monsieur le Président,

En ce qui concerne le Luxembourg, nous avons lancé, sur la base d'un avant-projet, une procédure de consultation ouverte pour aboutir à un large consensus sur la mise en œuvre d'un plan national pour un développement durable.

Nous voulons inscrire notre pays dans cette voie, c'est-à-dire créer une dynamique mobilisatrice de l'ensemble des acteurs actuels et futurs. Cela exige une prise de conscience par chacun que nous sommes tous concernés par la responsabilité de l'avenir de l'environnement local, national et global en vue d'assurer pour demain une qualité d'environnement, d'habitat, de ressources et de vie compatible avec la dignité et l'épanouissement des générations qui nous suivront.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

D'un pays vivant chichement d'agriculture, ce qui força à l'époque les Luxembourgeois à l'émigration par milliers, le Luxembourg est devenu une terre d'immigration comptant le PIB «réel» par habitant le plus important au monde!

Sous votre règne, Monseigneur, Madame, l'histoire économique nationale a vécu une accélération telle que les historiens qualifieront certainement ce quart de siècle finissant d'âge d'or de notre nation!

Mesdames, Messieurs,

Cette situation enviable et enviée pourra-t-elle être continuée?

Afin de supputer une tentative de réponse, faisons d'abord l'état des lieux.

Je me méfie des calculs statistiques faisant du Luxembourg un pays de richards. En calculant le PIB par habitant, la Banque Mondiale et autre Eurostat ne prennent pas en compte que la richesse nationale n'est pas le produit du seul travail des résidents, mais également des quelque 60.000 frontaliers, qui sont négligés lorsqu'est divisé notre produit intérieur brut par le nombre des habitants du pays.

Même en acceptant le résultat de ce calcul, il faut souligner que dans la seule Union Européenne, au moins une douzaine de régions ont un PIB unitaire plus élevé que le nôtre.

Ces réserves étant faites, il faut se rendre à l'évidence que notre communauté profite d'un niveau de revenus et de transferts sociaux rarement surpassé. Par communauté j'entends les résidents qu'ils soient Luxembourgeois ou qu'ils aient conservé une des 120 nationalités recensées sur notre territoire, ainsi que les frontaliers et leurs familles.

Bien sûr, les moyennes gommant des différences parfois substantielles.

Notre pays compte ses riches, beaucoup de gens aisés, ses pauvres, et même de très pauvres.

La pauvreté absolue de certains de nos concitoyens constitue une pauvreté relative par rapport à celle existant ailleurs.

L'égalité parfaite n'est pas de ce monde. Même en distribuant à tout un chacun un revenu identique, l'on aboutira après un court laps de temps à des «riches» et à des «moins riches», les uns ayant épargné davantage, les autres ayant tout consommé.

Toute société organisée compte donc nécessairement une échelle de revenus et de richesses. Au Luxembourg cette échelle n'est pas très étirée. En 1994 environ 80% des salariés à temps complet se situèrent dans une échelle de rémunération allant de 1 à 3. Ce constat d'une société très égalitaire, mais à un niveau élevé, est corroboré par le «recueil d'études sociales» édité en 1996 par le CEPS avec le concours du Statec. La plupart des chiffres qui vont suivre sont empruntés à cet ouvrage.

En 1994 le revenu moyen disponible était de 121.000 francs par mois et par ménage. Ce revenu disponible

s'entend hors impôts, mais prestations sociales incluses.

De nouveau les moyennes sont trompeuses. Ainsi 10% des ménages eurent un revenu mensuel disponible de moins de 50.000 francs, et 12% un revenu de plus de 200.000 francs, dont 3,2% dépassèrent les 300.000 francs. 40% des ménages disposèrent d'un revenu entre 100.000 et 200.000 francs.

À noter que ces dernières années, ce sont les ménages de 3 à 5 personnes qui ont connu la progression la plus forte en matière de bien-être économique.

Ce haut niveau de vie est le fruit d'une croissance économique soutenue depuis 1985. Depuis cette date le montant moyen des revenus a évolué, inflation déduite, de plus de 50%.

Je n'ai pas l'outrecuidance de mettre cette évolution positive au seul crédit de la coalition politique gouvernant le pays depuis juillet 1984. Mais ayant le privilège de servir depuis cette date au Ministère de l'Économie, j'ai néanmoins la faiblesse de croire que la politique économique, sociale et infrastructurelle menée ces 13 dernières années n'était pas sans influence sur ce développement.

Eut-il été négatif, l'on aurait vite identifié les fauteurs au Gouvernement!

Pardonnez-moi cette digression assouvie pour constater avec le CEPS que le seuil de pauvreté a reculé de 5% de la population en 1985 à 1,1% en 1992, et cela notamment grâce à l'introduction du revenu minimum garanti. En avril dernier quelque 5.300 ménages regroupant 8.200 personnes bénéficièrent du RMG.

Moins de 200 personnes sont à considérer comme «sans abri», dont une cinquantaine vit pratiquement en marge de la société.

Parmi les personnes à bas revenu il faut citer les 26.000 ouvriers et employés, qui en 1996 furent payés au minimum légal. Cela représenta 14,5% des salariés, dont 60% furent à leur premier emploi.

Rien que ce dernier chiffre semble infirmer la thèse de l'OCDE soutenant que le niveau assez élevé du salaire social minimum à Luxembourg serait un frein à l'embauche des jeunes.

En notant que la moitié des salariés rémunérés au minimum légal sont occupés dans le secteur du commerce et de la restauration, plus de 7.000 dans les autres services marchands, 3.000 dans le bâtiment et moins de 2.000 dans l'industrie, l'on est en droit de douter que le salaire minimum légal rende effectivement les travailleurs non qualifiés de moins en moins compétitifs sur un marché de plus en plus global, comme le soutient l'OCDE, alors que ce sont les secteurs n'affrontant nullement une concurrence mondiale, mais tout au plus une concurrence régionale,

qui occupent les gros bataillons de salariés payés au minimum légal!

Les experts de l'OCDE, imbus de leurs thèses ultralibérales, auraient également du mal à expliquer comment dans un pays connaissant le salaire minimum et des conventions collectives dans tous les secteurs économiques importants, la concurrence entre travailleurs résidents et frontaliers aurait exercé une pression à la baisse sur les salaires, alors que les mêmes experts relèvent que les salaires nets sont plus importants ici que dans les pays limitrophes, notamment grâce à un «coin fiscal» nettement moins élevé!

Si la récente étude économique de l'OCDE pêche parfois par dogmatisme ultralibéral, l'analyse de nos réalités démontre quelques déficiences certaines.

En particulier le taux de «non-emploi» de 14,3% détecté par l'OCDE doit inciter à réflexion, même si la définition du «chômage en sens large» de l'OCDE est contestable.

Le chômage partiel, les régimes de préretraite et la DAC du secteur sidérurgique permettent aux entreprises des ajustements conjoncturels ou structurels, leur évitant ainsi le paiement de lourdes indemnités de licenciements, tout en assurant au pays une paix sociale exemplaire.

Et l'on ne peut décemment qualifier de «chômeurs au sens large» les jeunes en stages de formation ou occupés comme auxiliaires temporaires, étant donné que pour la grande majorité des intéressés ces programmes débouchent sur un emploi stable.

Par contre, le fait que le taux d'emploi des résidents est légèrement inférieur à la moyenne de l'OCDE, et surtout le fait que le taux d'activité des personnes de plus de 57 ans se situe parmi les plus bas de la zone OCDE devraient nous faire réfléchir.

20.000 rentes-invalidité par rapport à 200.000 actifs posent manifestement problème.

D'autant plus que la structure démographique du pays, avec une baisse de la natalité et un allongement continu de l'espérance de vie, ne manquera pas de réduire la base des actifs et de gonfler le nombre de retraités.

Le lancinant problème du financement des systèmes de retraites se résume simplement: Un nombre plus réduit de jeunes, qui entrent, suite à une scolarité plus longue, plus tardivement dans la vie active, et qui cotisent de moins en moins longtemps pour prendre une retraite de plus en plus tôt, pour la toucher de plus en plus longtemps!

Lors de la récente déclaration du Gouvernement sur l'état de la nation le Premier Ministre a insisté lourdement sur la nécessité d'apporter dès maintenant des corrections à nos systèmes de pension et de retraite.

En nous abstenant de demander «toujours plus», en acceptant aujourd'hui de freiner tant soit peu les pensions des futurs retraités de la fonction publique, tout en créant un nouveau régime garantissant encore de solides pensions aux futurs fonctionnaires, nous éviterons au pays des réformes autrement déchirantes dans 10 ou 20 ans!

Une récente étude de mes services a démontré que pour préserver l'actuelle structure favorable du taux de cotisation sociale et le financement de la seule assurance pension du secteur privé, il faudrait atteindre une croissance économique annuelle d'au moins 3,8%.

Ce n'est pas impossible, à condition de pouvoir créer chaque année six, sept mille emplois additionnels, et d'en accepter les conséquences.

Notre économie a créé ces 12 dernières années plus de 65.000 emplois supplémentaires. Au cours de cette période la population résidente a augmenté de quelque 55.000 unités, essentiellement grâce à l'immigration. En même temps le nombre de frontaliers s'est accru de 17.400 unités en 1985 à plus de 62.500 début 1997, soit quelque 45.000 frontaliers de plus.

Les projections du Statec montrent que pour l'an 2010 notre population résidente se situera entre 450.000 et 486.000 habitants.

Cette évolution exigera déjà de la part des pouvoirs publics des investissements infrastructurels très importants.

Notre pays n'est pas trop petit pour une croissance encore plus conséquente. La Sarre voisine, avec une superficie légèrement moindre que celle du Luxembourg, compte un million d'habitants jouissant d'un bon cadre de vie.

Hong-Kong, qui dispose de moins de la moitié de la superficie de notre pays, héberge 6 millions d'habitants!

Serait-ce un exemple à suivre?

Certainement pas! Mais le refus de la croissance à tout prix signifie nécessairement un freinage de certaines dépenses dynamiques, comme l'assurance santé ou l'assurance vieillesse.

Il n'y aura pas de «développement durable» sans certains sacrifices, également en matière de protection sociale.

Il y a un quart de siècle, la part de la protection sociale tournait autour de 15% du PIB. Aujourd'hui nous nous rapprochons d'une part de 25%.

Étant donné que les revenus des retraités d'aujourd'hui dépassent en moyenne ceux des actifs, les sacrifices à demander resteront d'autant plus supportables que les réformes interviennent avant que les déficits ne se soient accumulés,

Encore une fois. Ceux qui prétendent vouloir défendre le statu quo et les droits acquis devront consentir à une politique de croissance visant à accroître indéfiniment la base des cotisants.

Ce n'est que grâce aux cotisations des quelque 60.000 assurés actifs supplémentaires depuis 1985 que le régime de pension du secteur privé se présente actuellement encore avec des comptes favorables. Mais les cotisants d'aujourd'hui seront demain des retraités. Quand on sait qu'en décembre 1995 le nombre des pensions transférées à l'étranger dépassa 30% de toutes les pensions en cours de paiement, l'on ne doit pas nécessairement être prix Nobel en économie pour comprendre qu'il y a «Handlungsbedarf»!

D'autant plus que la création massive d'emplois nouveaux de la dernière décennie n'a pas empêché une augmentation lente, mais continue, du nombre des chômeurs.

En cela la situation du chômage à Luxembourg est atypique par rapport aux autres pays industrialisés. Ces dernières années les créations nettes d'emplois dépassèrent toujours le nombre de chômeurs, ce qui prouve l'inadéquation entre l'offre et la demande sur notre marché de l'emploi.

Analysons pour l'exemple la situation fin mars 1997. L'administration de l'emploi disposa de 1.200 offres d'emploi non satisfaites et de 6.400 demandes d'emploi non satisfaites. Les embauchages déclarés à l'administration pendant ce mois furent au nombre de 1.600. Néanmoins le nombre de demandeurs d'emploi ne baissa par rapport au mois précédent que de 400 unités.

D'un mois à l'autre l'emploi intérieur augmenta de 1.400 unités, dont 700 frontaliers additionnels.

Que faut-il penser de tous ces chiffres? Que la situation de l'emploi, pour être inquiétante, n'est certainement pas désastreuse. 45% des demandeurs d'emploi ne sont inscrits que depuis 3 mois. 20% depuis 6 mois. Un autre 20% depuis 12 mois, et 12% depuis plus de 12 mois.

C'est surtout ces deux derniers groupes qui posent problème. Une étude avec interviews de plus de 700 chômeurs de longue durée a montré que si pour la majorité des concernés, le chômage est un drame personnel près de la moitié d'entre eux n'était pas réellement motivée pour la recherche d'un emploi.

Ce fait ne doit pas nous inciter à conclure que tous les chômeurs sont des fainéants: Que pèsent 300, 400 fatigués de naissance dans une population active de 200.000 personnes?

En jugeant le phénomène du chômage à Luxembourg, l'on ne doit pas oublier que ces dernières années plus de 20.000 personnes ont, année pour année, trouvé dans notre pays un premier emploi.

C'est une preuve supplémentaire du dynamisme actuel de notre marché de l'emploi. Si un taux de chômage de 3,7%, calculé hors frontaliers, est sérieux, il reste néanmoins marginal par rapport au nombre d'emplois effectivement créés.

Les experts de l'OCDE étaient mal avisés de nous conseiller des remèdes macro-économiques pour un problème micro-économique.

Il est d'ailleurs surprenant que d'aucuns nous proposent en exemple la gestion soi-disant exemplaire du marché de l'emploi de pays connaissant un taux de chômage plus important que le nôtre.

Personnellement je récusé énergiquement le discours ultralibéral visant à casser le modèle social européen au profit d'un modèle anglo-saxon soi-disant plus créateur d'emplois.

Ce n'est pas en transformant les chômeurs en «Working poor» qu'on évitera la cassure sociale.

Les États-Unis ont manifestement réussi à créer beaucoup d'emplois pendant la première administration Clinton. Mais comme le souligne son ancien ministre du travail, Robert REICH, dans son livre «Locked in the cabinet», la grande majorité des Américains a continué à perdre en pouvoir d'achat réel. 30% de la population active sont officiellement considérés comme «pauvres». De 1992 à 1996 près de 4,5 millions d'Américains ont été déclarés en faillite personnelle, leur bloquant e.a. l'accès aux cartes de crédit pendant 10 ans!

2% de la population mâle en âge de travailler se trouve en prison. Je ne sais pas si l'OCDE les compte comme «chômeurs au sens large»!

En Grande-Bretagne les statistiques officielles ne tiennent compte que des chômeurs indemnisés et non des sans-emploi.

Selon Will Hutton, rédacteur en chef de «The Observer», en Grande-Bretagne «la flexibilité actuelle du marché du travail traîne dans son sillage une insécurité et une exclusion sociale» alarmante: «30% des adultes britanniques en âge de travailler sont sans emploi ou économiquement inactifs». Hutton relève par ailleurs que les 400.000 saisies immobilières des six dernières années «sont directement liées à l'incapacité croissante où se trouvent les travailleurs de supporter le paiement de leurs traites dans un marché flexible de l'emploi».

Je n'ai pas la prétention de donner des leçons à nos amis américains ou anglais.

Je constate simplement que la déréglementation forcée ne semble pas apporter les résultats promis.

On nous dit que le salaire minimum tue l'emploi.

L'Irlande ne connaît aucun minimum légal. Néanmoins le taux de chômage y est à deux chiffres.

Le Royaume-Uni a aboli les salaires minimaux définis par les «Wage Councils». Une étude (Manning, 1996) a conclu que la suppression a conduit à un accroissement des inégalités sociales, sans effet positif pour l'emploi.

Les États-Unis, sous l'impulsion de Robert REICH, ont relevé l'année dernière le salaire minimum horaire. Les créations nettes d'emploi ont néanmoins continué.

Si la révolution thatcherienne a incontestablement dopé l'économie britannique, il ne faut pas oublier que celle-ci a été dépassée par l'économie fort peu déréglementée de l'Italie dans les années 80!

En m'insurgeant contre toute politique ne visant qu'à remplacer les chômeurs par des pauvres, je ne méconnaissais pas la nécessité de réformes au niveau de la sécurité sociale et du droit du travail.

Nous vivons dans une économie-monde, où la concurrence entre les nations devient plus ardue, où les progrès technologiques créent un nouvel environnement concurrentiel aux secteurs traditionnels, où la révolution des technologies de l'information risque de bouleverser nos habitudes de commercer et de consommer.

Au lieu de ne voir que les menaces de la globalisation, de la robotisation, de la révolution organisationnelle, nous devons essayer d'en saisir les chances, de profiter des opportunités nouvelles.

Cet objectif ne doit pas nous conduire à détruire les fondements sociaux de notre société, mais nous inciter à fonder une réglementation nouvelle sur les réalités d'aujourd'hui.

Pour réaliser une production croissante il faut de nos jours de moins en moins d'heures de travail.

Beaucoup de tâches pénibles, répétitives ou dangereuses sont assumés par des robots, contrôlés par ordinateurs.

Depuis la révolution industrielle il y eut d'abord transfert massif d'emplois du secteur primaire vers le secondaire, et depuis une trentaine d'années du secondaire vers le tertiaire.

L'industrie continue de rationaliser. Les services commencent à le faire.

De nouveaux emplois se créent, de nouveaux besoins naissent, mais pas encore en nombre suffisant pour résorber une main-d'œuvre plus importante, suite également à une présence plus active des femmes dans le monde du travail.

L'Union Européenne a ainsi perdu en 20 ans quelque 8 millions d'emplois, tout en créant 16 millions d'emplois nouveaux. Mais comme en même temps la population active s'est accrue de 28 millions de personnes, le chômage est devenu massif.

Alors que la révolution industrielle était accompagnée d'une réduction continue du temps de travail – de 3.200 heures par an vers 1.880 jusqu'à 1.700 heures au début de la crise des années 1970 – la révolution des ordinateurs et des technologies de l'information ne devrait-elle pas avoir de conséquences sur notre façon de travailler, ni sur le temps à consacrer au travail?

Je pense que non.

Le monde industrialisé n'échappera pas à une réduction progressive du temps de travail, ni à une nouvelle organisation du travail.

Cela ne se décrète pas, mais doit être négocié au niveau des entreprises, entre patronat et syndicats.

Le mouvement est en marche. Chez Volkswagen et ailleurs on expérimente de nouvelles grilles de travail. Mais la réduction du temps de travail ne pourra pas toujours intervenir avec une compensation intégrale des salaires.

Partager le travail signifiera souvent partager le revenu.

Le «dialogue social» patronné par le président Santer vient de parvenir à un accord-cadre sur le travail à temps partiel entre la Confédération Européenne des Syndicats et les deux grandes fédérations patronales de l'Union Européenne. L'accord écarte les traitements discriminatoires qui précarisent le «temps partiel», afin que ce dernier ne devienne pas un statut de seconde zone.

Le partage du travail n'est qu'une façon pour travailler autrement, librement.

D'autres accords sont possibles, qui rencontrent à la fois les besoins de flexibilité des employeurs et des salariés.

Dans le récent rapport annuel du CES le groupe salarial vient de faire des propositions très intéressantes en matière de réorganisation du temps de travail.

Il y a des secteurs comme le bâtiment, le commerce, la restauration, certaines industries qui fonctionnent par cycles saisonniers.

Pourquoi ne pas s'accorder sectoriellement à travailler à certaines périodes un peu plus, quitte à rééquilibrer vers la baisse sur l'année?

Par l'annualisation du temps de travail les entreprises gagneraient en compétitivité, les salariés en temps libre.

Je dis donc oui à la flexibilité, mais une flexibilité négociée, une flexibilité dans la sécurité.

Car on ne peut pas bâtir une économie prospère, et donc nécessairement compétitive, dans une société en désarroi, une société malade de ses exclusions.

Notre pays ne connaît, heureusement, pas de cassure sociale, pas la paupérisation manifeste qu'on rencontre ailleurs.

En nous attaquant à temps aux problèmes naissants, en ne pas nous enfermant dans un égoïsme stérile ou un protectionnisme sans chances, nous allons pouvoir transformer dans le dialogue social les périls actuels en chances de demain.

Altesses Royales,
Mesdames et Messieurs,

En 150 ans notre pays a vécu l'âge de la terre, l'âge de fer et maintenant l'âge d'or.

À l'encontre de mon Premier Ministre, je ne crois pas que notre pays ait atteint son apogée, tout comme je ne pense pas que l'an 2000 sera forcément une césure.

L'histoire n'a cure des chiffres ronds. L'histoire n'a pas de fin, mais est un processus continu. Les défis sont constants.

Il faut les affronter, au lieu de se figer dans une attitude défensive, peureuse.

Les droits définitivement acquis n'existent pas.

Face aux changements imposés par le cours de l'histoire, il faut savoir s'adapter, se réformer.

C'est à ce prix-là que notre pays pourra conserver l'essentiel de son cadre de vie, voire même l'améliorer pour passer à l'âge de diamant.

Intervention de M. Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie, à l'Assemblée Générale de la FEDIL le 16 mai 1997

Monsieur le Président,

Je me réjouis de l'agréable privilège qui me revient de prendre à nouveau la parole à l'occasion de votre Assemblée Générale annuelle.

Elle fournit l'occasion renouvelée au dialogue, à l'écoute des préoccupations de part et d'autre, à l'éclairage de questions d'actualité, sinon au développement d'idées ou d'orientations à moyen terme de notre économie.

Mesdames, Messieurs,

Votre Président a commencé son exposé sur le thème du changement, sur la nécessité d'adopter une véritable culture du changement et sur l'innovation comme expression concrète de cette culture, de cet état d'esprit d'anticipation et de réponse aux évolutions imposées de l'extérieur.

Dans un monde de plus en plus ouvert et moins antagoniste entre l'Est et l'Ouest, marqué par la globalisation des marchés et une concurrence accrue, l'on ne saurait que soutenir l'appel lancé par Votre Président à stimuler l'aptitude des gens, et surtout de nos jeunes, au changement. J'y ajouterais l'ouverture d'esprit pour des idées nouvelles, le courage à prendre des initiatives et à courir des risques!

Faut-il être pessimiste à propos de notre capacité de changement et d'innovation? Je ne le pense pas. L'histoire économique luxembourgeoise regorge d'exemples de cette capacité de nos femmes et hommes non seulement de faire face à des défis imposés de l'extérieur, mais encore d'anticiper sur l'avenir en saisissant des opportunités, en les développant avec un engagement tel que le résultat souvent ne fait non

seulement l'envie de nos voisins, mais encore que nous nous plaignons de temps à autre d'une excessive dépendance du résultat de cet esprit d'innovation.

Je m'en voudrais de vous exposer une nouvelle fois l'historique de notre mutation économique de ces 20 dernières années, et qui nous vaut des appréciations positives de la part des FMI, OCDE et instances communautaires.

Quelle autre entité de 400.000 habitants peut se prévaloir de telles performances en matière de changement et d'innovation?

Il est vrai qu'une partie de ces performances est le résultat de l'exploitation intelligente de la souveraineté nationale, ou d'avantages législatifs comparatifs. Il est vrai aussi que la souveraineté nationale a tendance à s'éroder dans une Europe plus large et plus unie.

Faut-il en conclure que les Luxembourgeois d'aujourd'hui et nos hôtes étrangers de tous les jours seraient moins créatifs, moins innovateurs, moins capables de changement que leurs pères et grands-pères? Encore une fois, je ne le pense pas.

Toujours dans le chapitre de la capacité d'ajustement et d'adaptation, l'OCDE dans sa «Stratégie pour l'Emploi» a émis récemment une série de recommandations qui ont été largement commentées par votre Fédération, les syndicats et le Gouvernement.

Je ne m'y attarderai pas longuement. Je ne dis pas que l'une ou l'autre mesure proposée par les experts de l'OCDE ne soit pas digne de réflexion. Je noterai simplement que les experts de l'OCDE semblent privilégier des moyens d'action de type macroéconomique à un problème de dysfonctionnement microéconomique. Le problème de toute évidence n'est pas que l'économie

luxembourgeoise ne crée pas suffisamment d'emplois et que donc l'abolition de l'indexation des salaires ou la réduction du salaire social minimum contribueraient à améliorer le prix relatif du facteur travail.

Bien au contraire. Beaucoup de patrons se plaignaient qu'ils n'arrivent pas à recruter sur le marché luxembourgeois et qu'ils doivent se tourner vers les marchés frontaliers. Les non-résidents, qui occupent plus des 3/4 des emplois nouvellement créés, bénéficient également du Salaire Social Minimum et de l'indexation automatique des salaires.

Quant au prétendu taux de non-emploi de 14% de la population active, il est vrai que le nombre de bénéficiaires de systèmes de préretraite ou de retraite anticipée ainsi que le nombre de bénéficiaires de rentes d'invalidité est élevé dans notre pays. Mais nous continuons à restructurer notre industrie sidérurgique et nous appliquons des modèles de préretraite aux entreprises pour faciliter leur restructuration industrielle et sociale sans licenciements brutaux, évitant ainsi aux entreprises les coûts y associés et assurant au pays une paix sociale légendaire. Peut-on avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre?

Le changement n'est pas une fin en soi! Il se veut motivé, préparé, accompagné dans le calme.

C'est aussi le sens des récentes propositions du Gouvernement en matière fiscale. L'objectif est clair. Il s'agit de renforcer la compétitivité du site luxembourgeois en améliorant la rentabilité du capital investi et en stimulant le travail.

La nouvelle loi-cadre économique, le nouvel encadrement fiscal pour les entreprises, les efforts accrus en matière de recherche-développement, de formation continue, l'amélioration continue de nos infrastructures sont autant d'atouts pour permettre à notre pays et à ses secteurs économiques de s'adapter, de changer positivement.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Si le changement est dans l'air du temps, pour d'aucuns une politique de croissance économique reste suspecte!

La Chambre des Députés a invité le Gouvernement à lancer un débat national sur le «développement durable».

Je sais que les industriels luxembourgeois pratiquent le «développement durable» depuis fort longtemps. À écouter tout à l'heure le Président ASSA parler d'éco-labels, d'éco-audits, d'efficacité énergétique et j'en passe, je me suis dit que ceux, qui assimilent encore les industriels de notre pays à de vulgaires pollueurs, sont manifestement en retard d'une guerre.

Il est d'autant plus regrettable que la législation dite «Commodo-Incommodo» a manifestement conduit à

des aberrations, des excès de zèle et des abus de pouvoir, et qu'il faut réformer au plus vite le fonctionnement des administrations en cause. Malheureusement le Conseil d'État n'a pas encore pris position sur les propositions afférentes du Gouvernement.

Je ne vous étonnerai point en vous avouant que je ne me trouve pas en opposition avec ce que le Président ASSA vient d'exposer sur la nécessité de limiter au strict nécessaire la réglementation contraignante; sur le caractère préférable d'accords volontaires; sur la nécessaire prédictibilité du comportement de la puissance publique là où la réglementation est nécessaire.

En ma qualité de Ministre de l'Énergie, j'ai par exemple renoncé à imposer aux acteurs économiques des audits énergétiques obligatoires, même si la loi m'y autorisait, préférant coopérer plus directement avec les différents secteurs en vue d'une politique promouvant l'utilisation rationnelle de l'énergie sur base d'accords volontaires.

Le résultat est probant, notamment en ce qui concerne le secteur industriel. Le Président ASSA a déjà fait référence à l'accord entre la FEDIL et mon Ministère au sujet de l'amélioration de l'efficacité énergétique du secteur.

Par ailleurs, nous vivons des avancées notables en matière de cogénération industrielle. DU PONT DE NEMOURS, GOODYEAR, KRONOSPAN ont investi dans cette technologie. TDK a développé un procédé révolutionnaire en brûlant les gaz de dissolvant générés lors du processus de fabrication afin de les rendre inoffensifs pour l'environnement, tout en utilisant la chaleur générée par cette incinération pour produire de l'électricité pour ses propres besoins.

Cefralux, une filiale de la SEO, vient de mettre en service la centrale hydroélectrique de Schengen-Apach.

Windpower S.A. a installé le premier parc éolien à Mompach. Une demi-douzaine d'autres projets éoliens sont en cours.

L'ARBED et l'État préparent activement la réalisation d'une centrale à cycle combiné «Turbine-Gaz-Vapeur» d'une puissance minimale de 200 MW. Le marché sera attribué cet automne.

Toutes ces initiatives ont en commun de garantir à la fois la sécurité de l'approvisionnement énergétique de notre pays à des coûts très intéressants pour les grands consommateurs, tout en contribuant à un meilleur rendement énergétique, et, partant à un impact moindre sur notre environnement.

À entendre certains commentateurs, à lire certaines publications l'on pourrait s'imaginer que le Luxembourg soit un pays totalement pollué!

Même si nous connaissons encore certains problèmes, si nous devons encore assumer tel ou tel héritage du

passé, la situation globale de l'environnement dans notre pays s'est très positivement améliorée ces 10 dernières années.

Les risques planétaires de pollution globale, l'effet de serre, la crainte d'un épuisement ou d'une pénurie des ressources naturelles sont à l'origine du concept de développement durable, popularisé dans les années 80 par le rapport BRUNDTLAND. Le concept reflète la prise de conscience nécessaire de l'interaction entre, d'une part, la sphère économique et, d'autre part, la biosphère; il révèle l'indispensable coexistence et coévolution entre deux systèmes fortement emboîtés, l'économique et l'écologique – certains l'ont baptisé *écolonomique* –, qui doivent être gérés simultanément de façon à répondre aux besoins actuels, sans sacrifier les besoins des générations futures.

C'est le sens profond du caractère durable du développement et de la croissance soutenable.

Mais – et c'est un point sur lequel je souhaite insister lourdement – le développement durable ou soutenable n'est pas un état stationnaire! Bien au contraire, il décrit un processus dynamique dans lequel l'exploitation et la mise en valeur des ressources, le choix des investissements, l'orientation de la science et de la technologie ainsi que les structures institutionnelles sont déterminés en fonction des besoins immédiats des générations vivantes, mais également des générations futures. Le développement durable est multi-dimensionnel, il ne peut, dès lors, se réduire à la seule dimension monétaire ou marchande de la croissance soutenable.

Il est tout aussi clair que la soutenabilité du développement n'est pas synonyme de contrôle, de freinage ou de jugulation de la croissance économique sous prétexte de garder intact le patrimoine naturel. En effet, il faut que le développement et la croissance soient également soutenables du point de vue humain et social.

Selon le Rapport mondial sur le développement humain établi par le PNUD en 1996, une bonne croissance économique est humainement soutenable si elle favorise toutes les dimensions du développement humain, si elle génère le plein-emploi et la sécurité des moyens de subsistance, encourage la liberté et le contrôle de l'individu sur sa destinée, distribue les avantages équitablement, favorise la cohésion et la coopération sociales et préserve ainsi l'avenir du développement humain.

La croissance doit être soutenable également du point de vue social. Sans croissance économique il ne peut y avoir croissance de l'emploi, et donc, de réduction du chômage; sans croissance économique il n'y a guère de répartition favorable du revenu national ni d'augmentation du niveau de vie de chacun.

Une étude récente effectuée par les services du Ministère de l'Économie a montré que pour préserver

l'actuelle structure favorable des taux de cotisation sociale et le financement de l'assurance-pension du secteur privé, il faudrait garantir une croissance économique annuelle tendancielle de 3,8%!

Convenez qu'il s'agit là d'un taux très élevé en comparaison avec la moyenne communautaire. C'est à ce prix que la croissance est socialement soutenable, à moins de consentir à une réduction à moyen et long termes de la protection sociale, et notamment de l'assurance-vieillesse. C'est la raison profonde qui a amené le Gouvernement à entamer des réformes dans ce domaine. Mais c'est un autre débat.

J'estime pour ma part que notre pays, notre industrie a d'ores et déjà fait des progrès sensibles sur le chemin d'un développement durable.

De plus en plus nombreux sont les exemples d'activités et de comportement écologiques dans cette optique tout en préservant sinon en améliorant la compétitivité sur les marchés.

Nombreuses sont les entreprises qui valorisent ce qui était encore considéré il y a peu d'années comme de vulgaires déchets métallurgiques ou plastiques, ce qui n'était que scories ou d'autres déchets qu'il fallait éliminer, déposer. Significatifs sont les efforts de prévention et de réduction de rejets dans l'air ou dans l'eau par bien des entreprises.

À tous ceux qui théorisent sur la nécessité d'implanter des «industries vertes» dans notre pays je donne à méditer ce qui suit:

L'exemple le plus connu d'un recyclage grand style est celui de la sidérurgie nationale, qui produira à partir de cet été tout son acier brut sur base de ferraille, avec la clef une importante réduction d'émissions de CO₂, de SO₂ et de dioxines.

Mais d'autres sociétés ont également un recours accru au recyclage des matières premières.

CIRCUIT FOIL récupère quelque 7.500 t de ferraille de cuivre par an pour les valoriser en feuilles de cuivre pour circuits électroniques. GOTTSCHOL-ALCUILUX produit de l'aluminium pour aciéries composé à 85% de déchets d'aluminium en provenance de la collecte. Hydro Aluminium Clervaux produit quelque 60.000 t de barres pour l'extrusion de profils composées aujourd'hui à 60% de chutes de l'industrie de la transformation d'aluminium, avec le but d'abandonner totalement le recours à l'aluminium vierge.

GRANULUX transforme des déchets de polyéthylène en tubes de protection pour câbles et en tuyaux de drainage. RECYPLAST utilise des déchets de polyéthylène et de polypropylène pour en faire des produits à 100% en matière recyclée et ayant une vraie valeur économique, comme par exemple des palettes, des plaques d'isolation, de coffrage ou des cloisons pour le

bâtiment et même un centreur de roue de rechange pour un constructeur automobile français.

SOMMER INDUSTRIE est en train de mettre en service une installation qui réintègrera tous ses déchets de tapis dans un produit nouveau pour le revêtement intérieur de voitures.

Les scories de la sidérurgie sont valorisées ou recyclées par des entreprises comme les CIMENTS LUXEMBOURGEOIS, CLOOS, LUXENGRAIS, CHAUX DE CONTERN et CALUMITE.

KRONOSPAN transforme du bois d'une valeur marginale en des produits de haute valeur, limitant ainsi la demande en bois nobles comme les bois tropicaux, notamment pour l'industrie du meuble et celle de la construction.

Des sociétés comme LUXRECYCLAGE, LAMESCH, HEIN, ECOTEC ou RECYMA font la collecte et le tri de déchets recyclables et prolongent de ce fait le cycle de vie de certaines matières premières.

GEDELUX, qui construira la future décharge industrielle de «Haebicht», figure dans la nomenclature internationale des industries «vertes».

D'autres activités industrielles conduisent à une réduction des émissions nocives pour l'environnement.

À Bascharage, DELPHI AUTOMOTIVE SYSTEMS vise une optimisation du fonctionnement des moteurs. ELTH produit, e.a., des thermostats améliorant le fonctionnement et le rendement de moteurs et d'appareils électriques. CERAMETAL produit des soupapes en céramiques réduisant bruit et consommation.

CATALYST RECOVERY régénère du catalyseur de raffinerie. JOHN ZINK construit des brûleurs pour torchères permettant la combustion de gaz toxiques des raffineries et des installations de récupération des vapeurs d'hydrocarbures.

RETEC fabrique de la mousse de nickel intervenant dans le processus de fabrication de piles électriques non nocives pour l'environnement.

Le verre revêtu de LUXGUARD permet une meilleure isolation et donc des économies d'énergie.

Je pourrais continuer les exemples qui prouvent que le secteur industriel luxembourgeois est bien plus avancé en matière de réalisations concrètes menant vers le développement durable que ne le soupçonnent les tenants de l'intégrisme verdâtre!

L'environnement peut aussi constituer un segment commercial intéressant, une opportunité d'exportation. Les préférences croissantes des consommateurs pour des produits propres, la sensibilité écologique du consommateur final sont un facteur de plus en plus prononcé pour la compétitivité d'une activité, un caractère distinctif par rapport à la concurrence.

Une enquête récente du CEPS effectuée auprès de 400 entreprises manufacturières révèle qu'environ 38% des entreprises estiment que la protection de l'environnement n'est pas seulement un coût pour l'entreprise, mais devient un élément de l'avantage compétitif qu'il faut maîtriser.

Le CES, dans son dernier avis annuel sur la situation économique, sociale et financière du pays a également souligné l'intérêt de promouvoir à Luxembourg des activités industrielles et artisanales dans le domaine des technologies de l'environnement.

Des entreprises existantes ou nouvelles dans le domaine de la transformation, de l'énergie et de l'ingénierie s'y attellent et le Gouvernement prête main forte, en s'appuyant notamment sur la nouvelle loi-cadre économique.

Pour terminer, Monsieur le Président, je partage avec vous et avec le Conseil Économique et Social le souci de promouvoir une image de marque positive, une culture industrielle moderne et écologique, une meilleure acceptabilité «sociétale» de l'activité industrielle.

Vous trouverez dans le Ministère de l'Économie et ses services des avocats fidèles et des défenseurs ardens d'une industrie luxembourgeoise à la pointe du progrès technique, compétitive et écologique.

L'état de la nation

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 7 mai 1997 à la Chambre des Députés

Här Präident,
Dir Dammen an dir Hären,

Mat séierem Schrëtt bewege mer eis op wichteg politesch Momenter zou.

A véierafofzég Deg fänkt déi lëtzebuergesch Präsidenschaft vun der europäischer Unioun un.

A sechshonnertdräi Deg schreiwe mer den éischte Januar 1999, deem Dag, op deem den Euro agefouert gët, deem Dag, op deem déi lescht grouss europäesch Ambitioun vun dësem Joërhonnert Realität gët.

Nach néng'honnertachtasechzeg Deeg trennen eis vum éischte Januar 2000. Mir spieren haut schon, datt dat keen neutralen Datum as. Wann een neien Sekulum ubrécht, wann een neit Joërdausend a säin Ufank geet, dann ännert sech méi wéi nëmmen déi zwou éischt Zuelen vun der Joëresbezeichnung.

Wat sech alles ännere wäert, dat wësse mer haut nach nët ze soen. Datt sech viles ännere wäert, dat fille mer, wa mer an eis an an di aner erlauschten: d'Joër 2050 wäert dem Joër 1950 nët gläiche wéi eng Drëps där aner. De Spronk an dat nächst Joërhonnert wäert d'Welt an eis selwer méi staark a méi nohaltege verännere wéi de Saz, dee mer den éischte Januar 1900 gemaach hun.

Iwwert déi lëtzebuergesch Präsidenschaft vun der europäischer Unioun wëll ech haut nët vill Wieder verléieren. Zu Onrecht vläicht: vill Zäit, vill Energie a vill Iwwerlees gin zanter Méint an hir Virberedung investéiert. Mee Äer Chamber huet viru Wochen, am Kader vun der äussepolitescher Debatte, dës Laangen an dës Breden doriwwer Rieds gehat.

Jhust e puer Bemierkungen wëll ech maachen: e puer Bemierkungen, déi lech op een Neis solle weise wourëms et geet a wat op eis zoukënt.

Mir wäerten eis Efforten mat den Ustrengunge vun dene verbannen, déi alles wëlle maachen, fir datt d'Regierungskonferenz, déi de Maastrichter Vertrag iwwerpréift, de 16. an de 17. Juni zu Amsterdam mat Erfolleg kann ofgeschloss gin. D'hollännesch Rotspräsidenschaft huet gutt geschafft, vill Phantasie a Kompromësswëllen ënner Beweis gestallt. Et wir hier –

an eis – ze wënschen, datt hier Aarbecht dee verdéngte Succès géif begéinen.

Op eis Präsidenschaft kënnt am Fall vu positiven Amsterdammer Noriichten d'Aufgab zou, d'Erweiterung vun der europäischer Unioun no Ost- a Mëtteleuropa op de Wee ze bréngen. Dës Erweiterung as noutwendeg, wa mer de kontinentale Friden an den nächsten honnert Joër wëllen erhalen. Dës Erweiterung gët schwierig, well mir musse Länner unenee schweessen, déi zwar all al europäesch Natiounen vu fréier hir sin, mee déi e grausamen Dekret vun der Geschicht wäit vun eis ewech gedroen huet. Dofir muss d'Erweiterung gutt iwwerluegt a propper op d'Streck bruecht gin. A spéitestens engem Joër wäert eng Majoritéit vu Lëtzebuerger däitlech géint d'Erweiterung Stellung huelen. Och da muss nach gëllen: d'Opmaache vun der Unioun fir déi nei europäesch Demokratien as keng Méiglechkeet, si as eng Noutwendegkeet.

D'Präsidenschaft ergeet sech awer nët an dem Festleë vun enger ugemiessener Erweiterungsmethod. Si muss och dat europäesch Alldagsgeschäft meeschteren. Och dat as schwéier. Och dat as ustrengend. Och dat belaascht eis bis hannenhin. Mir musse wëssen: formal präsidéiert d'Regierung, optimal präsidéiere mer awer nëmme wa mer alleguer präsidéieren a wa mer während där Zäit een op deem anere Rücksicht huelen. D'demokratesch Partei huet duerch de Mond vum Här Grethen wësse gelooss, si géif d'Regierung während der Présidence méi duuss upaaken. Ech fannen dat nët selbstverständlech, an ech wëll dofir déi Ausso vun där gréisster Oppositionspartei als ee korrekten, fairen a responsable Geste würdegen. Et mécht äis eis europäesch Saach méi liicht.

D'Währungsunioun kënnt mat Sécherheet. A si kënnt mat Sécherheet termingerech fir den éischte Januar 1999.

Mir hun hei am Land d'Chance, datt déi dräi grouss Parteien de Wee an d'Währungsunioun zesumme wëlle goen. Och hei verdingt d'demokratesch Partei Unerkennung dofir, datt se zu kengem Moment probéiert, aus der verständlecher Onsicherheit vun de Leit politesch Kapital wëllen ze schloen. Ech menge

souguer soen ze kënnen, dat och vill anerer hei am Haus grondsätzlech d'Währungsunioun als ee richtege Wee ugesin, och wa mer an de Nuancen nët op alle Punkten enger Menung sin.

Mir hun och d'Chance, datt mer ëm eisen Anzuch an d'Währungsunioun nët ze baange bräuchen. Lëtzebuerg as op den Dag vun haut dat eenzegst Land, dat sech ouni Awänn fir d'Währungsunioun qualifizéiert. Dës Tatsaach – dat mierken ech op der Rees a beim Liese vun den auslänneschen Zeitungen – huet eisem klengen Land ee groussen Prestige gin. Eis felerlos Qualifikatioun as och de Beweis fir d'fundamental richteg Ausrichtung vun der Finanzpolitik vun der leschte fofzëg bis zwanzeg Joër.

D'Regierung as iwwerzeegt dervun, datt eng signifikativ Grupp vu Memberstaaten bis zum Enn vum Joër d'Zugangskriterien zur Währungsunioun erfëlle wäerten. Dat gëllt fir Däitschland sougutt wéi fir Frankräich. Dat zielt och fir eise belsche Noper, deen an der leschte Joren eng aussergewöhnlech Konsolidierungsleeschtung vollbruecht huet. Dës Leeschtung huet wiesentlech zur Stärkung vum belsch-lëtzebuergesche Frang bäigedroen a mécht der Belsch de Wee an den Euro op.

Och d'Währungsunion wäert d'Präsidenschaft an Otem halen. Och si muss grëndlech a mat sécherer Hand virbereet gin. Heibäi dierf eis kee Feler ënnerlafen. Mir müssen méi wéi eemol Brécke bauen tëscht ënnerschiddlechen Opfassungen an ënnerschiddleche Sensibilitäten. Ech mengen, mir kënnen dat.

Mee d'Währungsunion as keen Zil u sech. Si geet sech selwer nët duer. Si muss esou gemaach gin, datt se de Wuestum undreiwelt an d'Beschäftegung stäipt.

Si bräuch och d'Uleë vu korolläre Folgepolitiken.

Mir hun d'lescht Joër hei erklärt, fir wat mer am Währungseuropa eng Steuerharmoniséierung bräuchen, déi méi wäit geet wéi déi, déi mer haut kennen. Europa bräuch eng méi eng Koordinéierung vu senger Steuersystemer, eist Land bräuch se genau esou. Ech soen aus aktuellem Anlass nach eng Kéier ganz kloer: eng Steuerharmoniséierung, déi sech op d'Harmoniséierung vun der Kapitalertragssteuer beschränkt, stéisst op engeresche Lëtzebuerger Widerstand. Eng gutt iwwerlechte Steuerharmoniséierung awer, déi all Aspekter vun ongesonderter Steuerkonkurrenz begräift, ka mat eiser Zoustëmmung rechnen. Mir wäerte während eiser Présidence eng zolidd Initiativ an deem Beräich huelen. Elo scho probéiert de Budgetminister, den Här Fischbach, d'Aarbechte vun der sougenannter Monti-Grupp an déi Richtung zu orientéieren.

Mee och d'Sozialpolitik bräuch an Europa een neie Wand. Ween d'Steuerharmoniséierung wëllt, well en den onfaire steuerleche Wettsträit wëllt ënnerbannen, as nëmme gläawwierdeg, wann en och de sozialen

Dumping duerch eng méi breet Sozialharmoniséierung erschwéiert. Op deem Punkt wäerte mer eis Partner testen.

Och heiheem muss d'Euro-Zäit preparéiert gin.

Mir müssen eis Betriber op hirem Wee an den Euro ënnerstëtzen. Ech hu gesot: eis Betriber. Dat heescht, datt nët nëmme d'Banken mee och d'Industrie an der Mëttelstand eng staatlech, dat heescht eng steuerlech Begleitung bräuchen.

D'Betriber müssen hir Informatik an hir Logiciellen adaptéieren, mussen Material ersetzen an hir Clienten informéieren. Dës Käschte riskéiere besonnesch während der Transitivitéitszäit virum dem definitiven Ëmstellen op den Euro ganz héich ze sin. Déi Käschten, déi aus der Aféierung vum Euro resultéieren, kënnen iwwert adäquat Dotatiounen linear op een Euro-Provisiounskont etaléiert gin. D'Betriber kënnen och fir ee forfaitaire Regime optéieren an deem se eng järelech forfaitaire Dotatioun an der Héicht vun 2 Prozent vum Montant vun den administrativen „frais généraux“ op een Provisiounskont affektéieren.

Dës Moossname gëlle rückwirkend op d'Joër 1996. Dem Stat gin domat ongeféier 2,5 Milliarden Steieren an dräi Joër verluer.

Keen anert Land an Europa gesteeht senger Betriber esou eng wäitreechend Ënnerstëtzung bei der Aféierung vum Euro zou.

Ee lescht Wuert zum Euro: et as de Wunsch vun der Regierung, datt d'Chamber sech virum Antrëtt vu Lëtzebuerg an d'Währungsunion an enger spezieller Debatte mat dieser epochaler Decisioun befasst. Dës Decisioun as epochal, well se kann nët méi rückgängig gemaach gin. Wann d'Lëtzebuerger hire Frang duerch den Euro ersetzen, wësst se gäer, wat hir gewielte Vertrieber dovun halen.

Ech hun elo vill vum Euro geschwat a gewisen, a wat fir enger Form datt d'Regierung eise Betriber, och de Banken, de Wee vereinfache wëllt.

Selbstverständlech komme mam Euro nei Eräufuerderungen op d'Finanzplaz zou. A ville Rieden a Beiträgen hu mer duergeluecht, fir wat datt mer mengen, datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg hir Plaz an der Euro-Sonn wäert fannen.

D'Akteure vun der Finanzplaz wëssen datt d'Spekuléieren op d'Opgoe vu weidere Steiernische keng adäquat Zukunftsstrategie as. Eng Finanzplaz wéi eis muss aus hirem Know How, hirem Service, hirem Kënnen an hiren originellen Produkter hir Trëmp an hir Argumenter maachen. D'Regierung an d'Chamber hu fir en internationalt kompetitivt steuerlecht Umfeld ze suergen. De Rescht müssen d'Banken selwer maachen. A si kënnen dat och.

D'Finanzplaz as déi lescht Deeg, besonnesch an der Belsch, an d'Schlagzeile geroden. Et waren dat negativ

Schlagzeilen, déi der Finanzplaz sollte schueden an déi ee Schied op eist Land geworf hun.

Mat enger Frenesie, déi ech als ongesond wëll astufen, fale verschidde belsch Presseorganer an och vereenzelt belsch Politiker iwwer d'Finanzplaz hier. Eis Plaz gët akkuséiert, eng Dréi- an Aangelscheif vum Wäiswäsche vu kriminelle Gelder ze sin.

Dës Beschëllungen entbiere jidder Grondlag.

Mam Gesetz vum 5. Abrëll 1993 hu mer een effikast Instrument géint d'Wäiswäschchen ugeholl. Et geet méi wäit, wéi déi einschlägeg europäesch Direktiven, et geet méi wäit wéi d'Gesetzer vun eenzelne vun eisen Noperen, et geet méi wäit wéi d'Rekommandatiounen vum GAFI, dat heescht där kompetenter OECD-Instanz. An hirem leschten Evaluatiounsrapport huet dës Instanz der Regirung, der Justiz an dem Bankesektor attestéiert, d'Wäiswäschchen resolut ze bekämpfen. Och den „International Narcotics Control Strategy Report“ vum US-Congress hält fest, datt Lëtzebuerg d'Wäiswäschchen aggressiv bekämpft.

Mir hun eng Initiativ geholl, déi d'Domiziliatioun vun den Holding-Gesellschaften méi streng regelt. Anerer hun dat nach ze maachen.

Mir hun ee Projet de loi abruecht, deen d'Legislatioun iwwer d'Wäiswäschchen op all Verbrieche ausdeent. Mir gin heimat méi wäit wéi eis Noperen, och méi wäit wéi eis belsch Noperen.

Mir hun ee Gesetzesprojet ënnerwee, fir d'Ofwéckele vu Waffegeschäfte op eiser Finanzplaz ze verbidden. Déi, déi eis moralesch Lektione gin, sollen an hire Länner dat selwecht maachen, och wann hir Banken an hir Waffefabrikanten sech dergéint wieren.

Och bei der internationaler Justizsummenaarbecht gët esou gemaacht, wéi wa mer eis der Kooperatioun gëngen verweigere. Or, vun 392 Entraide-Demanden, mat denen eis Justiz 1996 befaasst gin as, sin der 344 exekutiert gin. Déi 48 aner ware felerhaft abruecht gin.

D'Bankgeheimnis, dat mer nët opgi wäerten, kann a kriminellen Affären, der lëtzebuergescher Justiz nët opposéiert gin.

Mir hu kee schlecht Gewëssen, well mir hun ee gud-den Dossier.

Mir loossen nët zou, datt eist Land systematesch duerch den Dreck gezou gët. Eis Finanzplaz leeft nët vun der Kriminalitéit, vum Wäiswäschchen a vun de Waffegelder. Si as keng éischt Adress fir Steuerhannerzéier.

Déi, déi mengen, de Lëtzebuurger Finanzminister mat dese Methoden an der europäescher Steuerharmonisierungsdebatt kleng ze kréien, wäerte sech nach wonneren.

Den Euro kënnt den 1. Januar 1999 a kuurz Zäit duerno gët dat nächst Joërhonnert agelaut.

Wéi geet et virun – elo an dann – mat eisem Land a mat senger Leit?

Ee Bléck op eis wirtschaftlech Perspektive liwwert eis éischt Äntwerten.

Mir rechne fir 1997 mat engem europäesche Wirtschaftswuestum vu liicht iwwer 2,5 Prozent, géint 2 Prozent nëmmen an Amerika.

Mir haten heiheem ee Wuestum vun 3,5 Prozent am Joër 1996. Fir 1997 geet de Statec dervun aus, datt mer ee reale Wuestum vun nobäi 4 Prozent kréien. All Enquête weisen, datt d'Bestellungsbücher sech nees fëllen an datt d'Produktiouns- an d'Präiserwaardungen gutt sin. De Bau kënnt nees zou sech, nodeem säin Emsatz am leschten Trimester 1996 ëm 20 Prozent par rapport zum leschte Trimester 1995 zrëck gaange war. Dee klengen Einzelhandel huet 1996 ee Réckgang vu 5 Prozent erliewt – dat as a bleiwt besuergniserregend a weist, datt de Privatkonzum nogelooft huet. De Grousshandel, dee 60 Prozent vun eisem Kommerz ausmécht, huet mat enger Progressioun vun 1,2 Prozent nëmmen eng liicht Expansioun am Joër 1996 kannt. D'Banken haten ee gutt Joër 1996, obschons ee muss gesin, datt d'Bilanzsumme sech nëmmen ëm 4,4 Prozent verbessert huet: dat as dat schlechteste Resultat zanter 1990.

An denen éischte véier Méint vun 1997 as eis Inflatoun op 1,3 Prozent zrëckgefall, géint 1,7 Prozent um Enn vum Joër 1996. Domat leie mer 0,3 Prozent ënner dem Duerchschnittsinflatounswäert vun eisen Haapthandelspartner. Fir d'ganzt Joër 1997 rechne mer elo mat enger Inflatoun vun nobäi 1,2 Prozent. 1998 ka se allerdéngs op 1,4 bis 1,5 Prozent erop klammen. Déi nächst Indextranch wäert esou an de lëschten dräi Méint vum Joër 1998 erfalen.

Dat alles weist: eiser Wirtschaft geet et allgemeng gekuckt zefriddestellend gutt, och wann eenzel Sektoren e bëssen, mee heiandsdo awer och zolidd hippen. Dat zielt besonnesch fir den Handel: d'Regirung léist op de Wunsch vum Sektor hin d'Méiglechketen ënnersichen, fir seng Kompetitivitéit ze verbessere.

D'Ofsécheren voire d'Verbessere vun der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie as eng permanent Suerg. Mir müssen de Standuert Lëtzebuerg festegen, ë wiederfest maache fir dene Stierm, déi d'Globaliséierung an déi verschäerften international Konkurrenz no sech zéien, kënnen ze widderstoën.

Vum Stat aus gekuckt as Standuertpolitik ëmmer och Steuerpolitik.

D'Regirung hat d'lescht Joër op deser Plaz een ambitiöse Steuerentlaaschtungsprogramm fir d'Betriber ugekënnegt. Déi deemools an d'Ae gefaasste Moossname sin ouni Ausnam a wéi d'lescht Joër am Mee geplangt am Laf vum Dezember 1996 ëmgesat gin: d'Reduk-

toun vun dem Kierperschaftssteiersaz op 32 Prozent, d'Ofschafung vun der Gewerbekapitalsteuer, d'Adéierung vun engem „abattement commercial“ fir d'Eenzelpersonengesellschaft, d'Erofsätze vun der „taxe d'abonnement“ op verschiddenen OPCen, déi 10prozenteg Steuerbonifikatioun bei der Astellung vu Chômeuren.

An deem mer dat gemaach hun, hu mer de wirtschaftleche Fong vum Land verstärkt an der Beschäftigungspolitik eng nei Chance gin.

Mir proposéieren der Chamber haut, op deem Wee virun ze goen.

Mir hate virgesin, d'Kierperschaftsteuer an Etappe vu 1997 bis 1999 vun 33 op 30 Prozent zrëckzeféieren. Fir 1998 waren 31 a fir 1999 30 Prozent uviséiert gin. Fir eiser Economie méi séier ee weideren Driw ze gin, schloe mer lech vir, de Kierperschaftssteiersaz 1998 nët op 31 Prozent, wéi geplangt, mee direkt an op ee Coup op 30 Prozent zrëckzehuelen. Dës Decisioun, wann d'Chamber hir Gesetzeskraaft géif gin, gët eiser Wirtschaft deen Opdriw, dee si elo bräuch.

Nodeem mer d'Kierperschaftsteuer op 30 Prozent ofgesenkt an d'Gewerbekapitalsteuer ofgeschafft hun, fällt déi nominal Besteuerung vun de Benefisser vu 40,29 Prozent am Joër 1995 op 37,45 Prozent am Joër 1998 erof, dat heescht ënnert déi duerchschnëttlech Besteuerung am OECD-Räum.

Mee et bleiwt, datt eenzel Länner – d'Schwäiz, Holland, Frankräich, England – generell oder sektoriell méi favorabel Steiersaz uwende wéi mir. Dofir hat d'Regierung d'lescht Joër schon ugekënnegt, iwwer komplementar Fiskalmoosnamen nozedenken. Äer Finanzkommissioun huet eis äusdrëcklech heiranner bestätegt.

Haut wëllt d'Regierung hiert Engagement vum leschte Joër konkretiséieren.

Mir mengen, nodeem mer proposéiert hun, d'Erofsatzung vun der Kierperschaftsteuer op 30 Prozent op d'Joër 1998 virzezéien, misst een all weider steuerlech Entlaaschtungsmoosname fir Betriber méi selektiv a méi cibléiert gestalten.

Vun zousätzleche Steiermoosname sollen nëmmen déi Betriber profitéiere kënnen, déi hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg ausbauen. D'Regierung as dervun iwwerzeecht, datt d'Konditioun, fir datt ee Betrieb séng Aktivitéit erweidert, an enger zolider a gesonder Eegemëttelbasis besteet.

Nun as et allerdéngs esou, datt d'Eegemëttele vun de Betriber der Verméigenssteuer ënnerleien. Dës Verméigenssteuer affektéiert d'Rentabilitéit vun den Eegemëttelen, demotivéiert d'Betriber also fir se ze erhéigen oder bréngt se derzou, si an d'Äusland ze delokaliséieren.

D'Regierung proposéiert lech nët d'Ofschafung vun der Verméigenssteuer, mee d'Neutraliséiere vun hirem anti-ekonomeschen Impakt.

Vun 1998 un sollen d'Betriber déi vun hinne bezuelte Verméigenssteuer op d'Kierperschaftsteuer imputéiere kënnen. Anescht äusgedréckt: d'Kierperschaftsteuer gët em déi bezuelte Verméigenssteuer verklengert. Mee ënnert enger Konditioun: fir vun dësem substantielle Steiergewënn kënnen ze profitéieren, muss de Betrieb een Deel vu séngem Benefiss re-investéieren, dat heescht e muss séng Eegemëttelen eropsetzen. Méi präzis: vun deem erwirtschaftete Benefiss muss een Deel, deen dat fënneffacht vun der entrichteter Verméigenssteuer äusmëcht, re-investéiert gin.

Ee Betrieb, deem séng Eegemëttelen ee Rendement vun z.B. 10 Prozent hun, kritt duerch dës Neierung, déi zu engem gesplëckten Kierperschaftssteiersaz op re-investéierte Benefisser féiert, séng Benefisser mat 32,45 Prozent besteiert géint 40,29 Prozent am Joër 1995. Och dës Moosnam dréit zur Konsolidéierung vun eiser Wirtschaftssubstanz bäi. Besser nach: si verëbreedert eis ekonomesch Substanz.

Dës Moosnam kennt de Kollektivitéiten zegutt a gët iwwert ee spezielle Mechanismus mat ähnlechen Effekten op déi Betriber äusgedeeent, déi nët der Kierperschaftsteuer, mee der Persounesteuer ënnerleien. Wéi schons d'lescht Joër hu mer d'Suerg, och de Mëttelstand an de Genoss vun dene Moosnamen trieden ze loosse, déi fir déi grouss Betriber agefouert gin.

Fir d'Kreditinstituter kënnert derbäi, datt d'Steierverwaltung hir Circulaire vun 1985 iwwert déi forfaitaire Provisioun fir den nët-Recouvrementsrisiko moderniséiere wäert.

Standuertpolitik as awer méi wéi nëmme Steierpolitik.

Standuertpolitik, dat heescht och Infrastrukturpolitik.

Vun 1996 bis an d'Joër 2000 investéiere mer 28 Milliounen an de Stroossebau, 9 Milliarden an d'Eisebunn an an d'Aviatioun, 17 Milliarden an déi sanitär a sozial Beräicher, 11 Milliarden an de Schoulbau, 6 Milliarden a Sport- an a Kulturprojeten, 9,5 Milliarden an d'Emwelt, 13 Milliarden an d'Wirtschaftsinfrastruktur. Dat si gewaltig Beträg, mee si sin onverzichtbar.

Standuertpolitik, dat heescht och Weiterbildungspolitik.

D'Berufsäusbildung an déi permanent Weiterbildung wuesse lues a lues an eng Bedeitung eran, déi si zu Standuertvirdeeler maachen, déi grad esou wichteg si wéi d'Steieren oder wéi d'Kotisatiounen. D'Betriber bräuche gudd ausgebildete Mataarbechter, si bräuchen och Aarbechtskräften, déi sech dauernd weiterbilden ze wëssen.

Dofir leet d'Berufsäusbildungsministerin, d'Madame Hennicot-Schoepges, lech nächstens ee Gesetzes-

projet iwwert d'Weiderbildung vir, deen all al an nei Froen an dësem Zesummenhang soll beäntweren.

Mee d'Weiderbildung huet een héige Präis. Mir musse e bezuelen, wa mer wëlle mat denen anere mathalen. Wa mer wëllen denen aneren eng Nues viräus sin, da musse mer do upaken, wou mer nach aleng Meeschter sin. Dat as de Fall bei der Weiderbildung, méi wéi bei de Steieren a wéi bei den anere Kaderbedéngungen vun eiser Economie.

Eis Betriber investéieren nët genuch an d'Weiderbildung. Während an den anere Länner am Regelfall dräi Prozent vun der Lounmass an d'Weiderbildung investéiert gin, sin dat hei zu Lëtzebuerg nëmmen 1,7 Prozent. Dat muss sech änneren, séier änneren. Eis Betriber mussen hire Weiderbildungseffort fazech verstärken, soss feelt et hinne mar u gudden an u motivéierte Mataarbechter.

Fir datt si dat méi liicht kënne maachen, proposéiert d'Regierung een dueblen Hëllésssystem: entweder optéieren d'Betriber fir eng direkt Finanzhëllef, also Budgetsubventiounen, oder fir ee Steierkredit, deen hir Ustrengunge steierlech urechent.

Wann d'Betriber 3 Prozent vun der Lounmass, also 8,5 Milliarden, an d'Weiderbildung investéieren, as de Stat bereet, sech mat 1,8 Milliarden un de Käschten ze bedeelegen. Investéiere se 3,5 Prozent vun der Lounmass, klëmmt séng Participatioun op 2,6 Milliarden d'Joër.

Déi Betriber, déi fir eng Steierbonifikatioun optéieren, kréien ee Steierkredit vun 10 bis 15 Prozent.

Däerf ech drop opmierksam maachen, datt an deene Länner, wou d'Betriber haut schon 3 Prozent vun der Lounmass an d'Weiderbildung investéieren, de Stat sech dacks iwwerhaupt nët un de Käschte bedeelegt? Mir wëllen dat awer maachen, well mer wëssen, datt d'Chance vun de Lëtzebuerger um Aarbechtsmaart vital vun hirer Qualifikatioun ofhénken.

Standuertpolitik, dat as och Fuerschungspolitik.

Mir hätten de leschten 9. März zéngjäeregt Bestoë vum Lëtzebuerger Fuerschungsgesetz kënne feieren.

Bei der Geleënheet vun dem Fuerschungsforum, deen d'Madame Hennicot-Schoepges am Hierscht 1996 lancéiert huet, as däitlech gin, datt mer eis Fuerschungsefforten verstärke mussen.

An der Moyenne investéieren déi öffentlech Hänn an de Länner vun der europäescher Union 0,85 Prozent vun hirem Bruttoinlandprodukt an d'Fuerschung. Zu Lëtzebuerg sin dat nëmme moer 0,08 Prozent. Mir wëllen eisen öffentlechen Investissement an d'Fuerschung bis an d'Joër 2003 op 0,25 bis 0,30 Prozent vun eise Bruttoinlandprodukt unhiewen. Dat heescht, datt mer an zéng Joër ongeféier 900 Milliounen zu deem Zweck bereet stellen. Dofir schafe mer een nationale

Fuerschungsfong, esou wéi d'Chamber dat och an enger Motioun virun zéng Joër verlaangt hat.

Dës Politik kann allerdéngs nëmmen da Fouss faassen, wa mer valabel an tragfäheg Projeten hun. Geld as nët alles: Iddeë si méi wichteg. Mir mussen d'Iddeën an d'Mëttelen do konzentréieren, wou mer staark sin: an de Beräicher Siderurgie, Audiovisuel, Telekommunikatiounen a Finanzwëssenschaften. Eng esou zilgelenkte Fuerschungspolitik kann och eis Äusbauwierleunge fir en drëtten universitären Zyklus nätzlech alimentéieren.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, sin d'Haaptelementer vun eiser Standuertstrategie.

Mir verbesseren d'steierlecht Umfeld vun eise Betriber, doduerch dass mer de Kierperschaftssteiersaz an engem Ruck vun 32 op 30 Prozent zrëckféieren. Mir neutraliséieren déi on-ekonomesch Impakter vun der Verméigenssteuer fir déi Betriber, déi hir Gewënner reinvestéieren. Mir gräifen de Betriber steierlech ënner d'Äerm bei der Virbereedung vun der Aféierung vum Euro. Mir stin de Betriber zur Säit, wann et drëm geet, hir Efforten am Weiderbildungsberäich ze verstärken. Mir sin do, wann et drëm geet, zesumme mat der Privatwirtschaft eis Fuerschungstrengungen ze muskléieren.

De Steierpak vum leschte Joër an déi an d'Ae gefaasste Moosname fir dëst Joër maachen d'lëtzebuerger Wirtschaft méi staark, sécheren d'Aarbechtsplazen of, loosse nei Aarbechtsplazen entstoen, schafe méi e frëndlecht Investitiounsklima zu Lëtzebuerg.

Déi Suergfalt, déi mer op d'Verbesserung vun den Aarbechtsbedéngungen vun eiser Wirtschaft verwenden, entspréngt an éischer Linn där méi breder Responsabilitéit, déi mer fir déi Leit ëmfannen, déi an eiser Wirtschaft schaffen an déi an eise Land wunnen. Ech wëll dofir och iwwert si, hir Problemer, hir Suergen, hir Méiglechketen an hir Chancen e puer Sätz soen.

Ee rezenten OECD-Bericht iwwert d'wirtschaftlech Situatioun zu Lëtzebuerg huet fir Oprengung gesuergt. Den iwweräus kriteschen Toun, déi onnuanciéiert Zwëschentéin, den allgemengen Zongeschlag vun deem Rapport hun hei zu Lëtzebuerg iwwerrascht. Si konnten nëmmen déi iwwerraschen, déi sech an der Vergaangenheet nët mat den Avisen vun den internationalen Wirtschafts- a Finanzorganisatiounen, mat den Aarbechten vun den OECD-Ministerréit a mat den Iwwerleunge vun der Bréisseler Kommissioun a leider heiandsdo och vum Ministerrot vun der Europäescher Unioun beschäftegt hun.

Den OECD-Bericht stellt der lëtzebuerger Politik an der lëtzebuerger Wirtschaft am grouse ganzen eng gutt Zensur aus. Eng wiesentlech besser Zensur wéi déi, déi aner Länner vun der OECD kritt hun.

Mee an där Beschreiwung, déi d'OECD iwwert eis Soziallandschaft ofliewert, fanne mer eis nët erëm.

D'OECD as der Opfaassung, d'Mindestlén zu Lëtzebuerg wieren esou héich, datt se sech negativ op d'Beschäftegung géngen auswierken. Si proposéiert dofir, d'Mindestlén ze kierzen a speziell Agangstariffer fir déi Leit festzeleën, déi eng Aarbecht sichen. Déi Paräiser Experten stin um Standpunkt, eist Aarbechtsrecht wier ze rigid a géif d'Betriber dovun ofhalen, anzestellen. Si féieren d'Uklamme vun der Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg op dësem Emstand zréck. Si proposéieren dofir dee rigide Kostüm vum zäitlech onbefristeten Aarbechtsvertrag op d'Säit ze leën an dee méi enke Kostüm vum Zäitaarbechtsvertrag unzedin. D'OECD mengt, eis Regelung vun der Deelzäitaarbecht géif de Betriber ze vill enk Grenze setzen. Si as der Menung, déi automatesch Indexéierung vun de Lén a vun de Gehälter géif eiser Ekonomie exorbitant Chargen operleën an hir Kompetitivitéit nohalteg stéieren.

Dës Iwwerleunge sin nët nei. Déi Rekommandatiounen, déi d'OECD mécht, kommen engem bekannt vir. Mir kenne si äus villen internationalen Diskussiounen, un dene mer mussen deelhuelen. Mir fannen se awer och erëm an de Fuerderungskataloge vu representative Patronatsorganisatiounen zu Lëtzebuerg.

Ech wëll hei widderhuele wat ech schon dacks gesot hun: d'Prekariséierung vun de Beschäftegungsverhältnisser, d'Zerschloe vum Aarbechtsrecht, déi wëll Dereguléierung, déi frenetesche Flexibiliséierung, kuurz, den Ofbau vum Sozialstat as keen Äuswee äus der europäescher Beschäftigungskris. D'Leit déi schaffen hu Recht op een anstännege Loun. Si hu Recht op ee garantéierten Aarbechtsvertrag, dee se laangfristeg ofsécher an hinnen d'Liewensperspektiven nët verspärt. Si hu Recht op eng Pei, déi der d'Deierecht ugepasst gët.

D'Konkurrenzfähegkeet vun enger Wirtschaft erhält een nët doduerch, datt een d'Loun- a Beschäftigungsverhältnisse vun de schaffende Leit fragiliséiert. D'Kompetitivitéit vun enger Ekonomie kann een nët géint d'Interesse vun de Leit, déi an hier schaffen, sécher stellen. D'Kompetitivitéit vun enger Ekonomie erhält een duerch eng permanent Verbesserung an Upassung vun de Standuertbedingungen. Et as fir dëse Wee, wou d'Regierung sech entscheed huet. An dofir geet se och nët op dee Wee, deen d'OECD virgezeichnet huet. Mir si fir de sozialen Embau do, wou en néideg as. Mir si géint den eesäitege sozialen Ofbau, denen äus ideologeschen a prinzipielle Grënn duergezou gët. Hie léisst keng Problemer. E schafft jhust neier. Mir sin hei nët an England, mir sin hei nët an Amerika, mir sin hei nët an Asien. Mir sin hei zu Lëtzebuerg. Mir hun eise soziale Modell, deen eise Land gutt zu Gesiicht steet. Mir hun eis Iwwerzeegungen a mir verlaangen nët, datt jiddferee se deelt.

Mir hun eis Gewunnechten a mir verlaangen nët, datt déi aner se iwwerhuelen.

E bëssen iwwerrascht war ech iwwer déi begeeschtert Zoustëmmung, déi den OECD-Bericht bei eenzelne Patronatsorganisatiounen fond huet. Ech hat gemengt, d'Patronatsorganisatiounen wiere frou driwwer, datt déi lëtzebuergesch Wirtschafts- a Finanzpolitik esou eng gutt Note kritt. Wäit gefeelt: déi lëtzebuergesch Patronen hu sech déi Rekommandatiounen, déi si regelmäseg un d'Regierung adresséieren an déi vun der OECD iwwerholl gi sin, regelrecht op der Zong zergoe gelooss. Anstatt mat verléiwten Aen no Paräis ze kucken, wier et besser déi offiziell Vertrieeder vum Patronat géifen sech emol mat dene kritesche Bemerkunge beschäftegen, déi d'OECD un hir Adress formuléiert huet. Dee kriteschen Hiwäis vun der OECD op dat zevill massivt Uklamme vun der Préretraite a vun der Invaliditéit zu Lëtzebuerg, trëfft virun allem d'Patronat. Et si jo ganz dacks Betriber, déi hir Effektiver doduerch ofzebaue versichen, datt se d'Leit a Préretraite schécken oder hinnen noleën an d'Invalidépensioun ze goen. Et si jo Betriber, déi sech quasi konstant weigere, Leit iwwert 50 Joër eng nei Chance um Aarbechtsmaart ze gin. Da bräuch ee sech nët ze wonneren, wann d'Leit iwwert 50 Joër probéieren, Betriber esou séier wéi méiglech ze verloossen. D'Regierung wäert sech intensiv mat den Observatiounen vun der OECD iwwert déi invaliditéitsbedéngte Pensionéierung beschäftegen.

D'Erörterung vum OECD-Bericht iwwert déi wirtschaftlech an déi sozial Situatioun hei zu Lëtzebuerg bréngt mech derzou, mech mat der Lag op eise Aarbechtsmaart ze beschäftegen.

Et kann een et dréien a kéiere wéi ee wëllt: trotz alle Moosnamen, trotz allen Ustrengungen, trotz alle Beméiungen, déi vun der Regierung, vum Stat a vun de Sozialpartner ënnerholl gi sin, as d'Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg 1996 schaarf ugeklommen. Sécher: am leschte Mount as se ëm 6 Prozent zréckgang. Dat as awer keng Uursaach fir Entwarnung ze gin, well an e puer Méint riskéiert de Chômage erëm unzeklappen.

Et as an dene leschte Méint vill iwwert d'Situatioun op eise Aarbechtsmaart gesot a geschriwwen gin. Et si wéineg Virschléi gemaach gin, wéi ee kënnt méi wierksam géint d'Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg virgoen.

Scholdzouweisungen hëllefen eis nët virun. Polemiséiere bréngt kee weider. Scholdzouweisungen a Polemik schafe keng Aarbechtsplazen. Si hëllefen och kengem, eng Aarbecht ze fannen.

Haaptverantwortlech fir den Aarbechtsmaart as den Aarbechtsminister. Doriwwer si sech all Kommentateuren eens. Et huet kee Wäert d'Fro ze ënnersichen op dat esou as. Well och wann ech haut an hei géif

beweisen, datt et nèt esou wär, géif dat näischt drun änneren, datt d'Haaptverantwortung beim Aarbechtsminister leie bleiwt.

Wéi gesäit de Bilan op eisem Aarbechtsmaart aus?

Mir hun an Europa a wäit iwwert Europa eräus déi niddregsten Aarbechtslosegkeet. 40 Prozent vun den Aarbechtslose si manner laang wéi dräi Méint um Arbeitsamt ageschriwwen. Zweek Drëttel vun den Aarbechtslose si manner laang ewéi sechs Méint ouni Aarbecht.

D'Placéiere vu jhust engem Drëttel vun den Aarbechtslose stellt e reelle Problem.

Mir hun am zréckleiede Joër eis Beméiunge verstärkt, aktiv beschäfigungspolitesch Moosname mat den „Demandeurs d'emploi“ a mat de Beneficiairen vum RMG duerchezéien.

Mir hun d'Hëllëfe verduebelt fir déi Gemengen, déi jonk Aarbechtsloser astellen.

D'Arbeitsamt an de Berufsäusbildungsservice vum Edukationsministär hun eng helle Wull vu komplementare Formatiounen an denen zréckleiede Méint ugebueden.

D'Arbeitsamt huet eng Informatiouns- a Sensibiliséierungskampagn duerchgefouert, fir d'Betribber derzou ze bréngen, hir offe Plazen um Arbeitsamt ze mellen. D'Zuel vun de gemellten Aarbechtsplazen as am Joer 1996 an d'Luut gaang. Trotzdem huet d'Arbeitsamt 700 Betribber oder Etablissementer musse verwarne well se hir offen Aarbechtsplazen nèt um Arbeitsamt gemellt hun.

A ville Sätzungen hun d'Vertrieder vum Arbeitsamt oder ech selwer, déi Verantwortlech vun dene groussen Industriebetriebe op d'Noutwendegkeet opmierksam gemaach, bei den Astellung vum neie Leit de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart prioritär ze bedingen.

Mir hun zesumme mat de Membere vum bestännege Beschäfigungskomitee eng breet Informatiouns- an Explikatiounskampagn lancéiert. Dës Kampagn leeft ënner dem Motto: „un emploi pour chacun, une nécessité pour tous“. Si huet ugangs Mäerz vun dësem Joër ugefaang an dauert bis un d'Enn vum Joër 1997. Mir hu fënnf Brochure gedréckt, fir d'Arbeitsamt méi bekannt ze maachen a fir iwwert séng Missiounen a séng Servicer ze informéieren. Mir publizéieren Annoncen an der geschriwwener Dagespress. Mir hu Sensibiliséierungsaaffichen un déi öffentlech Etablissementer an un d'Gemengen ausgedeelt. Mir diffuséiere Spotten um Radio, op der Televisioun an am Kino.

Mir hu Placeure vum Arbeitsamt op temporär Stagen an d'Personalofdelunge vun de groussen Betribber geschéckt, a mir hun déi Verantwortlech vun de Personalbüroer vu groussen Betribber fir eng lwwerangszäit am Arbeitsamt beschäftegt. Mir hun dat

gemaach, fir datt déi eng d'Aarbecht vun den anere besser kenneléieren.

Mir verstärken de Service „Placement“ vum Arbeitsamt mat Leit, déi aus dem Privatsektor kommen an déi sech am Vermëttele vun Aarbechtslosen äuskenne.

Mir hun déi regional Agencen vum Arbeitsamt personalméisseg verstärkt.

Den Informatiksystem vum Arbeitsamt as moderniséiert gin. De psycho-sozialen Encadrement vun de Chômeuren, besonnesch vun de Laangzäitchômeuren, as staark verbessert gin.

D'Servicer vum Arbeitsamt si méi personaliséiert gin.

D'Formatioun vun de Placeuren as intensivéiert gin.

Déi gebeilech Infrastrukture vum Arbeitsamt presentéiere sech haut wiesentlech besser wéi nach virun engem Joër.

Mir hun d'Arbeitsamt engem internen an engem externen Audit ënnerworf an am stännege Beschäfigungskomitee d'Konklusiounen doräus gezun. D'Arbeitsamt gët nèt privatiséiert, mee am Kader vum „service public“ opgerëscht.

De stännege Beschäfigungskomitee huet sech am Joër 1996 fënnf Mol, an am Joër 1997 dräimol zesumme gesat, fir iwwert d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart ze berotschoen.

Mir hun am Joër 1996 an an den éischte Méint vum Joër 1997 an enker Zesummenaarbecht mat deene verschiddensten Entreprises sougenannten Informatiounsatelieren fir d'Chômeuren organiséiert. Während dem Joër 1996 hun esou 23 Atelieren stattfand.

Am Januar 1997 hu mer véier grouss Placementsaktiounen virgeholl. 347 Chômeuren an „Demandeurs d'emploi“ sin ugesprach gin. 265 hu sech presentéiert. 82 hu gefeelt.

Am Mount Februar hu mer, am Kader vu gréissere Placementsaktiounen, 113 Chômeuren an „Demandeurs d'emploi“ assignéiert. 90 sin der komm. 23 hun der gefeelt.

Am Mount Mäerz vun dësem Joër hu mer 305 „Demandeurs d'emploi“ a Chômeuren am Kader vu gréissere Placementsaktiounen assignéiert. 227 sin der komm. 78 hun der beim Appell gefeelt.

Bei dene gréissere Placementsaktiounen, déi mer am Januar, am Februar an am Mäerz duerchgefouert hun, as ee Véierel vun den „Demandeurs d'emploi“ a Chômeuren, dene mer wollten eng Chance gin, nèt ugetratt.

Jiddferee mécht Feler. Nët nëmmen den Aarbechtsminister. Iwwerall gët et Mängel. Nët nëmmen um Arbeitsamt an nët nëmmen um Aarbechtsministär.

Mir haten d'lescht Joër am Summer eng Beschäftigungspolitesch Debatt hei am Parlament. D'Regierung schléit Iech vir, och an dësem Joër, Iech am Kader vun enger Aktualitéitsdebatt mat der Situatioun um Aarbechtsmaart ze beschäftegen. Ech hannerleën Iech haut een éischte Rapport a Virberedung op déi Debatt. Ech hale mech prett, fir an der Sozialkommissioun vun der Chamber zu deem Rapport an zu aneren Iwwerleunge Stellung ze bezéien. Ech sin der Meinung mir sollen heibannen am Summer iwwert d'lëtzebueresch Beschäftigungspolitik erëm eng Kéier zesummen débattéieren. All Virschlag, deen zur Besserung op dem Aarbechtsmaart bäidréit, gët vun der Regierung iwwerholl. Mir sollten eis bei dëser Geleënheet och doriwwer ënnerhale, wat mer kënnen maachen, fir eis Aarbechtszäitorganisatioun besser un d'Emstänn vun haut unzepassen. Ech hoffen, datt déi Gespréicher, déi d'Sozialpartner ënnereneen zu deem Themekrees féieren, virum Enn vum Joër ee negociéiert Resultat bréngen. Sollt dat net de Fall sin, behält d'Regierung sech d'Recht vir, eng egen Initiativ ze huelen.

Dat wat d'Regierung ka maachen, fir méi Beschäftigung an deem Beräich erbäi ze féieren wou se aleng zoustänneg as, dat heescht beim Stat, wäert se maachen. D'Fraeministesch, d'Madame Jacobs, an de Minister vun der Fonction Publique, den Här Wolter, si chargéiert d'Méiglechketen, fir Deelzäitaarbecht am Staatsdéngscht ze leeschten, ze vergréisseren. Zu deem Zweck as ee Questionnaire un all öffentlech Bedéngschtet verschéckt gin.

Dat wat d'Regierung ka maache fir denen ze hëllefen, déi besonnesch brutal ënnert der Verschlechterung op eisem Aarbechtsmaart leiden, wäert se maachen. Dat gëlt besonnesch fir déi Arbeitnehmer, déi am Kader vun enger Faillite entlooss gin. Den Aarbechtsminister huet d'Instruktioun gin, hinnen iwwert de Wee vun Avancen fir Indemnitéite méi séier auszebezuelen.

Ech hoffen, datt mer zu dësem an zu aneren Elementer interessant Gespréicher am Summer heibanne kréien.

Här Prääsident,
Dir Dammen an Dir Hären,

Mir hun op den éischte Januar 1991 eng grouss Steuerreform a Kraaft gesat. Si huet d'Besteuerung vun de Privatpersounen méi gerecht gemaach, huet der Leeschtungsfähegkeet besser Rechnung gedroen an d'Steierbelaaschtung generell no ënne gedréckt.

Déi Steuerreform, déi jo deelweis staark ëmstridde war, hat ee positiven Afloss op eise Wirtschaftswuestum, grad an deem Moment wou mer eis mat enger ausgeprägter konjunktureller Verflachung erëmgeplot hun.

Siwe Joër duerno as de Moment komm, fir eng nei Tarifverännerung virzehuelen. Ech schwätze bewusst vun enger Tarifännerung, well d'Regierung proposéiert

Iech haut een neien Tarif. Aner, méi kleng äusserartefleche Ännerunge schloe mer am Hierscht vir. Da proposéiere mir och eng staark Erhéijung vun dem Abatement fir Haushaltspersonal. An dësem Beräich kënnen nei Aarbechtsplazen entstoen.

Mir streide mat kengem driwwer, ob dat wat mer haut proposéieren eng echt Steuerreform, een einfache Steuerpak oder ee Steuerpak mat Reformelementer as. Ech mengen, et wier dat lescht. Mee jiddferee soll sech séng Meinung doriwwer selwer bilden.

Zanter Joëren gët elo schon no Steuererliichterunge geruff. Net ganz zu Onrecht: d'Steierlaascht as déi lescht Joë real geklommen, well mer de Barème net regelmäseg un d'Inflatioun ugepasst hun.

Et gët Parteien a Gewerkschaften, déi hun déi Upassung Joër fir Joër verlaangt. Anerer hu se nëmmen heiansdo gefuerdert. Keen huet verlaangt, d'Steieren dierften net erof gesat gin. Keen huet gesot, si missten erhéicht gin.

Eenzelner hun der berechtigter Suerg Äusdrock gin, duerch déi d'lescht Joër hei annoncéiert Steuerreduktiounen dierft d'Finanzkapazitéit vum Stat net beschiedeg gin. Keng Angscht: och de Finanzminister an de Budgetminister hun déi Suerg. Ee Finanzminister proposéiert d'Steuererliichterungen net mat liichtem Härz. E proposéiert dat, wat noutwendeg as, net méi an net manner.

Fir datt ee Stat ka gutt funktionéieren, hiewt e Steieren op an e bedéngt domat déi verschiddenste Politikberäicher. Mee de Stat funktionéiert schlecht, wann e sénge Bierger zevill héich Steiere freet. Dat as de Stoff aus deem ee Steuerpolitik mécht: esou héich Steiere wéi néideg, an net esou vill Steiere wéi méiglech.

Ech weess: um Enn vum Lidd mengen déi eng, et wier méi oder manner néideg an et wier méi oder manner méiglech gewiescht. Dat wäert ëmmer esou sin. Ee Finanzminister muss mat där duebler wann och widersprénglecher Kritik ze liewe wëssen.

1992, 1994 an 1995 hu mer den Tarif un déi jeweilech Inflatioun ugepasst.

1993, 1996 an 1997 hu mer déi Tarifadaptatioun ënnerlooss. Hätte mer se gemaach, hätte mer ee Steueranfall vu 5,6 Milliarde verzechent.

Mir hu se net gemaach, well mer duerch d'Integratioun vun den Inflatiounseffekter nëmmen onscheinbar Tarifosenkunge realiséiert hätten. Déi steierfräi Minimaën hätte käum bougéiert.

Elo hu mer méi Sputt fir méi breed Tarifadaptatiounen mat streckeweis reellem Reformcharakter kënnen duerchzéféieren.

Mir proposéieren Iech eng Tarifreform, déi eng Steuerentlaaschtung vu 7 Milliarde bréngt – 1,4 Milliarde méi

wéi dat wat „geschëllt“ as –, wéi verschiddener sech am Virfeld vun dëser Debatt ausgedréckt hun.

Vun dene 7 Milliarden erfalen der am Budgetsjoër 1995 genau 5.

Mir hun eis bei där Tarifreform, déi mer lech virschloe, vun e puer allgemengen Iwwerleunge lede gelooss, déi wirtschaftlech, akommespolitesch a sozialpolitesch Sënn machen.

Deen neien Tarif muss an eis aarbechtsmaartpolitesch Landschaft passen. Déi méi niddreg Léin solle steierlech entlaascht gi fir datt déi, déi keng Aarbecht hun, besonnesch déi onqualifizéiert ënnert hinnen méi liicht eng Aarbecht fannen.

Deen neien Tarif soll leeschtungsfrëndlech sin. Déi Leit, déi méi verdéngen an déi dofir méi Steiere bezuele, däerfen d'Loscht un der Aarbecht an d'Loscht un der Leeschtung nët verléieren. Ee leeschtungsfrëndlechen Tarif as een Element vun enger gutt duerchduechterer Standuertpolitik.

Deen neien Tarif soll familjen- a kannerfrëndlech sin. Familje mat Kanner hu méi Laaschte wéi Familien ouni Kanner. De Steiertarif muss deem Rechnung droen.

Deen neien Tarif soll sozial gerecht sin. Déi, déi wéineg verdénge solle wéineg Steiere bezuelen. Déi, déi méi verdénge solle progressiv, a lues a lues, méi Steiere entriichten.

Deen neie Steiertarif soll eng Netto-Entlaaschtung fir all Steierzueler bréngen. D'Finanzéierung vun der Pflegeversécherung dierf fir kee Steierzueler zu enger Méibelaaschtung féieren.

Et as nët méiglech, am Kader vun dëser Erklärung op all Detail vun der envisagéierter Tarifreform anzegoen. D'Regierung déposéiert d'nächst Woch ee Projet de loi, deen déi geplangten Tarifreform emsetze soll. Et as eise Wunsch, datt d'Chamber dee Projet de loi nach am Laf vum Mount Juli stëmmt. Dann hu mer Geleënheet iwwert all Elementer vun dëser Tarifreform ze diskutieren. Et verspricht eng interessant Debatt ze gin. D'Demokratesch Partei huet virgëschter hir Propositione gemaach. Nët alles wat d'demokratesch Partei proposéiert huet, kann ee maachen. Villes huet se awer richtig erkannt. Mir mussen hir Propositione mat eise Propositione vergläichen an dann déi richtig Schlussfolgerungen zéien.

Déi nei Tarifstruktur, esou wéi d'Regierung se gesäit, enthält folgend Kärelementer.

1. Mir wëllen déi niddreg Akommes a virun allem déi niddreg Gehälter steierlech staark entlaaschten.

Dofir erhéige mer de steierfräie Minimum vun 243.600 op 270.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vu 26.400 Frang oder vun 10,84 Prozent am Verglach zum aktuellen Tarif. Doduerch datt mer den Existenzminimum

wëlle steierfräi gestalten, as een Akommes bis zu 361.000 Frang an der Steuerklasse I vum Jonggesell steierfräi. Dat huet zur Konsequenz, datt an der Steuerklasse IA an an der Steuerklasse II all besteuert Akommes bis zu enger Héicht vu 641.000 Frang steierfräi bleiwt.

Wann een dat steierfräit Akommes vun 243.600 Frang am aktuellen Tarif vergläicht mat deem steierfräie Akommes wat duerch Nëtbesteuerung vum Existenzminimum zustane kënn, stellt ee fest datt dat effektivt steierfräit Akommes vun 243.600 op 360.000 Frang uklëmmt. Dat as eng Erhéigung vun 116.400 Frang oder vu 47,78 Prozent par rapport zu haut.

An der Steuerklasse IA an an der Steuerklasse II klëmmt den Niveau vun dene steierfräien Akommes ëm 152.800 Frang oder ëm 31,36 Prozent fir een Niveau vu 640.000 Frang ze erreechen.

Fir ze verhënneren, datt een Akommes wat jhust iwwert 360.000 Frang an der Steuerklasse I oder jhust iwwert 640.000 Frang an der Steuerklasse IA an an der Steuerklasse II läit, an dat mam normale Basistarif besteiert gët exzessiv Formen unhëlt, gët proposéiert keng Steuer opzehiewe wann d'Ophiewe un där Steuer zur Folleg hätt, datt de Revenu no Steieren ënner 360.000 Frang an der Steuerklasse I oder ënner 640.000 Frang an der Steuerklasse IA an an der Steuerklasse II géif falen.

2. Deen neie Steiertarif soll leeschtungsfrëndlech sin.

Dofir féiere mer den Agangssteuersaz vun 10 op 6 Prozent zrëck. Déi méi niddreg Akommes a Gehälter gin also vun Ufank u wiesentlech méi niddreg besteiert. D'Reduktioun vum Agangssteuersaz vun 10 op 6 Prozent entsprécht enger Baisse vu 40 Prozent.

Déi éischt Tranche vum Tarif gët op enger Breet vu 84.000 Frang mat 6 Prozent besteiert. Déi Akommes-tranchen duerno hun eng gläich Breet vun 69.000 Frang. De marginale Steuersaz gët fir all Tranche linear 4 Prozent gesenkt. D'Akommestanchen behalen eng Breet vun 69.000 Frang bis zu enger virleschter Tranche, déi mat 44 Prozent besteiert gët an déi sech vun 1.320.000 Frang bis zu 2.640.000 Frang erstreckt. Vun 2.640.000 Frang un applizéiert sech dann an der Steuerklasse I vum Jonggesell eng Steuer vu 46 Prozent.

Mir hun haut ee Spëtzesteuersaz vu 50 Prozent, dee sech an der Steuerklasse I vum Jonggesell ab engem besteuertbaren Akommes vun 1.388.400 Frang uwent. Mir hun an Zukunft ee Spëtzesteuersaz vu 46 Prozent, dee sech an der Steuerklasse I vum Jonggesell ab engem Niveau vun 2.640.000 Frang applizéiert.

Op d'Steuerklasse II, d'Steuerklasse vun dene bestuetene Leit iwerdroen, ergët dat folgend Bild: an der Steuerklasse II hu mer haut ee Spëtzesteuersaz vu 50 Prozent ab 2.776.000 Frang. An Zukunft applizéiert deen neie Spëtzesteuersaz vu 46 Prozent sech ab engem besteuertbaren Akommes vu 5.280.000 Frang.

Dësem Spätzesteiersaz vu 46 Prozent ënnerleie 5.500 Steuerzueler. Déi iwweräus grouss Majoritéit awer vun de Steuerzueler bezillt maximal 44 Prozent Steieren op all Frang, dee si méi verdéngen.

3. Mir wëllen ee familjen- a kannerfrëndlechen Tarif.

Mir proposéieren d'Kannergeld ëm 12.000 Frang pro Kand unzehiewen. Domat kommen och déi Famille mat Kanner, déi keng Steiere bezuelen an de Genoss vun enger Verbesserung vun hirem Netto-Akommes.

Mir féieren de steierleche Kannerfräibetrag vun haut maximal 60.000 Frang op 48.000 Frang zrëck. Déi Familien, fir déi de Kannerfräibetrag vu 60.000 op 48.000 Frang zrëckgeet, kréien déi 12.000 Frang, déi se duerch dës Reduktioun als Steiergewënn verléieren, kompenséiert duerch déi parallel Erhéigung vum Kannergeld ëm 12.000 Frang.

Déi Kannersteiermoderatioun vun 48.000 Frang – an dat as eng grouss Neierung, déi de kannerfrëndleche Charakter vun dëser Tarifstruktur ënnersträicht – soll an Zukunft uniform applizéiert gin. Sou bezuelen an Zukunft d'Steuerzueler aus de Steuerklassen IA an II mat Kanner am Stot déi selwecht Steuer wéi d'Steuerzueler aus de Steuerklassen IA an II ouni Kanner am Stot minus eng Moderatioun vun 48.000 Frang pro Kand. Dat besteierbart Mindestakommes gët deemspreechend an d'Luut gesat.

Zwee Beispiller fir dat méi verständlech ze maachen:

Bei engem besteierbaren Akommes vun 1 Millioun erfällt an der Steuerklass II vun de bestuetene Leit ouni Kanner eng Steuer vu 60.200 Frang. An der Steuerklass III, der Steuerklass vu bestuetene Leit mat engem Kand am Stot, entfält dann op Grund vun dësem neie Prinzip eng Steuer vun nëmme 12.200 Frang. Dës Steuer vun 12.200 Frang ergët sech doduerch, datt ee vun der Steuer, déi déi bestuete Leit ouni Kanner bezuelen, nämlech 60.200 Frang, 48.000 Frang Steiermoderatioun fir dat eent Kand am Stot ofzit. Konsequenterweis erfällt bei engem besteierbaren Akommes vun 1 Millioun keng Steuer méi, wann zwee Kanner am Stot sin.

Bei engem besteierbaren Akommes vun anerhalwer Millioun bezuele bestuete Leit ouni Kanner an der Steuerklass II 174.600 Frang Steieren. Hun déi bestuete Leit bei deem selwechte besteierbaren Akommes vun anerhalwer Millioun ee Kand am Stot entfält nach just eng Steuer vun 126.600 Frang. Si ergët sech aus dem Ofzëie vun der steierlecher Moderatioun vun 48.000 Frang vun der Steuer vun 174.600 Frang, déi bestuete Leit ouni Kanner bezuelen. Bei deem selwechte besteierbaren Akommes vun anerhalwer Millioun, an am Fall wou zwee Kanner am Stot liewen, erfällt eng Steuer vun 78.600 Frang. Si ergët sech aus dem zweefachen Ofzëie vun der Kannermoderatioun vun 48.000 Frang vun der Steuer vun 174.600 Frang, déi bestuete Leit ouni Kanner bezuelen. Am Fall wou dräi Kanner am

Stot sin, bedréit d'Steier erëm eng Kéier 48.000 Frang manner, nämlech 30.600 Frang. Am Fall wou véier Kanner am Stot sin fällt d'Steier op Null.

Dat heiten as eng wichteg Neierung. Et as eng kannerfrëndlech Neierung. Et as eng steierlech Begënschtegung vun de Famille mat Kanner.

Et kënnt derbäi, datt déi Leit, déi an de Genoss vun dëser Neierung kommen, gläichzäiteg an de Genoss vun der Erhéigung vum Kannergeld ëm 12.000 Frang treden.

Ech wëll haut schons ukënnegen, datt den 1. Januar 1999 d'Kannergeld eng weider Kéier ëm 12.000 erhéigt gët. D'Steierbonifikatioun gët dann op 36.000 Frang zrëck gefouert.

Den 1. Januar 1999 läit domat d'Kannergeld 24.000 Frang méi héich wéi haut.

4. Dës Tarifpropositioun huet erhiewlech Äuswierkungen op d'Festleë vum steierfräien Akommes. Kucke mer eis fir d'ëischt d'Akommessteuer un.

Dat steierfräit Akommes an der Steuerklass I vum Jonggesell klëmmt vun 247.000 op 361.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 114.000 Frang oder awer vu 46,2 Prozent.

Dat steierfräit Akommes an der Steuerklass IA klëmmt vu 490.000 op 641.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 151.000 Frang oder vun 30,8 Prozent.

Dat steierfräit Akommes an der Steuerklass IA1 klëmmt vu 734.000 op 795.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 61.000 Frang oder vun 8,3 Prozent.

Dat steierfräit Akommes an der Steuerklass II klëmmt vu 491.000 op 641.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 150.000 Frang oder vun 30,5 Prozent.

Dat steierfräit Akommes an der Steuerklass III klëmmt vu 734.000 op 936.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 202.000 Frang oder vu 27,5 Prozent.

Kucke mer eis elo d'Lounsteuer un.

An der Steuerklass I, vum Jonggesell also, klëmmt dat steierfräit Akommes vun 326.000 op 439.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 113.000 Frang oder vu 34,7 Prozent.

An der Steuerklass IA klëmmt dat steierfräit Akommes vu 569.000 op 719.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 151.000 Frang oder vu 26,5 Prozent.

An der Steuerklass IA1 klëmmt dat steierfräit Akommes vun 812.000 op 874.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 62.000 Frang oder vu 7,6 Prozent.

An der Steuerklass II klëmmt dat steierfräit Akommes vu 569.000 op 719.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 151.000 Frang oder vu 26,5 Prozent.

An der Steuerklass III klëmmt dat steierfräit Akommes vun 813.000 op 1.015.000 Frang. Dat as eng Erhéigung vun 202.000 Frang oder vu 24,8 Prozent.

Ech muss op dëser Plaz widderhuelen, datt déi Leit, déi keng Steiere bezuelen an déi theoretesch duerch d'Aféierung vun der Pflegeversicherung abgabeméisseg méi belaascht géife gin duerch d'Tatsaach, datt d'Contribution sociale généralisée bei dene Leit, déi keng Steiere bezuelen nët opgehewe gët, netto nët méi belaascht gin.

Wéi wierkt dës Tarifadaptatioun sech op d'Mindestlounbezéier aus?

De Bezéier vum onqualifizéierte Mindestloun bezillt am Joër 1997 22.058 Frang Steieren. Hee bezillt vum 1. Januar un nach 13.760 Frang Steieren. Dat sin 8.298 Frang oder 37,62 Prozent manner.

Deen Arbeitnehmer, deem zweemol den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, bezillt haut 158.957 Frang Steieren. Hee spuert op Grond vun dëser Tarifpropositioun 28.147 Frang oder 17,71 Prozent. Deen Arbeitnehmer, deem dräimol de Mindestloun verdéngt, spuert vum 1. Januar un 48.105 Frang Steieren oder 13,15 Prozent.

Deen Arbeitnehmer, dee véiermol de Mindestloun verdéngt, spuert 67.686 Frang oder 12,65 Prozent.

Deen Arbeitnehmer, dee fënnefmol de Mindestloun verdéngt, spuert 107.514 Frang Steieren oder 12,46 Prozent.

As de Mindestlounbezéier bestuet, dee bezillt haut keng Steieren. E bezillt selbstverständlech och nom 1. Januar 1998 keng Steieren.

As deem Arbeitnehmer, deem zweemol de Mindestloun verdéngt bestuet, sou bezillt en haut 61.135 Frang Steieren. Hee bezillt nom 1. Januar 41.340 Frang Steieren d'Joër. Dat sin 19.795 Frang manner oder 32,38 Prozent manner.

As een Arbeitnehmer, deem dräimol den onqualifizéierte Mindestloun verdéngt, bestuet, da wënnt en nom 1. Januar 1998 39631 Frang Steieren. E bezillt dann 21,30 Prozent Steiere manner.

Verdéngt ee bestuetenen Arbeitnehmer véiermol de Mindestloun, spuert en 59.515 Frang Steieren oder 17,19 Prozent.

Verdéngt ee bestuetenen Arbeitnehmer fënnefmol de Mindestloun, spuert en 79.449 Frang Steieren oder 14,68 Prozent.

Mir kréien an denen nächste Wochen a Méint nach dacks Geleënheet, mat alle méigleche Beispiller ze weisen, datt dës Steierreduktioun alle Steierzueler eng Netto-Entlaaschtung bréngt. Mir kënnen beweisen, datt dës Reform leeschtungsfrëndlech, sozial gerecht a familjen- a kannerfrëndlech as.

Mir kënnen och weisen a beweisen, datt dës Tarifadaptatioun sech am internationale Verglach ganz gönschteg ugesäit.

Dat steierfräit Mindestakommes klëmmt zu Lëtzebuerg den 1. Januar vun 243.600 Frang op 360.000 Frang. An Däitschland bedréit dat steierfräit Akommes 266.500 Frang. Am Frankräich 140.200 Frang.

Den Agangssteiersaz gët den 1. Januar vun 10 op 6 Prozent zrëckgefouert. An Däitschland besteet haut een Agangssteiersaz vu 25,9 Prozent. E soll op 15 Prozent ofgesenkt gin. An der Belsch läit den Agangssteiersaz op 25 Prozent. Am Frankräich bedréit en 12 Prozent.

Och déi nei Spëtzsaz vu 44 respektiv 46 Prozent loosse eis am internationale Verglach méi konkurrenzfähig erschéngen.

Aus all dene Grënn froe mir d'Zoustëmmung vun der Chamber zu dëser Tarifpropositioun. Mir wiere frou, wa mir se virun der Sommervakanz géife kréien.

Dës Tarifpropositioun dréit d'Handschrëft vun den zwou Regierungsparteien. Mir hu se ënnertenee beschwat an ech hu se och mat all dene beschwat, déi de Wonsch geäussert haten. All Ännerungspropositioun gin ouni préjugé examinéiert.

Här Präident,

Dir Dammen an dir Hären,

Ech hun elo vill iwwert déi Steiere geschwat, déi mer am Kader vun dëser Tarifreform wëllen noloossen.

Et gët awer och Steieren, déi mer gären hätten an déi mer nët kréien. Déi Steiere kréie mer nët well déi Steierzueler déi eis se misste gin, hirer Steierschuld nët nokommen. Si maachen dat wat mer Steierhannerzéiung nennen.

Ech hat d'lescht Joër den deemolegen Deputéierten an heitege Fraktiounspräident vun der LSAP, den Här Jeannot Krecké, gefrot ee Rapport iwwert d'Fraude fiscale ze maachen. Den Här Krecké huet mer dee Rapport am Abrëll iwwerreicht. Heen huet eng exzellente Aarbecht gemaach. Ech wëll him dofir och vun dëser Plaz aus nach eng Kéier merci soen.

De Rapport Krecké enthält eng helle Wull vu Feststellungen a vu Rekommandatiounen. D'Regierung as amgang, dës opmierksam ze analyséieren an ze studéieren. Mir wäerten, wa mer domat op een Enn komm sin, ee konkrete Plang fir d'Bekämpfung vun der Steierhannerzéiung virleën.

Den „incivisme fiscal“ vun dene Leit, déi sech laanscht d'Steier drécken, muss engeresch bekämpft gin. Deen, dee Steiere hannerzett, begeet nët een einfache Kavaliersdelikt. E schiedegt d'Allgemengheet. Dofir huet e keng Nosiicht verdéngt.

Et gët eng Rei Rekommandatiounen, déi den Här Krecké gemaach huet, denen d'Regierung direkt wëllt nokommen.

Et kann nët sin, datt déi eenzeg Strof, déi op dee lauert dee Steiere hannerzun huet, doranner besteet, datt e

séng Steierschold muss begläichen. Et muss esou sin, datt e séng Steierschold muss begläichen an datt en eng Amende muss bezuelen. Dës Amende muss proportionell zur hannerzunener Steuer sin.

Mir wëllen, esou wéi den Här Krecké et proposéiert huet, ee Service commun anti-fraude op d'Bee stellen, dee sech zesumme setzt aus de Fonctionnaire vum Service de révision vum der Steierverwaltung, vum Contrôle extérieur vum der TVA a vum Inspektiounsservice vum der Douane.

Mir wëllen eng inter-administrativ informatesch Cellule kréieren.

Mir wëllen déi inter-administrativ Kooperatioun verstärken. Do wou d'Gesetz d'Kollaboratioun tëschent den eenzelne Finanz-Verwaltungen zouléist, soll dës Kollaboratioun verstärkt gin. Do wou d'Gesetz d'Kooperatioun verbidd, sollen déi gesetzlech Bestëmmungen no Méiglechkeet opgehewe gin.

Mir wëllen d'Delaie an d'Prozeduren, déi ënnerschiddlech no Steuerarten a Finanz-Verwaltungen sin, harmoniséieren oder op manst rapprochéieren. D'Prozeduren an d'Delaie mussen am Kader vum enger globaler Approche harmoniséiert a méi kohärent gemaach gin. Mir bräuchen ee Gesetz, wat all Prozeduren an all Delaie fir all Steuerarte regléiert. Dës Prozedure musse vereinfacht gin.

Mir schafen een zentrale Recouvrements-Service, dee sech ëm d'Andreiwe vum all Steierschold bekëmmert, déi de Steuerpflichtige bei enger vun den dräi Finanz-Verwaltungen huet.

Mit studéieren ob mer ee System vu Kompensatioun tëschent de Créancen, déi de Steuerpflichtigen op de Stat huet an de Schold mat deenen e bei him an der Kräid steet, op d'Bee kréien.

Mir halen d'Chamber iwwert eis Beméiungen an iwwert eis konkret Schrëtt um Lafenden.

Jidderee soll wëssen: d'Steierhannerzéiung gët zu Lëtzebuerg efficace bekämpft.

Här Prääsident,
Dir Dammen an dir Hären,

Ech hu ganz am Ufank vu méngen Äusféierunge vum Joër 2000 geschwat. Ech hu gemengt soen ze kënnen, den 1. Januar 2000 wier kee neutralen Datum. Et géif sech mueneches nom Antrëtt an dat nächst Joërhonnert änneren. Ech hu gesot mier wéissten nach net genau wat sech géif änneren. Mee eppes wësse mer genau: an eisem Renten- a Pensiounswiese muss sech mueneches änneren, fir datt mer gutt an onbeschiedegt duerch dat nächst Joërhonnert kommen.

Während mer mat rouegem Schrëtt op d'Joër 2000 zoumarschéieren, as eng stëll Revolutioun amgaang. Eng Revolutioun vum där kee schwätzt, mee déi gewaltge Äuswierkunge fir eis alleguer wäert hun.

All Joër gi mer am Duerchschnëtt dräi Méint méi al.

All véier Joër gi mer am Duerchschnëtt ee Joër méi al.

1980 sin d'Männer hei am Land am Schnëtt 70 Joër al gin. D'Fraen hun et op 76,7 Joër bruecht.

Am Joër 2015 gin d'Männer am Schnëtt 75 Joër al an d'Fraen gin 81 an een halleft.

Dës Entwécklung as begreissenswert. Si mécht d'Liewe méi schéin, well se d'Liewe méi laang mécht. Si mécht den Alter méi schéin well déi, déi am Joër 2015 75 an 81 an een halleft Joër al gin, gi méi gudd al, gi besser al, hu méi vun dem leschten Ofschnëtt vum hirem Liewen. Iwwert dës Entwécklung soll e net kräischen. Et soll ee sech iwwert dës Entwécklung freën. Den Alter as am nächste Joërhonnert keng Katastrophe méi. En as mat Liewensfreed a mat Liewensinhalt verbonnen. Haut scho sin déi al Leit net sou al wa se al sin wei virun zwanzeg Joër. Kuckt eis Elteren, kuckt eis Grouselteren.

Mee wat bedeit déi verlängert Liewenserwaardung fir eis Pensiouns- a Rentestemer?

Déi verlängert Liewensdauer bedeit, datt mer am Joër 2015 am Privatsektor 39 Prozent vun de Peie mussen opbrénge fir d'Rente kënnen ze bezuelen.

Déi verlängert Liewensdauer bedeit am Joër 2015 datt mer am öffentliche Sektor 49,5 Prozent vun de Peie mussen opbrénge, fir d'Pensiounen kënnen ze bezuelen.

Dës Zuele sin impressionnant. Mech impressionnéiere se jiddefalls.

39 Prozent respektiv 49,5 Prozent vun de Peie mussen mer fir eis Renten a Pensiounen dann opbrénge wann d'Beschäftegung hei am Land viru staark wiisst a wann de Wirtschaftswuestum hei am Land konstant bleiwt.

Op 39 respektiv 49 Prozent komme mer awer nëmmen ënner zwou Konditiounen.

Mir mussen all Joër, vun elo u bis an d'Joër 2015, ee Prozent supplementar Aarbechtsplaze kréieren. Dat heescht, datt mer vun haut u ronn 50.000 zusätzlech Aarbechtsplaze an eisem Land mussen schafen.

Mir bräuchen, fir net iwwert 39 respektiv 49,5 Prozent ze kommen, vun dësem Joër un, bis an d'Joër 2015, all Joër ee Wirtschaftswuestum vun op mannst annerhalleft Prozent.

Wa mer et net fäerdeg bréngen, 50.000 Aarbechtsplazen ze schafen, a wa mer et net fäerdeg bréngen, eis Wirtschaft all Joër 1,5 Prozent wuessen ze loossen, dann entsprechen déi Finanzvolumen déi mer bräuchen, fir Renten a Pensioun ze bezuelen, net méi dene vun den aktuariellen Etuden errechent 39 respektiv 49,5 Prozent. Da komme mer wäit iwwert 40 Prozent am Privatsektor a wäit iwwert 50 Prozent am öffentliche Sektor.

Wa virum Joër 2015 d'Beschäftegung sech réckleefeg entwéckelt a wa virum Joër 2015 de Wirtschaftswuestum abrécht a negativ gët, da komme mer laang virum Joër 2015 an d'Situatioun datt 39 respektiv 49,5 Prozent vun der Lounmass musse mobiliséiert gin, fir eis Renten an eis Pensioune bezuelen ze kënnen.

Wa mer 50.000 Aarbechtsplaze méi schafe bis an d'Joër 2015, da sin am Joër 2015 hei am Land 270.000 Leit beschäftegt. Hu der lech scho virgestalt wat dat heescht fir eis Infrastrukturen, fir de Stroossebau, fir den öffentliche Transport, fir eis Schoulen?

Wann eis Wirtschaft all Joër, bis an d'Joër 2015, annerhalwe Prozent méi staark gët, hu der lech scho virgestalt, wat dat heescht, fir eis Umwelt, fir eis Liewensbedingungen, fir eis Fassong zesummen ze liewen?

Wann et eis geléngt, 50.000 Aarbechtsplazen ze schaffen, an dat muss eis geléngen, a wann et eis geléngt, eis Wirtschaft all Joër annerhalwe Prozent wuessen ze loossen, an dat muss eis geléngen, dann erreeche mer wéi gesot am Privatsektor ee Niveau, wou mer ee Finanzvolumen bräuchen, fir d'Renten ze bezuelen, deen 39 Prozent vun der Lounmass äusmécht an da bräuche mer am öffentliche Sektor ee Finanzvolumen fir d'Pensiounen ze bezuelen, deen 49,5 Prozent vun der Lounmass äusmécht.

Wa mer am Privatsektor bis 39 Prozent vun der Lounmass müssen opbréngen, fir d'Renten ze bezuelen, dann huet dat folgend Konsequenzen:

- da muss de Kotisatiounssaz fir d'Arbeitnehmer vun 8 op 13 Prozent ugehuewe gin;
- da müssen d'Kotisatiounen, déi d'Betriber begläiche müssen, vun 8 op 13 Prozent ugehuewe gin;
- da muss dee Beitrag, deen de Stat iwwert de Budget zur Finanzéierung vun de Pensiounskeese bäischéisst, vun 8 op 13 Prozent vun der Lounmass ugehuewe gin.

Wa mer am Joër 2015 am öffentliche Sektor ee Finanzvolumen bräuche fir d'Pensioune kënnen ze bezuelen, deen 49,5 Prozent vun de Peien entsprécht, dann heescht dat folgendes:

- da müssen d'Kotisatioune vun de Beamte vun 8 op 13 Prozent ugehuewe gin;
- da muss de Stat, dee Stat a Patron zougläich as, 36 Prozent vun der Lounmass opbréngen, fir d'Pensioune kënnen ze bezuelen.

Huele mer emol eng Sekund un mir wieren haut schon do ukomm. Wat géif dat heeschen?

Dat géif heeschen, datt d'Peien am Privatsektor brutto 5 Prozent méi niddreg wieren.

Dat géif och am öffentliche Sektor heeschen, datt d'Peie 5 Prozent brutto méi niddreg wieren.

Dat kënnt och heeschen, datt am Privatsektor d'Peie 5 Prozent brutto méi héich misste sin.

Dat kënnt och heeschen, datt am öffentliche Sektor d'Peie 5 Prozent méi héich misste sin.

Dat géng heeschen, datt de Stat am Privatsektor 11 Milliarde méi Finanzparticipatioun an de Renteregimer misst iwwerhuelen.

Dat géng heeschen, datt de Stat am öffentlichen Dingscht 2 Milliarde méi misst äusgin, fir d'Pensiounen ze bezuelen.

Dat géng heeschen, datt de Staatsbudget vum Joër 1997 13 Milliarde méi misst opbréngt fir de staatleche Verpflichtunge bei der Finanzéierung vun de Renten a vun de Pensiounen nozekommen.

Dat géng heeschen, datt mer dee Budget, dee mer fir dës Joër ugeholl hun, missten ëm 13 Milliarde kierzen. Et as jo nët viirstellbar, datt de Budget kënnt 13 Milliarden méi héich leie wéi en haut läit. Et gët der jo vill, déi d'Menung vertrieben, de Budget wier esou schon ze héich.

Dat alles géng heeschen, wa mer haut schon do wieren, wou mer mat Sécherheet am Joër 2015 ukommen, – an nach nëmme wa mer 50.000 Aarbechtsplaze schafen an eis Wirtschaft all Joër 1,5 Prozent wüsst, datt mer d'Gesamtpolitik vun eisem Staatswiese missten iwwerpräifen. Dat géng heeschen, datt all Beräicher vun der Politik zu drastischen Aspuerungen obligéiert wieren.

Well dat alles esou kënnt, well dat alles mat Sécherheet esou kënnt, renne mer mat Karacho an eng Mauer. Déi Mauer waart op eis den 1. Januar 2015. Déi Mauer waart op eis an 20 Joër. Déi Mauer kann awer och zäitlech méi no réckelen, wann d'Beschäftegung stagnéiert a wann de Wirtschaftswuestum nët klëmmt. Mir wësse jo haut schon, datt mer am Joër 2006 d'Kotisatiounen am Privatsektor müssen héigen, d'Arbeitnehmer musse méi beläschten, d'Betriber musse méi beläschten, de Stat musse méi beläschten. Mir müssen d'Arbeitnehmer, d'Betriber an de Stat onendlech méi beläschten am Joër 2015 souwuel am Privatsektor wéi am öffentlichen Sektor.

Äus all deem wat ech beschriwwen hun – dat war d'Beschreibung vun eiser Wiirkechkeet – geet ervir, datt mer nët kënnen esou maachen, wéi wa keng Problemer am nächste Joërhonnert géifen op eis laueren.

Äus all deem geet ervir fir wat datt d'Regierung mat Nodrock muss soen, datt et am Privatsektor zu kenge weidere strukturelle Renteverbesserunge ka kommen. Fir wat datt mer müssen d'Verbesserungen am Privatsektor op eenzel punktuell Ajustementer beschränken. Wa mer alles giffe laafe loossen, bräuchte mer am Joër 2015 méi wéi 39 Prozent vun de Peien fir d'Renten ze bezuele.

Äus all deem geet ervir fir wat datt d'Regierung mat Nodrock muss soen, datt mer am öffentleche Sektor eng Pensionsreform bräuchen. Wa mer keng Reform maachen, brauche mer am Joër 2015 méi wéi 49,5 Prozent vun de Peien, fir d'Pensionen ze bezuelen. Dat wat mer soen, soe mer nët well mer de Rentner am Privatsektor Schlechtes wëllen. Dat wat mer soen, soe mer nët well mer géint d'Staatsbeamte wëlle Stëmung maachen. Ech sin total onfäheg géint d'Staatsbeamten ze polemiséieren. Ech schaffen all Dag mat Beamten zesummen. An ech weess wat se leechten a schafe kënnen.

Mir soen, datt mer eng Pensionsreform am öffentleche Sektor bräuchen an datt mer keng strukturell Verbesserungen am Privatsektor kënnen duerchféiere well mer dat musse soen. Et wir onéierlech, de Leit dat nët ze soen wat ee weess.

Mir müssen de Leit vun haut soen, waat mer wëssen, well mer de Leit vu mar dat nët alles kënnen zomuden wat op se zoukënnt. Déi Jonk vum Joër 2015, déi Jonk déi dann am Ufank vun hirem Aarbechtswiese stin, wäerte géint déi beschriwwe Problemballung rebelléieren. Si wäerte sech dergéint oplehnen, datt een ze groussen Deel vun hire Peie muss opbruecht gi fir Renten an Pensionen ze bezuelen. Si wäerte sech dergéint wieren, datt se par rapport zu haut staark erhéichte Steiere musse bezuele fir datt de Stat séngen Obligationen am Renten- an am Pensionswiese kann nokommen.

An dofir musse mer haut eppes maachen. Mir hu keng Zäit méi. Wa mer bis an d'Joër 2015 waarden, da geet et nët mei duer dermatt déi zukünfteg Pensionen a Renten ofzebremsen. Da musse mer an déi da lafend Renten a Pensionen aschneide goen. Dogéint géife sech d'Renten- a Pensionsbezéier vum Joër 2015 rebelléieren.

Wa mer näischt maachen, da gët de Generatiounsvertrag vun haut de Generationskonflikt vum Joër 2015. Mir kënnen dofir nët bis an d'Joër 2015 waarden. Mir hu keng zwanzeg Joër méi Zäit. Mir hu scho guer keng veierzeg Joër méi Zäit. Mir müssen haut handeln. Och wann et schwéier fällt. Och wann et méi einfach wir, näischt ze maachen. Mir kennten jo soen: eis geet et haut gutt, déi vu maar solle kucken, datt se eens gin.

Wann et esou wier, wéi vill Leit mengen, datt d'Politiker nëmmen déi nächste Walen am Bléck hun, da géife mer esou denken an handeln. Da géife mer soen: no eis kënnt d'Sintflut.

Dat as awer nët eist Politikverständnis. Politik, dat heescht d'Zukunft virbereden. A well dat esou as musse mer soe wéi et mat eise Renten an Pensionen as. An et as esou, datt mer kee Recht hun d'Brout vun eise Kanner ze iessen.

Ech hu gesot mir hätte keng véierzeg an och keng zwanzeg Joër Zäit. D'Zuelen, d'Entwécklungen, d'Daten, d'Perspektiven, d'Erwaardungen beweisen dat.

Dofir geet et nët duer am öffentleche Sektor een neie Pensionsregim anzeféieren, deen eréischt a véierzeg Joër séng Spuereffekter géif wierksam gi loosson.

Firwat si mer an eise Gespréicher mat der CGFP stieche bliwwen?

Si si stieche bliwwen well op der Säit vun der Gewerkschaft d'Bereetschaft nët besteet direkt ze handeln. Wuel besteet d'Bereetschaft een neie Pensionsregim ze definéieren. Dës Bereetschaft war fréier nët do. D'CGFP verdéngt och Unerkennung fir hiert Alenken op deem Punkt. Mee déi Streck déi d'CGFP a Richtung Ofsénke vum Pensionsniveau am Kader vun engem neie Pensionsregim bereet war ze goen, war ze kleng. Hier Virstellung an Etappe virzegoen, eréischt dann ofzebaue wann d'Noutwendegkeet vum Ofbau jidferengem haart an d'Gesit schléit, war fir d'Regierung nët novollzéibar. Wa mer haut ganz genau wësse wat geschitt, da musse mer haut handeln.

D'Weigerung vun der CGFP am Kader vum neie Pensionsregim déi fir d'Problemléisung erfuerdert Ofsenkunge virzehuelen an d'Weigerung iwwert d'Äusgestaltung vun engem Lwwergangsregim bis zum Joër 2015 och nëmmen ze diskutéieren, erklärt fir wat datt déi Gespréicher zu kengem Resultat konnte féieren. Ech si verdrësslech do driwwer. Ech méngen och eng Gewerkschaft misst eng Hand mat upaken, fir grouss Problemer ze léisen esou laang wéi se nach kleng sin. Mee ech verstin awer datt eng Gewerkschaft nët wëllt mat op de Wee goen. An ech wëll hei der CGFP ausdrécklech attestéieren, datt mer interessant, konstruktiv a frëndlech Gespréicher mat hier haten.

Well et onméiglech as mat der CGFP eng Eneegung iwwert den Lwwergangsregim ze fannen, well et onméiglech as mat der authentischer Staatsbeamtegewerkschaft een Akkord iwwert een neie Regim ze fannen, deen nët nëmmen ee Kompromiss mee eng Léisung fir déi grouss Problemer as, déi virun eis leien, a well och keng Äusicht besteet mat denen anere Gewerkschaften een Akkord ze fannen, deen eng Léisung wier, wend d'Regierung sech an denen nächste Woche mat engem Projet de loi un d'Parlament a freet em d'Zoustëmmung zu engem Gesetz wat d'Renten an d'Pensionen am nächste Joërhonnert soll sécher maachen.

Ech hale fest, datt Handlungsbedarf besteet. Deen Handlungsbedarf besteet haut schons. Ech stelle fest, datt mer keng Zäit ze verléieren hun. An ech huele mat Bedauern zur Kenntnis, datt keng Gewerkschaft, weder eng aus dem öffentlechen nach eng aus dem private Sektor, bis haut sech konnt mat de Regierungspropositionen, déi mer am Oktober 1996 virgeluegt hun, averstan erklären.

Et as elo un der Politik fir ze handeln. D'Regierung proposiert, d'Chamber disposiert virum 1. Januar 1998 an de Wieler decidiert am Juni 1999.

Här Präsident,
Dir Dammen an Dir Hären,

Ech hun elo grad gesot, d'Liewenserwaardung géif all Joër dräi Méint, an all véier Joër ee Joër zouhuelen. Et as evident, datt dat och d'Problematik vun der Pfleg an engem neie Liicht erschénge muss looszen.

De Gesetzesprojet iwwert d'Pflegeversicherung as aus der Suerg eräus gebuere gin, alle pflegebedürftige Persounen, déi Pfleg an déi Hëllef ze gin, déi si bräuchen.

Sécher: Lëtzebuerg as haut keng total Pflegewüste. Mee d'Existenz an d'Intensitéit vun der Pfleg as iwwert d'Land séier variabel, ännert mat dem méi oder manner flächendeckende Charakter vun den Institutionen, déi sech ëm d'Pfleg bekëmmern, hängt staark vun de Regionen of, an denen dee pflegebedürftige Mënsch wunnt. All Besoine sin haut net gedeckt a mir verfügen iwwert kee richteg Instrument fir d'Pflegebedürftegkeet an d'Hëllefsmoossnamen déi gebraucht gin ze moossen.

Vu datt de Phänomen vun der Pflegebedürftegkeet zouhëllt – d'Zuel vun de pflegebedürftige Persounen gët op 8.500 geschätzt – as et dringend gebueden jiddferengem eng valabel Pfleg ze sécheren. Emmer méi Altersheimer erliewen datt hier Pensionäre Pflegefall gin. Dat huet Rekrutement vu Personal an erhieftlech Augmentatioun vum Käschtepunkt zur Folleg. Vu datt mer keng Finanzéierungsleisung fir all déi Heiser hun, gët den zousätzleche Käschtepunkt op d'Pensionspräisser reperkutiert. De Stat dréit den Defizit vun dene konventionéierten Institutionen, mee vill Privatheimer mussen exorbitant Pensionspräisser froen, déi ee mat enger normaler Pension net ka bezuelen. Heiandsdo musse se och drop verzichten déi richteg Hëllef an déi benéidegt Soien ze offéiere well se sech dat qualifiziert Personal net kënne leeschten.

D'Waardelëschte fir an d'Pflegeheimer gin ëmmer méi laang obschons mer amgang sin een ambitiose Investissementsprogram an deem Beräich ze realiséieren. Dat weist wuel, datt mer ee Mangel u Pflegebetter hun. Dat weist awer och, wéi grouss datt d'Nout vu ville Familjen as, déi, well se keng Pfleg fir hier Pflegefall doheem offéiert kréien, keen aneren Auswee méi gesin, wéi d'Iwwerweise vun hire Leit an ee Pflegeheim ze froen.

De Projet iwwert d'Pflegeversicherung as ee Mëttel fir de Sektor vun der Pfleg ze finanzéieren, as e Mëttel fir jiddferen op eng transparent an objektiv Aart a Weis déi Pflegeleeschungen ze ermëttelen, déi e bräuch, as een Instrument fir eis mat Informatiounen a Statistiken ze wappnen, déi mer bräuchen, fir d'Zukunft ze preparéieren.

Zënter dem Depot vum Gesetzesprojet iwwert d'Pflegeversicherung sin d'Aarbechte viru gang an d'Inhalter preciséiere sech ëmmer méi. Dee Questionnär, deen eis soll hëllef, d'Dépendance ze evaluéieren, as fäerdeg gestallt gin. Dat selwecht zielt fir ee Projet iwwert d'Nomenclature. Sou wéi mer et geplangt haten an esou wéi mer et ugekënnegt haten, as op Basis vun dësen zwee Instrumenter een Test gemaach gin, as iwwerpréift gin, wéi de Modell, dee mer an enger éischter Etapp am Gesetzesprojet néier geluegt hun, sech an der Praxis géng auswirken.

Déi fundamental Dispositioun vum Gesetzesprojet sin op engem Echantillon vun 300 Pflegefall getest gin. Véierzeg vun den zréckbehalene Pflegefall liewen an enger Institution, déi aner doheem. Honnertfofzeg Persounen touchéieren eng Allocation de soins, honnertfofzeg aner eng Handicapéiertenzoulag.

Et as nach e bëssen ze fréi fir definitiv Konklusiounen op Grond vun där Evaluatioun déi duerchgefouert gin as virzeleën. Mee haut schon degagéiere sech e puer Orientatiounen:

Nëmme ganz wéineg pflegebedürftig Leit erhalen haut eng Hëllef vu professionnelle Servicer. Am allgemengen as et esou, datt d'Familie sech debrouéieren an d'Membere vun hirer Famill, déi pflegebedürftig sin, aleng pflegen. Dofir as den Objektiv vum Gesetzesprojet richteg, deen de Familjen eng zentral Roll zouweist. Et erweist sech als richteg de Familjen eng Ennerstëtzung zoukommen ze looszen a si partiell doduerch ze dechargéieren, datt een hinnen d'Méiglechkeet gët, op d'Experienz vu Professionnelle vun der Pfleg kënne zréckzegräifen.

Eng éischt Analys vum Echantillon weist och, datt eng enorm Differenz besteet tëscht dene Persounen, déi eng physisch Dépendance hun, an dene Persounen, déi eng psychesch Dépendance hun. Ouni all Zweifel musse mer d'Prise en charge an d'Festleë vun den Hëllef staark en fonction vun den Typen vun der Dépendance nuancéieren.

Eis Evaluatioun hu mer op der Basis vun engem sophistikéierte Formulär duerchgefouert, dee mer selwer ausgeschafft hun. Dëse Formulär as méi präzis wéi dee Formulär, deen an Däitschland gebraucht gin as, fir déi däitsch Pflegeleeschung ze determinéieren. Seng Auswärtung wäert eis et erméiglechen, d'Definitioun vum dem Pflegegrad méi staark ze nuancéieren. Déi definitiv Konklusioun gin nach gezun a si gin am Laf vum Mount Mee vun der zoustänneger Ministesch, der Madame Mady Delvaux-Stehres, virgestallt.

D'Regierung ka keng Alternativ zu der Aféierung vun der Pflegeversicherung erkennen. D'Pflegeversicherung kënnt. D'Regierung freet d'Chamber, deen op Grond vun den Evaluatiounen amendéierte Projet de loi virum 1. Januar 1998 ze stëmmen.

Här Präsident,

Ech hun lech elo vill iwwert eis d'Wirtschaft geschwaat, hier Äussichten, hier Stärken, hier Schwächen. En hun lech gesot, wat mer wëlle maachen, fir eis Wirtschaft méi staark a méi wiederfest ze gestalten.

Ech hun lech geschwat iwwert déi Leit, déi hei am Land wunnen a schaffen, iwwert hier Problemer, iwwert hier Chancen. Ech hun lech gesot wéi mer eis Steuerlandschaft wëlle verännern, wéi mer d'Pensions- an d'Renteproblematik gesin, wéi et a Saache Pflegeversicherung viru geet.

Mee d'Laag vun der Natioun, dat si nët nëmmen d'Zuelen, dat si nët nëmme materiell Iwwerleungen, sou wichteg wéi se och sin. Eng Natioun dat as een Ambitiounskrees, dee vill méi breet as, an deem een am Kader vun enger Ried wéi dës net ka ganz ofschreiden.

Mee et gët nach e puer Gedanken, Iwwerleungen, Andréck, déi ech lech wollt virdroen.

Eng Natioun huet nët nëmmen eng Wiirkechkeet no bannen. Eng Natioun huet och ee Gesiicht an dat déi aner Länner kucken. Eisen Effort, fir eis Entwécklungshëllef nach an dësem Joërzéngt op 0,7 Prozent vun eisem Bruttoinlandsprodukt unzehiewen, gët viru gefouert. D'Regierung huet decidéiert iwwerall do, wou et nëmme geet, un internationalen Entschëldungsaktiounen fir déi ärmste Länner vun der Welt deelzehuelen an alleguer déi bilateral Entschëldungen virzehuelen, déi méiglech sin.

Eng Natioun, déi gläichzäiteg een effiziente Stat wëllt sin, bräuch eng Justiz déi gutt funktionéiert.

An deem Sënn huet de Justizminister eng ganz Rei vu Moossnamen an Initiative getraff.

Si reeche vun enger sensibler Erhéigung vun den Effektiven an der Magistratur iwwert eng nei Laaschteverdelung an Informatioun vun de Juridiktione bis hin zu engem déifgräifenden Agrëff an d'Justizprozedur.

All dës Moossnamen an Initiative goufe geholl, fir d'Gerichtsprozesser ze beschleunegen, méi Transparenz an d'Prozeduren ze bréngen an domat d'Funktionsfähegkeet vun der Justiz ze verbessern.

De Justizminister huet doriwwer eräus de Procureur Général gebieden, an engem erweiderte Krees iwwert d'Berufsethik vum Magistrat an iwwert dat hierrarchescht Verhältnis tëscht dem Procureur Général an dem Justizminister nozedenken.

An der Justiz as viles a Bewegung geroden.

Grad dofir sin ech mat dem Justizminister der Meinung, datt d'Zäit komm as fir eng méi global Evaluatioun vun eisem Justizwesen virzehuelen.

D'Justiz as eng vun eise wichtigsten Aarrichtungen. Si verdingt et, datt d'Politik sech méi intensiv mat hier

beschäftegt. Dofir hu mer de Fraktiounspräsident vun der CSV, den Här Lucien Weiler, gefrot, eis ee Rapport iwwert d'Justiz virzeleën. Den Här Weiler huet déi Missioun ugeholl a mir soen him merci dofir.

D'Zukunft vun enger Natioun gesäit een an hire Kanner. Dës Kanner bräuche Léift, si bräuchen och Schutz. Dofir proposéiert d'Familjeministesch, d'Madame Jacobs, d'Aarrichte vun engem nationalen Auto-Regulatiounsorganismus, deem d'Fournisseuren an d'Prestatären, mee awer och d'Utilisateuren vum Internet soll responsabiliséiere wat de Schutz vun de Kanner ubelaangt.

D'Grenzen tëscht dem Kandsin an Erwuessegin verlaafen, ouni datt ee se genau festleë kann am Grupp vun denen, déi mer déi Jonk nennen. Hinne muss eis besonnesch Opmierksamkeet gëllen. Dofir huet de Jugendminister, den Här Alex Bodry, een Aktiounsplang elaboréiert, deem d'Participatioun vun deene Jonken an der Gesellschaft soll méi staark maachen. E gesäit ënner anerem fir, datt d'Altersgrenz fir dat passivt Wahlrecht vun 21 op 18 Joër erofgesenkt gët.

Ee Gesetzesprojet wäert ee sozialt-ökologescht Fräiwëllege-Joër aféieren. Eng ähnlech Initiativ as um europäesche Plang ënnerwee. Déi Jonk sollen d'Méiglechkeet hun, sech un allgemeng nützleche Projeten, déi vun den ONGen organiséiert gin, ze bedeelegen.

Dee Konzertssall fir déi Jonk wäert realiséiert gin. Eng Decisioun iwwert de Site fällt geschwënn.

Déi Jonk, mee nët nëmme si, sin un der Erhaltung vun enger properer a gesonder Umwelt interesséiert. Den Umweltminister, den Här Lahure, huet d'Regierung mat éischten Iwwerleungen ronderëm d'Opstelle vun engem nationale Plang fir eng durabel Entwécklung befaasst. An enger éischter Phase gët een Avant-projet ausgeschafft, dee fir d'Rio-Folge-Konferenz am Juni 1997 muss virleien. An enger zweeter Phase tëscht Juli 1997 a Juli 1998 gët deem Avant-projet de sozio-ökonomesche Partner zur Konsultatioun virgeluecht. Während enger drëtter Phase gët een definitiven Entwécklungsplang redigéiert, deem den Observatiounen, déi entretemps gemaach wäerte gi sin, soll Rechnung droen. Am Januar 1999 kritt d'Regierung dann een definitiven Entwécklungsplang zur Decisioun virgeluegt. Dës Plang gët allen Departementer zougestallt a soll a séngen Haaptelementer Agank fannen an d'Elaboratioun vun de Budgeten vum Joër 2000 an de Joëren duerno.

Eng Natioun muss sech och mat de fundamentale Froen vum Liewen a vum Stierwen äusserneetzen. Mir bräuchen hei am Land eng breet Diskussioun ronderëm déi dramatesch Fro vun der Stierwebegleitung an der Stierwehëllf. Mir müssen déi Diskussioun hei am Parlament an dobäussen an der Gesellschaft féieren. Mir müssen se ouni Scheitklappen, ouni ideologesche Barriären, ouni virgefaass-

te Menung ze féiere verstoen. Et as eng schwieereg Fro, op déi et keng einfach Äntwert ka gin. Jiddferee muss se a séngem Gewëssen beäntweren. Et as keng Fro, déi Parteien a Fraktiounen kennen decidéieren. Mee et as eng Fro, déi mer müssen ugoen. Mat Gefill. Mat Verstand. Virun allem mat der Toleranz ee virun deem aneren.

All Natioun huet hier egen Ambiance. An déi Ambiance spigelt sech oft an där Landschaft zréck, déi een déi audiovisuel nennt. Mir hun ee Gesetzesprojet iwwert d'Neiformuléierung vun der Hëllef un déi geschriwwen Presse preparéiert. Mir fänken un, een neit Pressegesetz auszeschaffen. Et wier gutt wann de Conseil de Presse an d'Journalisteverbänn mer endlech hier Propositionen géifen zoustellen.

Eis Radioslandschaft as liberaliséiert gin. Eng vun de wichtegsten Neierungen am Zuch vun der Liberaliséierung war d'Grënnung vum sozio-kulturelle Radio. D'Regierung wëllt dee Radio viru bestoe loosse. Vum 1. Juni 1997 un soll de sozio-kulturelle Radio d'Méiglechkeet kréien, de ganzen Dag duerch ze senden.

D'CLT-UFA kritt vum 1. Juni 1997 d'Méiglechkeet hier Frequenz 88,9, op der haut den Oldie-Sender ausgestraalt gët, dem Lëtzebuerger Radioprogramm ze affektéieren, fir déi landeswäit Couverture vum 92,5 ze verbesseren.

Mir hun nach eng Frequenz, déi nach net vergin as. Et as dat d'Frequenz 107,7. Si gët no engem appel de candidature attribuëiert op Grond vun engem kloren a präzisen Laaschtenheft.

Iwwert d'Kultur hun ech an dene leschte Joëren an den Erklärungen zur Lag vun der Natioun vill geschwat. Ech wëll et haut derbäi beloossen um Schnëttpunkt tëscht Kultur an audiovisueller Landschaft d'Absicht vun der Regierung ze announcéieren d'Gesetz iwwert d'Certificats audiovisuels a verännerter Form iwwert den 1. Januar 1998 eräus viru bestoen ze loosse.

Här Prääsident,
Dir Dammen an Dir Hären,

Ech sin um Enn vu ménger séierer Rondrees duerch Lëtzebuerg ukomm. Nët iwwert alles wat een hei am Land ka gesin, hun ech geschwat. Nët alles wat ze soe wir a gesot misst gin, konnt ech an där Erklärung behandelen. Ech wollt mech konzentréieren op dat wat wichteg as, op dat wourop Dir a vill Leit gewaart hutt, op dat wat wiesentlechen Afloss wäert hun op d'Oprechterhale vun all eise Méiglechkeete an der Zukunft.

Wann een eist Land kuckt a wann ee mat senger Leit schwätzt, wann een dës Leit gären huet, wann ee sech ewech hält vun deem Tapage, deen déi maachen, déi mengen, d'Menung vun de Leit aleng richteg kennen erëm ze gin, wann een, wéi soll ech dat soen, de Lëtzebuerger déif an d'Ae kuckt, dann huet een, wann een un d'Zukunft denkt, kee Grond fir pessimistesche ze sin. Am Géigendeel. Emmer erëm, all Dag op een Neits, stellt ee fest, datt d'Lëtzebuerger sech selwer, hiert d'Land an deem senger Zukunft net opgin hun.

D'Lëtzebuerger hun ee feint Gespür fir dat wat geet, fir dat wat net geet a fir dat wat net méi geet. Si hun een ausgeprägten Gerechtegkeetsgefill an eng gehéiere Dosis gesonde Mënscheverstand.

Et wier gutt wann och mir hei banne géifen eise Sënn schäerfe fir dat wat geet, fir dat wat net geet a fir dat wat net méi geet.

Mir hun an deene nächste Méint a Joëren wichteg Decisiounen ze huelen, déi d'Zukunft vun eisem Land bestëmmen. Wa mer déi richteg Decisiounen huelen, wa mer couragéiert Decisiounen huelen, wa mer wäitsiichteg Decisiounen huelen, da geet dëst Land enger gudder Zäit entgéint.

Wa mer falsch Decisiounen huelen, dann hoffen ech, datt mer de Mutt fannen, fir se ze korrigéieren.

Déi falschsten Decisioun awer wier et, fir aus Feigheet, aus Bequemlechkeet an aus Rücksicht op den Zäitgeescht iwwerhaupt keng Decisiounen ze huelen.

Sommaire

Visites à l'étranger...

... de M. Jean-Claude JUNCKER chez M. Tony BLAIR	3
... de M. Jacques F. POOS à Bonn et à Vienne	3
... de M. POOS au Danemark, en Finlande et en Suède	4

Visites au Luxembourg...

... de Leurs Majestés l'Empereur AKIHITO et l'Impératrice MICHIKO du Japon, les 30 et 31 mai 1997	5
... de M. Kostas SIMITIS, Premier Ministre de la République hellénique	7
... de M. Victor CIORBEA, Premier Ministre de Roumanie	7
... de M. Yevgueni PRIMAKOV, Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie	8
... de M. Sidya TOURE, Premier Ministre de la République de Guinée	8
... de M. DOWNER, Ministre des Affaires étrangères d'Australie	9
... des ambassadeurs d'Amérique latine	9
... de l'ambassadeur MORATINOS, envoyé spécial de l'UE au Proche-Orient	10
... de M. AJELLO, envoyé spécial de l'UE en Afrique	10
... du Ministre des Travaux publics du Chili	10
... de Mme MATTHÄUS-MAIER	11
... de M. Paul VASTAGH, Ministre de la Justice hongrois	11
... de Mme MARTINI, Ministre de l'Environnement de Rhénanie-Palatinat	12
... du Gouvernement de Rhénanie-Palatinat	12

Conseils et Rencontres UE

Sommet européen à Amsterdam les 16 et 17 juin 1997	14
Conseil européen informel à Noordwijk	15
Conseil «Affaires générales» à Luxembourg les 2 et 3 juin 1997	15
Conseil «Affaires générales» à Luxembourg le 26 juin 1997	16
Jacques F. POOS rencontre le Parlement européen et la Commission à Strasbourg	16
Entrevue du Ministre des Affaires étrangères avec M. Hubert VÉDRINE à Paris	16
Entretiens entre Jacques F. POOS et Lamberto DINI	17
Négociations UE-Suisse	17
M. POOS à la 100 ^e session du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe	17
M. BODRY à Noordwijk	18
Conseil «Agriculture» à Bruxelles	18
M. Marc FISCHBACH: Pour une approche internationale contre la corruption!	18
Entretiens FISCHBACH-GRADIN	19
Le ministre HENNICOT-SCHOEPGES au Conseil «Recherche» à Bruxelles	19
Mme HENNICOT au Conseil Culture et Audiovisuel	19
Réunion des Directeurs de Représentation de la Commission européenne à Luxembourg, les 19 et 20 juin 1997	20
La fraction du PSE au Parlement européen à Luxembourg	20

Conférences internationales

Réunion de l'Assemblée de l'Atlantique Nord à Luxembourg	21
Élargissement de l'OTAN: feu vert à Sintra	22
L'UEO développe ses relations avec l'Union européenne et avec l'OTAN	23
M. Alex Bodry à la première réunion sur l'interdiction des armes chimiques	23

M. Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie à la XV ^e Conférence Ministérielle de l'Initiative Intergouvernementale EUREKA, à Londres, le 19 juin 1997	23
3 ^e Conférence paneuropéenne des transports à Helsinki	24
Le développement de la coopération scientifique européenne en point de mire: le ministre HENNICOT préside la réunion ministérielle COST à Prague	24

Divers

La célébration de la Fête Nationale à Luxembourg	25
Nommé pour un an: Maria Teresa, Ambassadeur de l'UNESCO	25
Émouvant Memorial Day à Hamm	25
Die Vorbereitung der öffentlichen Verwaltungen auf die Einführung des Euro	27
Réélection du Luxembourg au Conseil d'un programme de l'OMS	28
Entrevue du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux avec Jacques F. POOS	29
Centre Européen de Formation Professionnelle pour personnes handicapées	29
Un CD pour le Premier Ministre	29
Signature d'un Protocole de coopération bilatérale entre le Luxembourg et l'El Salvador	30
Construction de moules à haute technologie par LUXMOLD S.A. à Kockelscheuer	30
Conférence sur la politique en faveur des jeunes	30
M. FISCHBACH et le passage à l'Euro	30
Rapport Mondial sur le Développement Humain 1997	31
Signature d'une convention avec le Cap Vert	31
M. BODRY aux Jeux des Petits États d'Europe	31

Discours

Toast by His Royal Highness the Grand Duke at the luncheon given on the occasion of the visit to Luxembourg of Their Majesties The Emperor and Empress of Japan on 31 May 1997	32
Allocution de Son Altesse Royale la Princesse Maria Teresa, Grande-Duchesse Héritière de Luxembourg, à l'occasion de la nomination comme «Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO» (mardi, le 10 juin 1997)	33
Discours de M. Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre du Grand-Duché de Luxembourg, à l'occasion de l'Assemblée de l'Atlantique Nord le 1 ^{er} juin 1997	34
Intervention de Monsieur le Ministre de la Force Publique, Alex BODRY, à l'occasion de l'Assemblée de l'Atlantique Nord, le 1 ^{er} juin 1997	36
Discours de Monsieur Johnny LAHURE, Ministre de l'Environnement, devant la 19 ^e session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies consacrée à un examen et à une évaluation d'ensemble de la mise en œuvre d'Action 21 (New York, le 24 juin 1997)	39
Discours prononcé par Monsieur Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie à l'occasion de l'ouverture de la 70 ^e Foire Internationale de Luxembourg, Luxembourg-Kirchberg, le 24 mai 1997	40
Intervention de M. Robert GOEBBELS, Ministre de l'Économie, à l'Assemblée Générale de la FEDIL le 16 mai 1997	45

L'état de la nation

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 7 mai 1997 à la Chambre des Députés	49
--	----

Photo couverture: Célébration de la Fête Nationale: Leurs Altesses Royales le GRAND-DUC et le GRAND-DUC HÉRITIER ainsi que le Ministre de la Force publique, Monsieur Alex BODRY lors de la prise d'armes dans l'Avenue de la Liberté à Luxembourg.